# GUSTAVE DRON



A mon Grand-Père, dont le chemin croisa celui du docteur DRON et dont il n'oublia jamais la générosité, tant il lui dut.

# GUSTAVE DRON

1856 - 1930 DÉPUTÉ-MAIRE DE TOURCOING SÉNATEUR DU NORD



Mémoire de Maîtrise en Histoire Contemporaine Politique, Sociale, Religieuse et Culturelle, sous la direction de Monsieur BERNARD MENAGER, Professeur à l'Université de Lettres et Sciences Humaines de Lille III - Charles De Gaulle.

(...) Je compris que, lorsqu'il n'avait pas de réponse, Guillaume s'en proposait un grand nombre, et très différentes les unes des autres. Je restai perplexe.

- Mais alors, osai-je commenter, vous êtes encore loin de la solution...
- J'en suis très près, dit Guillaume, mais je ne sais pas de laquelle.
- Donc, vous n'avez pas qu'une seule réponse à vos questions?
- Adso, si tel était le cas, j'enseignerais la théologie à Paris.
- A Paris, ils ont toujours la vraie réponse ?
- Jamais, dit Guillaume, mais ils sont très sûrs de leurs erreurs.
- Et vous, dis-je avec une infantile impertinence, vous ne commettez jamais d'erreur?
- Souvent, répondit-il. Mais au lieu d'en concevoir une seule, j'en imagine beaucoup, ainsi je ne deviens l'esclave d'aucune. (...)

# INTRODUCTION

Tourcoing, Jeudi 21 Août 1930. Un ciel gris et bas que les gens du Nord ne connaissent que trop bien. Une pluie fine et persistante qui fait luire les pavés de la vieille cité industrielle.

Cette triste journée devait marquer longtemps ceux-là qui la vécurent. Quarante mille personnes s'étaient rassemblées. Une foule sombre et silencieuse car la ville est en deuil. Quarante mille personnes venues accompagner jusqu'au cimetière du Roitelet le cortège funèbre du défunt docteur DRON, maire de la ville depuis plus de vingt-cinq ans.

Jamais de mémoire de Tourquennois, on n'avait vu pareille multitude à l'enterrement de l'un des édiles de la ville.

Pourquoi cette popularité ? Comment cet homme, dont nous découvrirons le caractère énergique, autoritaire et entier, mais non dénué de générosité, a-t-il su rallier tant de ses concitoyens en ces temps de passions politiques, religieuses et sociales ?

Quel était cet homme qui fut selon l'histoire officielle le plus grand maire de Tourcoing ?

Ce que je propose sans prétention, au fil de ce mémoire, c'est de faire sortir des ombres du passé cette figure si imposante de l'histoire de cette municipalité, de dégager la personnalité de GUSTAVE DRON au travers de ses actions, déclarations et prises de positions, au cours de cette longue période, 1884-1930, durant laquelle il se consacra à la chose publique. Les grands destins individuels ayant cette particularité de nous interpeller, de nous rendre curieux et interrogateurs.

Qu'il me soit simplement permis de rappeler que la rédaction d'une biographie, même aussi sommaire que celle-ci, n'est pas chose aisée. Egalement que novice dans l'apprentissage du métier d'historien, je ne saurais prétendre à l'infaillibilité, bien que je tende vers l'impartialité et recherche la vérité.

En plus de M. Bernard MENAGER, je tiens vivement à remercier tous ceux qui m'ont aidé dans mes recherches, à quelque niveau que ce soit, Aux Archives Départementales du Nord, aux Archives Municipales de Tourcoing, à la Bibliothèque Inter-Universitaire de Villeneuve d'Ascq, et tous ceux qui m'ont encouragé dans mon travail. Sans eux ce mémoire n'aurait pu être.

Remerciements particuliers à M. Jacques AMEYE.

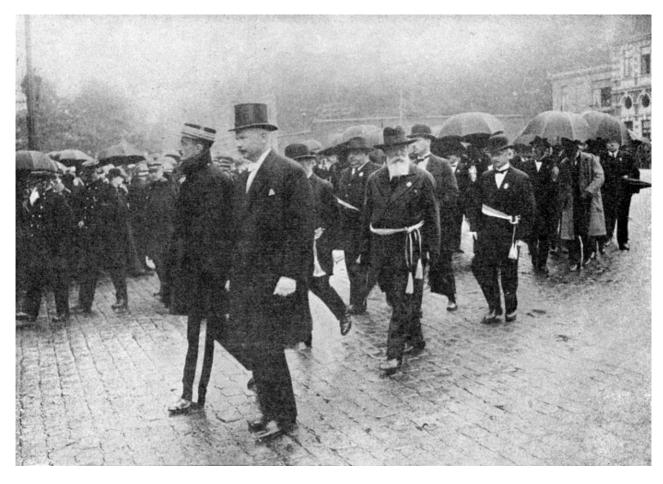
Bruno SIMON.

I

# 1856-1899 : LA SOLIDARITÉ RÉPUBLICAINE, LAÏQUE ET SOCIALE.

« Issu d'une vieille famille républicaine, le jeune médecin afficha de suite des idées démocratiques. Sa clientèle était surtout constituée par la classe ouvrière. (...) Cette triste situation physique et morale de l'ouvrier frappa le coeur de ce philanthrope et l'incita à mettre au service des humbles et des déshérités toute son énergie, toutes ses connaissances. »

Jules PARSY. Président de la Solidarité Républicaine. Discours des Funérailles. Août 1930.



Le préfet Roger Langeron, le conseil municipal aux obsèques de DRON. (Photo Capelle).

« Quarante et un ans de vie et d'action parlementaire, trente années presque consécutives à la tête de l'Administration d'une grande ville, investi par ailleurs de nombreux autres mandats, Conseiller Général, Président de grandes commissions, Président du Conseil, Président de l'Assistance Publique, il fut l'homme d'une oeuvre ardente, tenace, réfléchie, généreuse.»

Roger LANGERON Préfet du Nord

Discours des Funérailles. Août 1930.

# I. UN CURSUS HONORABLE

#### Des origines modestes, mais...

JEAN-BAPTISTE (GUSTAVE) DRON est né à Marcoing, petit bourg du Cambraisis au sud-ouest de Cambrai, le 21 octobre 1856, à l'époque alors brillante du Second Empire. Son père, FRANCOIS (JOSEPH) DRON, est cultivateur et marchand de bois comme son propre père, LOUIS (HUBERT JOSEPH) DRON. A priori, du côté paternel l'ascendance familiale apparaît de condition sociale plutôt modeste.

Mais à y regarder de plus près, nous découvrons que FRANCOIS DRON, à la naissance de son fils, était depuis trois ans principal clerc de notaire, soit depuis 1853, l'année de son mariage. Rien n'indique que ses parents, LOUIS DRON et MARIE-JOSEPHE LEGOEUL, nés respectivement à Paillencourt et Saint-Hilaire-lez-Cambrai, et installés à Béthencourt, aient été de riches cultivateurs. Mais cependant nous pouvons imaginer qu'ils furent au moins suffisamment aisés pour offrir à leur fils une instruction qui lui permettra de devenir clerc de notaire, et surtout Maire de Marcoing de 1869 à 1888.

Du côté maternel, nous avons BELLONNE (ESTHER) née LAMOURET à Wallincourt, sa mère qui avait épousé FRANCOIS DRON en 1853. Nous savons qu'elle sera propriétaire à sa mort en 1897. Ce qui nous pousse à jeter un regard sur son ascendance. Si le père de BELLONNE, ETIENNE LAMOURET né à Wallincourt n'était que cultivateur, sa mère MARIE, née FORRIERE à Séranvilliers était rentière à sa mort en 1858.

En conclusion, nous avons pour les aïeux de JEAN-BAPTISTE GUSTAVE DRON, du côté paternel un couple de paysans aisés et du côté maternel, une grand-mère rentière. Pour les parents directs, nous avons un Maire de village qui épouse une fille de rentière, dont il a quatre enfants. Car GUSTAVE DRON a trois soeurs, MARIE, BELLONNE et ZELIE.

Ainsi il ne s'agit plus ici de prolétariat agricole mais bel et bien de classe moyenne rurale ou même de bourgeoisie rurale. Le profil typique de ces notables ruraux nous est fort bien décrit par ROBERT VANDENBUSSCHE dans sa thèse de Ille cycle <sup>1</sup>.

Le père de DRON nous apparaît comme l'un de ces gros fermiers et/ou petits propriétaires, jouant un rôle important dans les communes agricoles. Aisé, peut-être riche si nous considérons la richesse agricole des terres du cambraisis, capable d'établir des rapports aussi bien avec la paysannerie qu'avec la petite bourgeoisie locale. Un « coq de village » en voie de s'introduire par le biais de son occupation, le négoce du bois, dans le monde de la petite bourgeoisie citadine. Proche du monde agricole mais appartenant à un milieu socio-économique bien différent.

<sup>1. &</sup>quot;Opinion et vie politique dans le Département du Nord à la veille de la Première Guerre Mondiale".

# Une éducation républicaine

Nous pouvons en déduire que GUSTAVE DRON tira largement profit de cette ascendance familiale. Il eu l'occasion et la chance de suivre des études, tout d'abord au Collège Communal de Cambrai. Quel élève était-il ? Certainement intelligent et doué, travailleur et obstiné, si l'on imagine qu'il possédait ces traits de caractère que nous retrouveront à l'âge adulte. Etait-il déjà têtu et plutôt insoumis ? Pouvons nous imaginer, sans nous éloigner trop du probable, qu'il eut des rapports tendus avec le personnel religieux du Collège ? Cela pourrait-il être l'une des clés possibles pour comprendre son futur anticléricalisme ?

D'autant plus que nous savons que les époux DRON-LAMOURET, ses parents, furent enterrés civilement sans cérémonie religieuse. Ils n'étaient donc pas croyants. Nous pouvons dire qu'ils n'étaient donc pas royalistes, et peut-être ne furent ils pas très favorables à l'Empire? Ce qui prouverait une certaine indépendance de caractère dans le contexte de l'époque, car les partisans du Roi ou de l'Empereur se trouvaient encore nombreux dans le Nord, bien après l'installation de la Ille République.

GUSTAVE DRON, lors d'une intervention à l'Assemblée, le 25 mai 1893, s'exprime en ces termes à propos d'un éventuel redécoupage des circonscriptions de l'arrondissement de Lille par les conservateurs : « Vous parliez tout à l'heure des moeurs de l'Empire. Je ne sais pas quels procédés il employait, j'étais trop jeune pour m'en rendre compte, mais je ne tiens pas à voir revenir ce temps là; et vous n'obtiendrez pas des républicains de cette Chambre qu'ils fassent le découpage bizarre et fantaisiste que vous proposez. »

Certes, il n'avait pas encore quatorze ans quand la bataille de Sedan décida du sort de l'Empire, mais nous pouvons concéder qu'il est fort probable qu'il tient de son père cette aversion pour ce régime.

Devons nous déduire en outre que les vingt années de son père passées comme maire de village aient influencé les désirs, l'ambition et le destin du jeune GUSTAVE ? Toujours est-il que ses études sont couronnées de succès, si l'on en juge par son entrée à la faculté de médecine de Paris. Il a désormais la majorité et il entre dans le milieu des étudiants en médecine, où la croyance en la science et le progrès humain repousse la foi en Dieu et la religion.

C'est certainement ici que se forgeront bon nombre de ses opinions et sa philosophie <sup>2</sup>. Il entre ainsi dans le schéma classique de l'ascension sociale sur trois générations si représentatif de la mobilité sociale de la Ille République : le grand-père est cultivateur, son fils reçoit une instruction primaire et s'il ne peut aller jusqu'au bac, au moins peut-il avoir accès au certificat d'études, au brevet d'instituteur. Le fils sera donc instituteur, postier ou clerc de notaire. Son fils, le petit-fils de fermier, aura la possibilité de décrocher le bac et de gravir quelques échelons de plus dans la hiérarchie sociale, voire devenir « quelqu'un d'important ».

L'école est le rouage décisif de la société méritocratique et démocratique ; la compétence est reconnue par le diplôme et gratifiée par le rang dans la hiérarchie et par la responsabilité sociale. La « concurrence des intelligences » pour la sélection d'une élite universitaire dirigeante imprègne le discours des hommes de la IIIe République sur le principe de l'école laïque, gratuite et obligatoire...

<sup>2</sup> C'est également au cours de ses études de médecine qu'il prend l'habitude de se faire appeler Gustave et non Jean-Baptiste, détail symboliquement significatif.

# Un représentant typique des "couches nouvelles"

Le mot est resté, depuis cette formule assez vague finalement, que prononça LÉON GAMBETTA dans l'un de ses discours. Il annonçait « la venue et la présence dans la politique d'une couche sociale nouvelle ». Ainsi, ces classes moyennes - et ce terme n'est guère plus explicite - entrent dans le jeu politique face à l'ancienne bourgeoisie, épanouies par le suffrage universel. Mais qui sont les hommes de ces classes moyennes ?

Tout d'abord comptons parmi eux les artisans et les petits commerçants qui ont toujours formé le gros de la petite bourgeoisie. Ils seront les enfants chéris de la République; d'autant plus protégés par la loi républicaine qu'ils sont les élus de " l'individualisme triomphant" qui colle si bien à l'idéologie du régime.

Puis citons une autre catégorie ancienne, celle des rentiers et des propriétaires, aussi nombreux vers 1880 que les hommes des professions libérales. Oisifs, ils ont le loisir de se consacrer à la politique, au moins au niveau local. Survivants d'un monde d'ancien régime dans une société qui n'est encore que pré-industrielle, la stabilité légendaire du franc germinal les rassure et les nourrit.

Mais s'il y a une classe nouvelle en expansion sous la République, c'est bien celle des fonctionnaires moyens ou subalternes, que l'on peut regrouper dans la classe de la bourgeoisie moyenne salariée qui comprend les ingénieurs, les journalistes, les professeurs et les instituteurs.

Ils représentent « les idées moyennes de la France dans ses pays de petite et moyenne propriété, qui forment la part majeure de la terre française et qui sont imprégnés de l'esprit de la Révolution » <sup>3</sup>.

Enfin viennent les professions libérales. Les hommes de loi en forment les gros bataillons : notaires, avoués et surtout avocats <sup>4</sup>. Mais la grande nouveauté sous la Ille République est la multiplication des « hommes de science », les médecins, les vétérinaires et les pharmaciens.

Remarquons que le nombre de médecins double entre 1875 et 1910 (de 10.000 à 20.000). Hommes d'influence croyant au progrès humain par la science et défendant leur propre promotion, ils préfèrent la Franc-maçonnerie à l'Eglise et la gauche à la notabilité.

GUSTAVE DRON ne correspond-il pas trait pour trait au portrait-robot de cette dernière catégorie ? Coupées du prolétariat par leur niveau de vie, se sentant différentes de la haute bourgeoisie par la modestie de leurs origines sociales, ces classes moyennes forment le noyau de la France républicaine, puis radicale, à l'âge d'or du radicalisme après 1900.

# Au 18 de la rue des Piats à Tourcoing

Il arrive à Tourcoing en Août 1880, l'année du percement du Boulevard Gambetta et de la création du cercle catholique de la Croix Rouge. Cette année-là, la grève générale du 1er Mai avait secoué la ville

<sup>&</sup>lt;sup>3</sup> ALBERT THIBAUDET. Les idées politiques de la France.

<sup>&</sup>lt;sup>4</sup> Notons au passage que, sous la IIIe République, les avocats furent toujours massivement nombreux à la Chambre des Députés.

pour la première fois depuis les dernières émeutes de 1848. Tourcoing s'éveillait doucement aux questions politiques et sociales après un long sommeil sous le Second Empire.

Favorable au régime impérial comme une grande partie de la France rurale, Tourcoing, sous la forte pression des classes dirigeantes conservatrices et catholiques, avait échappé jusque là aux agitations populaires urbaines. Au point de vue des mentalités, Tourcoing, bien que comptant près de 50.000 habitants <sup>5</sup>, n'était encore qu'une petite ville de province, certes en expansion. Ce faible répondant des ouvriers tourquennois à la contestation sociale faisait dire aux éditorialistes et journalistes de la conservatrice gazette, « *L'Indicateur de Tourcoing* », que « *les ouvriers de Tourcoing sont tranquilles* et convenables. » La grève ne dura d'ailleurs que quelques jours, sans violence ni répercussion.

1880 est aussi l'année du début du conflit religieux, suite au décret du 29 mars sur les congrégations non autorisées. Les 8 et 9 novembre, il faut l'intervention armée de chasseurs à pied pour l'expulsion des Pères de Sainte-Marie du couvent de la rue de Guisnes, rue parallèle à la rue des Piats. La ville défend ses religieux.

Quelles sont maintenant les raisons profondes, les motivations secrètes qui amenèrent DRON à Tourcoing? Nous pouvons penser que pour ce jeune intellectuel pressé d'agir, plein de compétence et d'ardeur - pour ne pas dire de foi - le cadre restreint de Marcoing ne pouvait convenir, surtout après avoir étudié à Paris. La volonté de se retrouver dans un environnement urbain ou la vie politique et sociale est tellement plus vivante, plus mouvante, l'a certainement entraîné vers l'agglomération lilloise.

A-t-il choisi délibérément Tourcoing, où les forces conservatrices étaient les plus puissantes afin de faire progresser cette ville, ou son choix fut-il simplement le fruit du hasard ? Pensait-il pouvoir faire triompher des idées nouvelles dans la "citadelle de la chrétienté" ? Choix prémédité ou de dernière minute, motivé par la rencontre de quelques particuliers, ou le besoin en médecins de cette ville en croissance ? Intérêt humain, professionnel, ou politique ? Nous pouvons gager qu'il avait suffisamment d'intelligence pour envisager le développement de Tourcoing, d'ambition pour y participer personnellement, et d'énergie pour s'y consacrer pleinement.

Dans son testament, nous trouvons quelques lignes au sujet de son arrivée à Tourcoing :

« (...) tel j' étais à mon arrivée à Tourcoing où le seul désir d'exercer la médecine m'attirait (...) »

Et plus loin, quant à son action :

« ( ... ) laissant le souvenir d'un homme qui a servi son pays, son parti et ses idées avec un dévouement continu qui excluait toute tendance à rechercher dans la politique des satisfactions d'ambition ou d'intérêt. Je me suis surtout intéressé à Tourcoing, à sa prospérité, au bien-être de ses habitants, (...) »

Ses lignes sont-elles le reflet des intentions passées réelles du jeune homme qui arrivait à Tourcoing, ou au contraire, celui du désir présent d'auto-justification du vieil homme qui va mourir ? Quoiqu'il en soit, c'est dans une modeste demeure de la rue des Piats, au numéro dix-huit, qu'il installa son cabinet médical. Il y restera toute sa vie, il ne déménagera jamais et c'est dans cette maison que la mort le trouvera un demi-siècle plus tard.

Son activité professionnelle faisant de lui un homme de contact et de rencontres à tous les niveaux des couches sociales, il ne tardera pas à rencontrer les LELOIR, vieille famille républicaine de

<sup>&</sup>lt;sup>5</sup> 48.364 habitants exactement. Bulletin mensuel de l'Association Régionale de Géographie, 7 juillet 1927.

Tourcoing. Famille connue car depuis la Révolution, elle compte dans son arbre généalogique, vingtquatre notables, douze officiers et un maire. Également connue pour ses idées avancées et son athéisme. DRON lui restera toujours très attaché et c'est de plus parmi ses membres qu'il choisira sa compagne.

# Une popularité croissante

Notre jeune docteur est à peine installé à Tourcoing qu'il commence à exercer sa profession. Sa clientèle est avant tout celle des classes laborieuses, où il découvre l'extrême pauvreté dans laquelle elles survivent. Les inégalités sociales frappantes le touchent et il ne les oubliera jamais. Sans doute se rappellera-t-il tout au long de sa carrière de ses débuts, qui sont pour beaucoup dans sa volonté de secourir les plus défavorisés. De plus, l'homme inspire confiance. De grande stature, le front haut, la chevelure brune et la barbe courte, le regard profond et franc où se devinent intelligence et générosité, son physique est déjà un atout considérable, une des raisons qui conditionnent son succès.

La ville connaît alors le premier succès républicain aux municipales, ce à quoi il est encore bien évidemment étranger. Le 9 janvier 1881, en effet, les conservateurs avaient réussi à occuper 30 sur 32 des sièges de conseillers à pourvoir. Suite à diverses irrégularités constatées par le Conseil de Préfecture, le scrutin est annulé et les élections reportées au 10 avril. C'est ainsi qu'une liste d'opposition, conduite par VICTOR HASSEBROUCQ, qui rassemblait 22 républicains et 10 libéraux modérés de la liste conservatrice « Défense des Libertés Publiques », l'emporte à la surprise et au regret de « L'Indicateur » qui déplore « l'échec immérité de la majorité éclairée de notre population ».

Tourcoing entrait ainsi timidement dans l'ère républicaine. VICTOR HASSEBROUCQ est élu maire le 29 avril <sup>6</sup> par les conseillers municipaux <sup>7</sup>. C'est à lui que DRON succédera dix-huit ans plus tard, en 1899. Si HASSEBROUCQ était un républicain modéré, nous notons la présence au Conseil municipal de républicains plus avancés tels FIDÈLE LEHOUCQ, EDOUARD SASSELANGE, et précisément, LOUIS LELOIR.

L'année suivante, le 22 octobre 1882, FIDÈLE LEHOUCQ, adjoint au maire, entre au Conseil Général. La lente conquête républicaine du pouvoir se poursuit. LOUIS LELOIR était alors chef du Parti Républicain. Son amitié sera alors profitable à DRON sans aller jusqu'à dire qu'il se servit de la notabilité et de la popularité des LELOIR à des fins personnelles. Néanmoins, cette famille lui ouvrit la voie vers la vie publique et il ne fut certainement pas difficile pour LOUIS LELOIR de convaincre le jeune homme d'envisager une carrière politique. De plus, en 1883, ce dernier épouse civilement MARIA LELOIR faisant ainsi de son « tuteur politique » et ami son beau-père! Nous le voyons décidément très lié à cette famille.

1883 est également l'année de la pose de la première pierre du Lycée de garçons du boulevard Gambetta que préside, le 4 novembre, le ministre de l'Intérieur WALDECK-ROUSSEAU. Une manifestation républicaine qui déclenche la protestation des « chefs de famille, propriétaires, industriels, manufacturiers et patrons domiciliés à Tourcoing ».

<sup>&</sup>lt;sup>6</sup> Arch. Mun. de Tourcoing, série DIA, doc. 25.192/205.

<sup>&</sup>lt;sup>7</sup> La loi du 28 mars 1882 entérine ce fait : le conseil municipal élit dorénavant le maire.

Nous sommes ici dans les quelques années décisives durant lesquelles la République donna forme progressivement à l'instruction primaire et secondaire, par une série de lois et de décrets. L'école est en effet le terrain privilégié de la lutte contre l'Église, dont l'influence s'exerce surtout par l'éducation religieuse des enfants. Tourcoing, nous le verrons par la suite, sera tout particulièrement un exemple significatif de ce déchirement violent entre les tenants d'une école laïque et ceux d'un enseignement catholique.

# Du Conseil municipal au Conseil Général

Le 4 Mai 1884 marque l'entrée de DRON dans la vie politique tourquennoise. Il entre au Conseil municipal après une nouvelle victoire des Républicains menés par HASSEBROUCQ aux élections municipales. Ils tiennent la mairie et ne la lâcheront plus jamais, même si la présence de 1885 à 1888 d'une minorité monarchiste <sup>8</sup> au Conseil municipal témoigne de la résistance de l'opposition conservatrice et religieuse. Cette résistance est personnalisée par AUGUSTE BIGO, catholique de combat qui pousse l'ardeur dans la contestation jusqu'aux limites du tolérable.

L'une des premières interventions significatives de DRON, même si elle n'est que d'une portée mineure, a lieu en mai 1885, lors du décès de VICTOR HUGO. En effet, le 22 mai 1885, mourait celui qui est désormais considéré comme l'un des plus grands auteurs français. Son décès fut l'occasion pour l'intégriste EUGÈNE VEUILLOT de rédiger un article dans « L'indicateur » contre le poète. On pouvait y lire que sa mort n'était qu'un « *mince événement* ».

Mais lors du conseil du 29 mai, GUSTAVE DRON, LOUIS LELOIR et AUTHIME DESMETTRE proposent d'envoyer une délégation de trois membres <sup>9</sup> aux funérailles civiles de l'écrivain, le 1 er juin. La proposition de DRON et des ses collègues est mise au vote et l'emporte à raison de 19 voix contre 8. VICTOR HASSEBROUCQ lui-même était opposé à cette délégation, soucieux de ménager l'opposition des catholiques intransigeants. Le moindre sujet de controverse était en effet propre à entamer entre les républicains et les conservateurs de longues querelles!

DRON, installé à Tourcoing depuis cinq ans seulement, est déjà connu pour son bon coeur sa générosité et son radicalisme. Il gagne rapidement l'affection et la confiance de ceux qu'il rencontre.

En outre, la compassion qu'il éprouve pour les déshérités -sa clientèle était aussi et surtout ouvrièrele font choisir par les conseillers pour la Commission Administrative des Hospices.

Il se trouve dans son élément, là où ses idées démocratiques et avancées sur le plan social vont trouver un terrain d'essai pour une vie de labeur. Mais le personnage a en outre de l'envergure, et en 1886 il prend la tête du Parti Républicain, la « **Solidarité Républicaine, Laïque et Sociale** », à la suite de son beau-père, désireux de doubler son action sociale d'une action politique.

<sup>&</sup>lt;sup>8</sup> Entrée au Conseil municipal suite à des élections partielles.

<sup>&</sup>lt;sup>9</sup> La délégation fut composée de LOUIS GRAU, ERNEST DARRAS et AUTHIME DESMETTRE, qui durent cependant supporter personnellement leurs frais de déplacement.

C'est le 3 avril 1887 qu'il occupera son premier poste clef, après son élection au Conseil Général. En effet, FIDÈLE LEHOUCQ se démet de son mandat pour raison de santé <sup>10</sup>. Ce dernier avait gardé son poste aux élections générales de 1883 et 1886, bénéficiant de la confiance populaire. De plus, à celles de 1886, un autre républicain entrait au Conseil d'Arrondissement du Canton Sud, seconde victoire républicaine. Lorsque LEHOUCQ se retire, DRON se présente contre le libéral FRANCOIS MASUREL-POLET père, et l'emporte.

Pourtant ce dernier avait l'appui des deux grands quotidiens locaux de tendance républicaine modérée :

- « L ' ÉCHO DU NORD » qui présente MASUREL-POLET comme « franchement républicain, ce qui n'interdit pas que l'on respectât l'ordre et la religion »
- « LE JOURNAL DE ROUBAIX » qui recommande l'industriel pour « sa longue carrière commerciale et sa connaissance des intérêts du canton ».

Cela ne suffira pas et nous pouvons estimer par là la popularité déjà certaine de DRON et la confiance naissante des milieux ouvriers urbains envers le radicalisme.

En effet, les électeurs de Tourcoing, par 2521 voix contre les 1898 de ceux de Bondues, Mouvaux et Marcq-en-Baroeul, ont choisi le jeune radical de trente et un an. C'est sa première victoire électorale. A l'Hôtel de Ville, on chante la « Marseillaise ».

L'année suivante, ce sont les municipales. L'équipe sortante peut présenter à la population un bilan positif, tant au niveau de l'urbanisation que des mesures d'ordre économique et social. Tourcoing compte maintenant plus de 55.000 habitants, et si son expansion est moins rapide que celle de sa soeur jumelle Roubaix, elle n'en est pas moins remarquable.

L'opposition conservatrice sait qu'elle devra peser de tout son poids pour remporter les élections. Nous retrouvons ici AUGUSTE BIGO comme porte-parole de la liste « *Indépendante et Commerciale* » qui dénonce le gaspillage des deniers publics par le programme de grands travaux nécessitant l'emprunt de millions de francs.

Parmi les noms de cette liste figurent ceux des familles bourgeoises locales, LAHOUSSE, DUVILLIER-MOTTE, FLIPO, LEURENT. La liste républicaine est réélue dès le premier tour, le 6 mai 1888, et VICTOR HASSEBROUCQ garde la mairie. GUSTAVE DRON rassemble 3840 voix sur son nom, presque autant que le vieux FIDÈLE LEHOUCQ qui en reçoit 4300 environ.

# Le premier député républicain de Tourcoing, 1889

1888 est le temps de la « *tentation du sabre* », c'est-à-dire de l'agitation boulangiste qui s'étiolera dans les festivités du centenaire de la Révolution. Le 5 mai 1889 est fêté comme le 14 Juillet, dans l'allégresse et en grandes pompes. Les boulangistes ne parviennent pas à perturber cette sérénité,

<sup>&</sup>lt;sup>10</sup> FIDÈLE LEHOUCQ avait été élu au Conseil Général du Canton Sud le 22 octobre 1882, suite au décès du conservateur DESURMONT, consacrant ainsi la première victoire des républicains aux cantonales grâce aux 2361 électeurs tourquennois (contre 1207) qui lui ont donné leurs voix.

tandis que le gouvernement prend des mesures rapides pour prévenir leur succès, par les lois du 13 février 1889 rétablissant le scrutin majoritaire d'arrondissement à deux tours, et celle du 17 juillet 1889 contre les candidatures multiples. Ainsi, aux élections cantonales du 28 juillet 1889, le candidat boulangiste JULIEN MAHIEU, avec 2448 voix est écrasé par GUSTAVE DRON, 4067 voix, qui conserve donc son poste de conseiller général du canton sud. C'est au cours de ces élections cantonales générales, que pour la première fois, le rapport des forces républicains/conservateurs est inversé 11.

Pour la première fois, la République semble avoir conquis Tourcoing et ses environs, à l'exception des villes retirées de Bousbecque et Linselles. Même certains membres de la bourgeoisie catholique, qui dans sa grande majorité reste monarchiste, se rallient aux idées démocratiques, tels les FRANCOIS MASUREL père et fils.

A Tourcoing, la droite non boulangiste s'organise en vue des élections législatives de l'automne 1889. Le député sortant, CHARLES JONGLEZ, qui avait battu à deux reprise FIDÈLE LEHOUCQ en juillet 1884 et en octobre 1885, ne présente plus sa candidature. LEHOUCQ, malade, refuse l'invitation de ses camarades de se porter candidat. Il propose au contraire DRON qui avait déjà bénéficié de sa démission du Conseil Général en 1887 et qui vient de prouver sa popularité <sup>12</sup> le 28 juillet dernier en conservant son mandat face au boulangiste MAHIEU.

C'est ainsi que la « Ligue Républicaine de Tourcoing » annonce la candidature du populaire docteur, le « (...) citoyen Dron et comptent sur son dévouement, son énergie, son intelligence, pour défendre à la Chambre les intérêts commerciaux, agricoles et industriels de la région, et pour améliorer le sort de l'ouvrier ».

Dans sa circulaire électorale, il déclare s'occuper en priorité des réformes sociales et des questions d' affaires :

« La situation économique est la question capitale du moment, L'agriculture, l'industrie et, Le commerce de notre région réclament la révision des tarifs douaniers, la dénonciation des traités de commerce, une sage protection de nos produits ».

Quant aux conservateurs, ils placent à leur tête un catholique intransigeant, EMILE BARROIS, connu pour sa générosité envers les pauvres et pour son implication dans La création du syndicat « mixte », « l'Association Professionnelle Saint-Blaise ». Il se présente comme « Catholique indépendant ». Il reçoit bien entendu le soutien massif du clergé qui demande aux électeurs de se souvenir de la laïcisation de l'école de la rue du Calvaire. Celle-ci n'était que le prélude à d'autres expulsions qu'il faut combattre. Le clergé invite donc tous les catholiques, y compris les républicains, à voter pour « Dieu et pour la France ».

Le quotidien républicain modéré de Lille, « L'écho du Nord », qui avait soutenu MASUREL-POLET contre DRON aux cantonales de 1887 soutient cette fois le radical en titrant : « **BARROIS** et **DRON**, c'est la lutte de la théocratie contre la démocratie ».

Puis le bruit court que DRON est franc- maçon...

<sup>11 6435</sup> vois aux Républicains contre 5639 aux conservateurs pour les deux cantons.

<sup>12</sup> Nous verrons dans la partie suivante comment il s'est déjà rendu populaire par son action.

Réglons immédiatement la question de l'appartenance ou non de GUSTAVE DRON à la société maçonnique. A ceux qui prétendaient qu'il était franc-maçon, il rétorquait que cette rumeur n'avait été inventée que pour le discréditer, ce qui est tout à fait compatible avec les moeurs politiques de cette époque. S'il avait appartenu à la Franc-Maçonnerie, les archives de Grand Orient en auraient conservé une trace et cela aurait été, après sa mort, de notoriété publique.

Ce qui n'est pas le cas.

Cette accusation, si elle n'est pas fondée, n'en est pas moins compréhensible. Nous savons en effet que si la Franc-Maçonnerie n'a pas joué un rôle de premier plan dans l'instauration de la république, elle reste cependant la grande inspiratrice du scientisme, du pacifisme, de la laïcité. Sa devise, « Liberté, Egalité, Fraternité » et ses principes, liberté de conscience absolue, solidarité humaine, sont ceux de la Ille République.

En outre, beaucoup de grands politiques du régime en furent : JULES FERRY, FERDINAND BUISSON, HENRI BRISSON, MARCEL SEMBAT, PAUL DOUMER, JULES SIMON, LÉON GAMBETTA, ARMAND FALLIÈRES, CHARLES FLOQUET, JULES MÉLINE, EUGÈNE SPULLER, EMILE COMBES, LÉON BOURGEOIS, GASTON DOUMERGUES, pour n'en citer que quelques uns parmi les longues listes.

C'est par l'influence des loges et par les relations qui y étaient nouées que la Ille République, à l'instabilité ministérielle légendaire, avait pu sauvegarder une heureuse continuité dans son action. Tout semble donc accuser le jeune candidat radical, d'autant plus que le recrutement, depuis le Second Empire, s'élargissait à la bourgeoisie moyenne : médecins, vétérinaires, pharmaciens, journalistes notaires, avoués, commerçants, restaurateurs.

Ces hommes à l'influence sociale incontestable organisaient des réseaux de relations efficaces, propageant avec enthousiasme les idées maçonniques dont celle de la laïcité de l'enseignement... Nous pouvons ajouter à cela que DRON appartenait à la « Ligue de l'Enseignement » fondée par JEAN MACÉ <sup>13</sup>, qui vulgarisait les thèmes maçonniques !

Les élections à Tourcoing se préparent ainsi dans la plus grande fébrilité ; quelques échauffourées éclatent quand des porteurs de bulletins ou des colleurs d'affiches adverses se rencontrent. Le scrutin est clos le dimanche 22 septembre vers dix-huit heures, après que plus de quatorze mille votants se soient rendus aux urnes, record de participation tourquennoise.

Le dépouillement commence à Tourcoing où DRON est largement en tête face à BARROIS. Mais peu à peu, les résultats des communes rurales apportent la victoire à ce dernier, avec 124 voix d'avance sur son adversaire. EMILE BARROIS laisse les républicains consternés et quitte triomphant l'Hôtel de Ville. Le lundi 23, il remercie ses électeurs :

« Le succès d'hier me réjouit, parce qu'il est une victoire pour la grande cause catholique dont je suis le modeste serviteur. Je remercie tous les amis qui m'ont prêté leur énergique concours, [...] sans oublier les familles chrétiennes qui, par leurs prières ont puissamment contribué au succès ».

<sup>&</sup>lt;sup>13</sup> Jean MACÉ (1815-1894) pédagogue et journaliste, rédacteur à « La République » en 1848, puis instituteur en Alsace. Il fonda en 1886 la Ligue de l'Enseignement pour l'école laïque, gratuite et obligatoire.

Mais quatre jours plus tard, dans le « Journal de Roubaix », la commission préfectorale du recensement des votes signale des erreurs de comptabilité, et publie les chiffres officiels :

	DRON	BARROIS	VOLT	CAPART	Nuls
Tourcoing	5019	3338	10	8	?
Communes rurales	2144	3837	0	0	?
TOTAL	7163	7175	10	8	156

Les républicains se ressaisissent devant l'espoir d'une victoire encore possible, puisque BARROIS n'ayant pas la majorité absolue, un second tour est prévu pour le 16 octobre.

ADRIEN DANSETTE, dans son « Histoire Religieuse de la France Contemporaine », n'hésite pas à dire que le gouvernement, soucieux d'étouffer les derniers sursauts de l'agitation boulangiste, a exercé de fortes pressions en ce sens à l'égard des préfets. Accusation probable, quand nous savons le rôle décisif tenu par les préfectures dans la transmission des volontés gouvernementales.

Et rien n'interdit de penser que la commission de recensement ait annulé un nombre suffisant de voix pour entraîner le ballottage. Caprice de l'histoire, GUSTAVE DRON doit-il indirectement son élection au général BOULANGER?

Remarquons au passage les résultats décourageants des deux socialistes VICTOR CAPART et JOSEPH VOLT-CATTEAU. L'heure du socialisme n'a pas encore sonné à Tourcoing, alors qu'à Paris se sont tenus cette même année 1889 deux congrès rivaux, témoignant à la fois de la renaissance du mouvement ouvrier français et de la diversification de ses tendances <sup>14</sup>.

La campagne du second tour est mouvementée, telle que la décrit JACQUES AMEYE dans « La Vie Politique à Tourcoing sous La III e République ».

EMILE BARROIS tente de récupérer des voix à Tourcoing, en tenant des réunions dans les quartiers du Moulin-Fagot à l'estaminet « La Nouvelle Aventure », du Tilleul au café du « Lion Blanc » et celui du Brun-Pain. On le retrouve même à l'auberge du « Grand Logis » de Linselles.

De son côté , DRON ne perd pas son temps : il harangue les électeurs du quartier populaire de la Croix-Rouge et ceux de Mouvaux et Roncq. C'est à Roncq, justement, que les partisans des deux camps s'accrochent au café du « Cygne ».

DÉSIRÉ LEURENT fils, issu d'une famille monarchiste notoire, ami de BARROIS, s'en prend à HENRI PARIS, conseiller municipal de Tourcoing qui dénonçait « l'oppression patronale ».

On chante la « Marseillaise », on crie « Vive Dron! », « Vive la République! », « À bas la calotte! », ou « Vive Barrois! », « À bas Dron! ».

<sup>&</sup>lt;sup>14</sup> D'un côté les guedistes et blanquistes du Parti Ouvrier Français, de tendance marxiste, de l'autre, les possibilistes ou broussistes anti-marxistes de la Fédération des Travailleurs Sociaux de France.

Et au soir du second tour, c'est DRON cette fois qui est vainqueur, avec près de deux cents voix d'avance :

	DRON	BARROIS
Tourcoing	5205	3455
Communes rurales	2313	3866
TOTAL	7518	7321

C'est au tour des républicains de laisser éclater leur joie, en se rendant à l'Hôtel de Ville pour féliciter le premier député républicain de Tourcoing, jusque tard dans la soirée, ou en pavoisant dans les rues, sans épargner à leur adversaire vaincu quolibets et moqueries. Et à DRON d'adresser ses remerciements :

« Plus nombreux que le 22 Septembre, vous avez répondu à mon appel pour la défense de la cause républicaine. Honneur à vous, travailleurs, que la réaction n'a pu entraîner avec elle, malgré la mise en oeuvre de tous les moyens dont elle dispose dans nos deux cantons ».

Mais la réaction n'a pas dit son dernier mot, et comme le proclame solennellement BARROIS, elle continuera de « prier le Sacré-Coeur et la Vierge du Rosaire afin que la victoire prochaine n'en soit que plus éclatante ». Pour l'instant, DRON qui s'apprête à fêter son trente-troisième anniversaire, quinze jours plus tard, goûte sa victoire.

# Le rapprochement avec François Masurel

Les élections municipales de mai et cantonales de juillet 1892 offrent l'occasion à FRANCOIS MASUREL-JONGLEZ de se rapprocher de DRON. Ce fils de grande famille bourgeoise est en effet de plus en plus choqué par l'intransigeance et l'intolérance qui animent BARROIS et ses alliés. Aux municipales, la liste « Union Catholique » des intransigeants, menée par le directeur des écoles libres, le frère FLOUR <sup>15</sup>, est battue avec 3.400 voix par la « Ligue Républicaine », 5.000 voix.

800 voix se sont portées sur la liste du « Parti ouvrier » de tendance socialiste, malgré l'ouverture à gauche opérée par la « Ligue Républicaine » en prenant dans sa liste des ouvriers <sup>16</sup> . VICTOR HASSEBROUCQ et toute une équipe républicaine sont renvoyés à la mairie.

FRANCOIS MASUREL, qui avait soutenu la liste républicaine, pose sa candidature pour les cantonales de juillet suivant, son beau-père CHARLES JONGLEZ abandonnant son poste de conseiller général du Canton nord. DRON le soutient à son tour, bien qu'il soit catholique, car il voit en lui le meilleur candidat à opposer à la coalition cléricale. La presse catholique, en particulier le journal « La Croix », dénonce cette alliance, cette trahison de MASUREL.

<sup>15</sup> Ancien directeur des écoles communales complètement laïcisées en 1891, il a un compte à régler avec les républicains.

<sup>&</sup>lt;sup>16</sup> DEPHIN DUMORTIER, AUGUSTE DALLE, LOUIS DESPINOIS, LOUIS HERSIN... etc. Bon nombre d'entre eux se retrouveront plus tard derrière les socialistes VICTOR CAPART et JOSEPH VOLT-CATTEAU.

Finalement ce dernier l'emportera face au réactionnaire maire d'Halluin, PAUL LEMAÎTRE, le 31 Juillet. Et il ne manquera pas de remercier DRON dans un article paru le 27 Janvier 1893 dans le « *Journal de Roubaix* » :

« (...) M. Dron, en soutenant ma candidature au conseil général, n'a-t-il pas fourni la meilleure preuve de son esprit de tolérance ? Je souhaiterais vivement voir chez ses adversaires le même désir de conciliation ».

# La percée socialiste aux législatives de 1893

Cette alliance n'aura duré que le temps de ces élections et de la préparation des législatives de 1893. Grâce à son allié catholique qui doit lui ramener des voix de républicains chrétiens, DRON est convaincu que sa réélection contre EMILE BARROIS sera relativement aisée. Mais c'était sans compter la montée du sentiment socialiste au sein de la population ouvrière de Tourcoing, ni l'organisation des chefs de gauche. DELPHIN DUMORTIER, que nous avons vu sur la liste républicaine des municipales se présente lui-même dorénavant comme candidat socialiste. Les résultats sont significatifs de cette percée socialiste qui déborde les radicaux sur leur gauche :

	Voix :
BARROIS	7772
DRON	5732
DUMORTIER	3077

DRON, voyant que BARROIS sera élu si DUMORTIER ne se désiste pas pour lui, prend alors contact avec le socialiste, contre l'avis des Républicains modérés qui répugnent à une alliance avec les partis ouvriers. Les résultats du deuxième tout, le dimanche 3 septembre 1893, lui donnent raison :

	Voix :
DRON	8218
BARROIS	8197

Par transaction avec DUMORTIER, que DRON sauve son mandat parlementaire d'extrême justesse, mais perd le soutien sinon l'amitié de MASUREL, qui refuse l'alliance avec les « collectivistes » et démissionne de son poste de conseiller. Pour le député, cette élection fixe le scénario classique de toutes celles qui vont se succéder dans sa carrière : débordé sur sa gauche, le radical se verra obligé de négocier, de se servir des socialistes. Mais DRON ne fut jamais marxiste, ou socialiste, même s'il a pu avoir en commun avec ces derniers des idées et une volonté de réformes sociales.

Sa manoeuvre se comprend mieux comme une dernière tentative pour éviter à Tourcoing l'élection d'un député conservateur. Mieux vaut pour la ville un radical même bourgeois qu'un catholique fanatique. De plus, avec son individualisme et son désir de s'occuper de tout, il n'y a aucun doute qu'il ait agit seul, sans trop tenir compte des réticences de l'aile droite du front républicain. Et il ne fera jamais rien pour l'essor du mouvement socialiste à Tourcoing, ce qui envenimera ses rapports avec les socialistes tourquennois qui lui reprocheront son manque de bonne foi et sa façon éhontée de se servir d'eux.

François MASUREL fut certainement lui aussi trop passionné lorsqu'il fit le choix de se séparer de DRON. Partageant les mêmes idées que sa classe sociale au sujet des collectivistes, il prit la démarche de son ami pour quelque transaction avec le parti ouvrier, alors qu'il n'y avait simplement, si l'on peut dire, qu'une demande de désistement motivée par le bon sens et les impératifs de la tactique politique.

Dans l'immédiat, DRON, d'un caractère impétueux cache difficilement son amertume causée par l'attitude de MASUREL. Après avoir félicité les ouvriers de s'être ralliés à la République, il tient contre lui quelques propos dictés par la colère, rapportés dans la presse du lendemain :

« (...) Désormais il n'y a plus de patrons, ni jésuites, ni calotins qui puissent nous arrêter. Nous marcherons désormais dans la voie des réformes sociales, malgré eux et contre eux (...) ».

Et MASUREL démissionnant, on organise alors des élections cantonales partielles pour le mois de novembre. Emile BARROIS prend sa revanche sur les républicains en battant JULIEN TACK, conseiller municipal, et devient conseiller général du Canton nord. Petite consolation à son échec aux législatives...

# L'échec de 1898 et la "défense républicaine"

La pression socialiste se fait encore plus forte aux élections des 8 et 22 mai 1898. Les socialistes proposent comme candidat un professeur de Douai, GEORGES DEVRAIGNE, tandis que la droite constituée de républicains tièdes - on dit alors les "progressistes" ou "républicains de gouvernement" - choisit ALBERT MASUREL, cousin de FRANÇOIS, industriel à Linselles. Bien plus modéré que BARROIS, il est persuadé que les catholiques qui s'étaient détournés de ce dernier pour son intransigeance, lui donneront leurs voix.

La presse entame la campagne avec toute la passion d'alors qu'on lui connaît, dessinant les personnages adverses sous les traits les plus noirs. Personne ne ménage les critiques, bien souvent exagérées, voire déplacées.

DRON fait distribuer des calendriers de la "Solidarité Républicaine" avec son portrait, et dénonce « les privilégiés, les repus, les satisfaits qui ne comprennent l'apaisement social qu'au prix du sacrifice du droit et de la liberté de conscience des travailleurs ».

De son coté, MASUREL envoie aux électeurs influents un millier de cartes de voeux et présente DRON comme le fourrier de l'étranger et de la révolution :

« Voter pour DRON, c'est voter pour ZOLA! Voter pour DRON, c'est voter pour le drapeau rouge! ».

A l'issue du premier tour, c'est le ballotage favorable à Albert MASUREL :

	Voix :
MASUREL	9421
DRON	6924
DEVRAIGNE	3890

Au second tour, comme pouvaient le craindre les républicains radicaux, MASUREL obtient une infime avance de quelques deux cents voix :

	Voix :
MASUREL	10 275
DRON	10 030

Le désistement implicite du socialiste ne suffit plus cette fois à battre le progressiste. La victoire du "parti de l'ordre" est célébrée dans la presse conservatrice et modérée : « (...) le drapeau tricolore flotte à bien des fenêtres » <sup>17</sup>.

Mais DRON ne s'en tient pas là ; il fait appel à ses amis pour invalider son adversaire. Tactique prisée par les radicaux et caractéristique de leur façon d'opérer. Ils ont en effet une large tendance à user de leurs relations personnelles et professionnelles pour obtenir divers avantages. Ici, nous voyons DRON faire usage de son « réseau d'allégeances politiques forgées par de multiples services rendus » 18.

Ainsi, un rapport de préfecture daté du 7 novembre 1898 invalide MASUREL, malgré le soutient de JULES MELINE <sup>19</sup> alors Président du Conseil. Notons bien que cet événement se situe juste avant la période de la "Défense Républicaine" (1899-1905) où la France a été gouvernée par une majorité solide et durable de radicaux flanqués sur leur gauche de socialistes et sur leur droite de libéraux. Il n'est pas à écarter que la Chambre, qui allait faire tomber le gouvernement MÉLINE et qui avait le pouvoir de valider ou d'invalider ses membres, ait préféré un DRON radical à un MASUREL catholique. Réglant ainsi leurs comptes avec les catholiques rétifs au ralliement à la République, décidé par la pape Léon XIII.

<sup>&</sup>lt;sup>17</sup> "Le Journal de Roubaix", 24 mai 1898.

<sup>&</sup>lt;sup>18</sup> "Histoire du Nord Pas-de-Calais de 1900 à nos jours", PRIVAT, 1982, sous la direction de Y.M. HILAIRE.

<sup>&</sup>lt;sup>19</sup> JULES-FELIX MELINE (1838-1925). Avocat parisien, député des Vosges en 1872. Chef du mouvement protectionniste à la Chambre. Il présida l'un des plus longs ministères avec des modérés, de juin 1896 à juin 1898. Il dut démissionner devant une Chambre exigeant "une majorité exclusivement républicaine".

A Tourcoing, les élections sont prévues pour le 25 Décembre, Le parti ouvrier ne présente pas de candidat, ayant eu la satisfaction aux premier tour de compter ses voix. Ses têtes pensantes, DELPHIN DUMORTIER, EMILE DEBLAERE, préfèrent organiser une assemblée générale du parti onze jour plus tôt, le 14 décembre, pour y fustiger leurs adversaires, républicains comme conservateurs. Gustave DRON y est visé personnellement :

« A l'heure où les partis bourgeois (...) transforment les luttes politiques en vaines et stériles querelles de personnes, à l'heure où nos adversaires, modérés et cléricaux, oublient complètement ceux qui peinent et qui souffrent, il appartient aux socialistes de rappeler au suffrage universel sa véritable mission (...) défendre en toutes circonstances les réformes démocratiques (...) Vive la République Sociale ! ».

Cette fois, DRON reprend son siège avec I.477 suffrages d'avance sur MASUREL : 10.681 contre 9.234 voix. Par la suite, on devait lire dans le journal parisien « La République Française », le journal des progressistes, l'accusation selon laquelle son élection serait due à des pressions exercées sur les indigents des hospices et par quelques appuis politiques, comme celui du maire de Neuville qui doit son poste de conseiller d'arrondissement de canton nord-est à DRON <sup>20</sup>. Ces accusations ne seront jamais prouvées, et il bien difficile de faire la part de la vérité et de l'accusation politique. Mais néanmoins, elles illustrent parfaitement ce que nous disions plus haut au sujet des réseaux d'influence des radicaux.

Quoiqu'il en soit, moins d'un an après ces événements, le vieux maire de Tourcoing, VICTOR HASSEBROUCQ meurt de vieillesse et de maladie, le vendredi 6 octobre 1899. La presse locale lui rend hommage le lendemain en reconnaissant ses grands mérites. Seuls les quotidiens les plus agressifs, tel « L'Égalité » socialiste et « La Croix » catholique émettent quelques réserves à son égard.

Lors de ses funérailles, DRON prononce un discours d'éloges sur ce personnage populaire et conclue ainsi :

« Si dans ma vie j'ai pu rendre quelques services à ma ville adoptive, je le dois à ses leçons et à ses conseils, à l'amitié qui nous unissait (...) et à mesure que l'expérience s'est accrue avec l'âge , j'ai senti grandir en moi la reconnaissance envers celui que je considère comme mon maître ».

Les élections municipales que cette mort entraîne verront la victoire de DRON, qui ne croyait pas si bien dire en parlant de services rendus à la ville et des leçons qu'il lui doit. L'élève dépassera le maître par la qualité et la quantité de ces services et par sa popularité...

Mais, depuis le 10 Juin 1884, i1 est installé à la Commission Administrative des Hospices correspondant à la foi à ses compétences et à ses voeux. Examinons donc tout d'abord quelle fut son action à ce niveau-là.

17

<sup>&</sup>lt;sup>20</sup> En effet, CHARLES PHALEMPIN, maire de Neuville, soutenu aux cantonales de juillet 1896 par DRON fut élu contre le démocrate chrétien JULES DECOOPMAN.



La sauvegarde des Nourrissons (Photo Cayes)

« On ne saurait séparer le nom de GUSTAVE DRON de nos établissements d'assistance, depuis le 10 juin 1884 , jour où le Conseil municipal l'a envoyé aux Hospices comme administrateur. Tout de suite, son ardente nature voulut qu'on apportât à la vie intérieure de notre vieil hospice des modifications que certains crurent trop osées, mais qui reçurent tout de suite l'approbation de tous ceux s'intéressant au sort de nos vieillards. Puis ce fut le tour de l'Hôpital qui connut les développements et les améliorations faisant de cette petite maison un établissement hospitalier parfaitement outillé pour répondre aux besoins d'une population sans cesse accrue. »

DÉSIRÉ PARSY, Vice-Président du Bureau de Bienfaisance. Discours des Funérailles, Août 1930.

# 2. PREMIÈRES OEUVRES, PREMIERS CONFLITS SOCIAUX

# La Commission Administrative des Hospices

Dans son "Histoire des Hospices", JULES LAHOUSSE dit tout le bien qu'il pense du personnage . Il rappelle que dès son entrée à la Commission Administrative, il professe idées nouvelles et tranchées, face aux idées traditionnelles de JOSEPH DELEPOULLE, son collègue vice-président de la commission.

En particulier, il demande à ce que soit restreinte ou disparaisse même la pression confessionnelle qui consistait en un office religieux matutinal pour tous les hospitalisés et orphelins.

Sa présence au sein de la commission plonge dans le désarroi le petit monde des administrateurs qui ronronnait dans la routine. Les débats devinrent parfois houleux, car DRON joint à son intransigeance un certain emportement. Il tente de faire admettre ses projets par recours au conseil municipal, mais les réformes qu'il demande sont retardées si non éludées.

Lors de la séance du 12 mars 1885, il exige - et ce mot convient fort bien à ce ce tempérament - pour les orphelins une éducation solide et offrant des perspectives de réussite sociale. Pour cela, il propose de les faire instruire dans les écoles communales, car selon lui, "l'enseignement archaïque dispensé par les religieux" ne peut qu'en faire des demi-assistés à vie, sans chance aucune d'obtenir un emploi qualifié. Les orphelins étaient en effet condamnés à devenir cordonniers ou tailleurs, seules formations offertes, alors que par exemple, menuisiers, charpentiers ou mécaniciens sont comparativement mieux payés.

JOSEPH DELEPOULLE lui rétorque que ces propositions sont propres à amener la désorganisation de l'Hospice et qu'en conséquent, il est naturel que la Commission prenne le temps de les examiner.

En plus de cette oeuvre d'émancipation à la fois morale, intellectuelle et sociale, il entend améliorer sensiblement le confort matériel des hospitalisés et des orphelins : plus de douches et de bains, amélioration de l'ordinaire, augmentation des visites et des sorties à l'extérieur. C'est au sujet même de ces promenades que DRON a une discussion tendue dès le printemps 1885 avec l'inspecteur général, le Comte de FLERS, qui estime qu'une promenade hebdomadaire suffit amplement. L'augmentation ne tendrait qu'à donner aux pensionnaires un esprit de vagabondage et de mendicité, comme il le rappelle au ministre de l'Intérieur dans son rapport :

« On voudrait que les vieillards sortissent à leur gré. Que feraient-ils, je le demande, alors que pour les trois quarts ils sont privés de famille ; quelques uns iraient sur les promenades ; d'autres peupleraient les cabarets ou se livreraient à la mendicité. Est-ce là ce que l'on veut ? ».

Nous comprenons mieux par cet exemple quelles furent les difficultés que rencontra le jeune médecin à ses débuts, quelles énergie et persévérance il dut user pour vaincre les barrages que son action rencontrait.

Le 19 février 1886, deux ans après sa nomination, il expose au Conseil municipal qu'il n'a jamais été écouté, pas plus que l'un de ses prédécesseurs, le docteur DERVAUX qui avait pris soin de rédiger un rapport daté du 9 juillet 1884 et dont on n'avait nullement tenu compte. Le 27 février, il se représente devant le Conseil municipal avec les mêmes plaintes et accuse en outre les soeurs d'irrégularité dans les comptes. Surprise, consternation et irritation à la Commission Administrative des Hospices.

AUGUSTE BIGO s'empresse de défendre vivement les soeurs, qui n'en perdront pas moins le procès. La presse du mois de février 1886 témoigne de cette ambiance générale de tension et d'accusation. Puis survient le décès de JOSEPH DELEPOULLE, le 19 avril. Il est remplacé par AUGUSTE GOUBET le 15 juin suivant tandis que LOUIS LELOIR, démissionnaire, est remplacé par JULES LEHOUCQ le 1 er septembre.

Mais les propositions de DRON ne rencontrent toujours pas l'approbation qu'il souhaite. Au début de septembre, le docteur DEWYN se joint à lui pour réclamer le secours à domicile, un service de dermatologie, un service obstétrical et de puériculture. Il ne sera guère plus écouté que son collègue.

Le 6 octobre 1889, DRON est élu député. Son élection ne le détourne pas de son action concrète à Tourcoing. Avec DEWYN, il insiste sur la nécessité d'agrandir l'hôpital de l'Hôtel-Dieu et d'y ouvrir un service d'isolement. Il faudra l'épidémie de typhoïde de 1890 pour que le Conseil municipal se souvienne de ces requêtes et nomme une commission de sept membres chargés de les examiner : G. DRON, F. PARIS, J. QUY, L. TACK, L. SALEMBIEN, H.DUMORTIER. Un rapport du docteur DEWYN du 14 novembre 1890 contenant l'essentiel des propositions est remis au Conseil municipal.

#### Le Comité de Secours de l'hiver 90-91

C'est en outre durant cet hiver rigoureux de 90-91 qu'une crise industrielle oblige la municipalité à prendre des mesures d'urgence. Un Comité de secours de vingt membres <sup>21</sup> est chargé de recueillir les souscriptions et de fournir des repas à bas prix. A la cessions des activités de ce comité, le 14 mars 1891, 152.577 repas ont été servis par des écoles des quartiers des Phalempins, du Flocon, du Blanc-Seau et de la Croix-Rouge.

#### L'hôpital de la rue Nationale

En août 1891, DRON dresse les plans d'un nouvel hôpital, de concert avec l'architecte LOUIS LEROUX. Un terrain, récemment acheté par la municipalité à l'intersection des rues Nationale et Fin De La Guerre, paraît tout indiqué à recevoir cet établissement. Le 2 septembre, il présente son rapport au Conseil municipal et les travaux débutent dès le 28, malgré les réticences des habitants des rues concernées, que la proximité d'un hôpital effraie. C'est en effet la peur des contagions éventuelles qui motive quelques lettres de protestations rédigées à l'encontre de l'équipe municipale.

#### Les cantines scolaires

Tourcoing eut la chance d'être parmi les toutes premières villes de France à instituer les cantines scolaires. Leur organisation est résumée par DRON dans un rapport qu'il présenta au Conseil municipal le 25 mai 1892 :

« L'État exige la fréquentation des écoles de six à treize ans et admet les enfants dans les asiles maternels à partir de trois ans. (...)

<sup>&</sup>lt;sup>21</sup> Outre la présence de DRON, du maire, des adjoints et de quelques conseillers, notons celle de notables tels DESURMONT, président du Tribunal de Commerce, F. MASUREL, JONGLEZ, président de la Caisse d'Épargne, C. LORTHIOIS, président de Cercle Commercial, FLIPO-PROUVOST du Cercle Saint Joseph, et bien d'autres.

À onze heures, l'enfant doit quitter l'école, il est exposé à tous les dangers de la rue jusqu'à l'heure du midi qui est celle de repas dans toutes nos familles ouvrières. Mêmes dangers pour le retour à l'école. (...)

Si nous examinons la question d'une manière plus minutieuse, si nous observons les cas particuliers, la nécessité de cette mesure est encore plus évidente. Ici, le père prend son repas du midi au dehors, près de la fabrique ; la mère va en journée pour grossir les revenus du ménage. Là, c'est le père et la mère qui travaillent à l'usine ; combien de jeunes ménages ouvriers ayant un ou deux enfants seront heureux de recourir aux crèches et de trouver les cantines, voulant économiser les premières années du mariage pour économiser quelque argent (...) ».

Ainsi est créé le service des cantines scolaires qui permet aux enfants de rester à l'école sous la surveillance des maîtres. Ajoutons qu'il incite les familles ouvrières à placer leurs enfants à l'école publique plutôt que privée, même s'il serait exagéré de n'y voir qu'un calcul politique.

Installées à l'intérieur des écoles, elles offrent des menus variés : pot-au-feu, boeuf mode, boeuf rôti, oeufs, riz, petits-pois, nouilles, macaroni, pommes de terre, etc. On sert du lait aux enfants des maternelles tandis que les "grands" des écoles primaires ont droit à la bière ! Ajoutons que les cantines scolaires étaient gratuites pour les familles indigentes.

#### Le Vestiaire des Dames Charitables

En même temps que les cantines scolaires est fondée l'association des "Dames Charitables", dont un service spécial, le "Vestiaire", a pour but de venir en aide aux familles peu aisées. Cette aide se matérialise par des distributions de vêtements aux enfants de l'école publique de ces familles. L'association est présidée par Mme LOUIS-LELOIR, belle-mère de DRON. Elle est aidée dans sa tâche par Mmes SASSELANGE, RASON, DEHAENE, DUBREUILLE, et DRON. Plus tard sa jeune femme sera la présidente de cette association jusqu'à sa mort, en 1912. Lui succédera Mme URBAIN-ROBBE, amie personnelle des DRON et LELOIR.

#### Un service obstétrical moderne

En 1892, le 3 juin exactement, il remplace AUGUSTE GOUBET à la vice-présidence de la Commission Administrative des Hospices. Sa marge d'action s'élargit alors sensiblement, tandis qu'à l'Assemblée Nationale il fait voter les lois sur le travail des femmes et des enfants. Tourcoing grandit en importance, comme en témoigne la construction de nouveaux bâtiments, tels le conservatoire de musique, la caserne des pompiers et la Caisse d'Épargne. La ville compte alors 65.477 habitants. Cela représente une augmentation de 26% par rapport à l'année 1880 quand DRON arrivait à Tourcoing.

Sous son impulsion est créé à l'Hôtel-Dieu un service de maternité moderne, "L'Abri des Mères" où, grande nouveauté, chaque femme en couche dispose d'une chambre individuelle. Ces aménagements étaient demandés par le docteur DEWYN et consignés dans son rapport du 10 septembre 1886.

#### Pour les retraités et les orphelins

De même, réussit-il à imposer, avant la fin de l'année 1894, le secours aux vieillards à domicile. Cela consiste essentiellement en distribution de pain provenant du moulin et de la meunerie du Bureau de Bienfaisance, construits sous sa direction. Il était le seul à préconiser ce type de secours.

D'autre part, il organise "L'Institution des Vieux Ménages" qui accueille des retraités et dont le but premier est « de ne pas séparer les vieux couples par le casernement et l'Hospice » :

« (...) la vie conjugale que l'on ne peut songer, sans un serrement de coeur, à briser chez les vieillards qui ont uni leurs efforts pour surmonter les difficultés dont a été trop souvent hérissé le chemin qu'ils ont eu à parcourir (...) ».

L'apprentissage des métiers du bois ou de la mécanique est désormais accessible aux orphelins, tel qu'il l'avait suggéré dès son entrée à la Commission Administrative des Hospices.

Le 14 juillet 1894, deux mois après la grande fête du centenaire de la Bataille de Tourcoing (18 mai 1794) organisée par la municipalité <sup>22</sup>, DRON inaugure le nouvel hôpital de la rue Nationale. Dans un long discours de huit pages, il félicite la municipalité de ces dispositions et travaux et rappelle le lien symbolique qui unit la fête nationale et l'action présente des républicains. La République, c'est la solidarité sociale exprimée par ces bâtiments :

« (...) merci à l'administration et au Conseil municipal républicain de Tourcoing, (...) pour l'heureux choix et la date qui a fait coïncider cette cérémonie avec la fête nationale de la République, comme pour montrer une fois de plus que dans leur pensée, république et solidarité sociale ne font qu'une seule et même chose ».

Le 3 octobre 1897, il inaugure avec le Conseil municipal l'asile pour les vieux dont les travaux sont terminés depuis juin. Ici aussi il prononce un long discours, sous une pluie battante.

#### Vie et condition ouvrières

L'industrie de Lille - Roubaix - Tourcoing, fin XIXe, début XXe siècle, c'est le textile qui implique la "fabrique". La fabrique, c'est l'usine de travail à la chaîne qui réclame peu de compétence et un asservissement de l'ouvrier à la machine. De plus, les filatures tissages s'équipent de métiers mécaniques qui réduisent la main d'oeuvre, et les peignages ne tournent que durant neuf mois environ, subordonnés aux arrivages de la laine australienne ou argentine.

En 1900, Tourcoing comptait I I fabriques de peignage de laine, 29 filatures de laine (peignée ou cardée) et 15 filatures de coton. Le monde de la fabrique est celui de la spécialisation et de la non qualification du travail, de la hiérarchisation des postes. Les rôles les plus modestes, pour ne pas dire les plus ingrats, sont généralement confiés aux femmes : doubleuses, épeleuses, soigneuses cardeuses, tisseuses-bobineuses, retordeuses, our disseuses, ou aux enfants et aux adolescents : bâcleurs, retordeurs, trieurs, laveurs, désuinteurs, dégorgeurs, qui accomplissent leur tâche dans des conditions aujourd'hui inimaginables.

<sup>&</sup>lt;sup>22</sup> C'est à cette occasion que DRON est envoyé à Paris afin d'inviter le ministre de la Guerre aux festivités. En vain car le ministre était déjà retenu.

Confinés dans des ateliers mal éclairés, d'une température moyenne de 35 degrés, dans un vacarme assourdissant. Si le poste de travail requiert l'humidité, c'est dans une chaleur moite qu'ils peinent, sinon c'est dans la poussière et la peur de l'incendie. Et cela six jours sur sept, dix et plus souvent onze heures par jour, douze heures même à la fin du XIXe siècle, car la législation sociale n'est guère appliquée.

Et pour une paye qui ne permet non de vivre mais de survire. Les ouvriers et ouvrières les mieux payés touchent un salaire hebdomadaire supérieur ou égal à trente francs : les trieurs (36), les fileurs (40-36), les conducteurs d'engins à vapeur (36-30), les rentreurs et les encolleurs (35-30) et les tisserands (34-24).

Puis viennent ceux dont le salaire est inférieur à vingt francs par semaine : les peigneurs (17), les désuinteurs et retordeurs (16-15), les bâcleurs (12).

Considérons dans cette catégorie les femmes (doubleuses, épeleuse, tisseuses, soigneuses) dont le salaire tombe de 10 à 15 francs.

De 1884 à 1904, ces salaires n'ont pas variés dans la draperie, ont progressé de 7% dans la filature de la laine, de 10% dans le peignage de la laine et la filature du coton <sup>23</sup>.

Un loyer mensuel est d'environ 15 à 25 francs. On calcule qu'il faut au minimum de 1.060 à 1.200 francs par an à un ménage de deux enfants pour vivre, sans viande ni café, au début du XXe siècle. À 25 francs hebdomadaires, il faut travailler quarante-huit semaines. Mais c'est sans compter les enfants qui impliquent la présence de la mère à la maison, alors que son salaire constitue un appoint considérable. Et les familles sont alors nombreuses. Les enfants doivent travailler au plus tôt, dès quatorze ans. Et le salaire des femmes atteint au maximum 70% ou 80% de celui des hommes, celui des enfants seulement 30% à 40%.

L'ouvrier, vêtu de son bleu arrive le matin avec "sa gamelle et ses tartines", sa modeste portion qu'il avale à son poste, assurant une surveillance constante des machines qui ne s'arrêtent jamais. Son alimentation de base reste le pain, la pomme de terre et le lait battu, trilogie alimentaire typique de la région du Nord. Encore ce lait battu est-il allongé d'eau par les marchands peu scrupuleux.

À la sortie de la fabrique, ils se retrouvent à l'estaminet, pour y boire le genièvre et surtout pour retarder leur retour à la courée. Lieu privilégié de sociabilité, l'estaminet sert à la fois de lieu de refuge, de divertissement, de siège social pour les cercles associatifs ou les partis politiques. Il arrive même qu'on y installe les bureaux de vote les jours d'élections. Joueurs de cartes, fumeurs de pipe, amateurs de musique ou de chansonniers, orphéonistes, archers, "bourleux", "coulonneux", "coqueleux", "pinsonneux" ou "bouchonneux" et d'autres encore assurent aux tenanciers une clientèle assidue et fidèle. Entre 1870 et 1900, on compte à Tourcoing 500 associations établies dans un estaminet. Mais la dureté et la durée du travail font du simple repos l'essentiel du loisir ouvrier.

Dans l'ensemble, l'ouvrier tourquennois reste soumis aux autorités traditionnelles : patronat, police et clergé. Les "anti-patriotes", les "chercheurs de trouble", les "collectivistes", les "internationaux" sont étroitement surveillés par les commissariats, avec d'autant plus d'efficacité que sont connus et répertoriés leurs estaminets, "foyers de la propagande colectiviste". Il suffit de quelques chiffres pour exprimer le manque d'organisation du mouvement ouvrier tourquennois à la fin du XIXe siècle.

23

<sup>&</sup>lt;sup>23</sup> Annales de la Chambre de Commerce de Tourcoing, 1904. Références 12, 13 et 14.

Depuis la loi du 21 mars 1884 de WALDECK-ROUSSEAU <sup>24</sup> autorisant la création de syndicats professionnels, c'est sous l'initiative et le contrôle des patrons que sont créés à Tourcoing les association syndicales. Le premier de ces syndicats "mixtes", "L'Association Saint-Blaise" est ouvert en 1887 par ÉMILE BARROIS, personnage que nous avons déjà rencontré maintes fois dans la vie politique de la ville. Catholique intransigeant, l'irréligion était un cas d'exclusion de ce syndicat, installé dans son propre immeuble. Et celui de LOUIS TIBERGHIEN, formé en 1890, "Le Syndicat de L'Industrie Tourquennoise", qui conçoit une commission de trois ouvriers et trois patrons pour arbitrer les conflits et dont le but est

« d'assurer par une union cordiale entre ses membres, patrons et ouvriers, la sauvegarde des intérêts moraux, professionnels, économiques du groupe entier, et plus précisément du groupe ouvrier ».

Contre ces syndicats mixtes soumis aux patrons, les ouvriers catholiques forment des syndicats chrétiens, à l'instigation des "abbés démocrates" tel l'abbé SIX du Sacré-Coeur qui pousse JULES DECOOPMAN <sup>25</sup> à ouvrir en 1894 la "Fraternité Ouvrière". De même, le célèbre abbé LEMIRE vient à Tourcoing le 18 mars 1897 inaugurer la "Brasserie Démocratique" rue du Moulin Fagot. Ce syndicalisme chrétien est attaqué par la gauche comme par la droite : les syndicats socialistes, à qui il soustrait une partie non négligeable de travailleurs, lui reprochent de diviser la classe ouvrière, et les syndicats mixtes qui n'en n'ont pas le contrôle l'accusent de rallier des ouvriers chrétiens contre les patrons chrétiens. Au début du XXe siècle, vers 1900-1901, ce syndicalisme meurt étouffé sous les pressions patronales et la nouvelle hostilité du Vatican à l'égard de la démocratie.

Industriels et hommes d'Église de Tourcoing s'allient alors pour créer les "syndicats indépendants", à l'image des syndicats mixtes, pour contrer le développement rapide des "syndicats ouvriers collectivistes". Ces derniers leur donnent le surnom de "jaunes". Mais c'est seulement entre 1900 et 1905 que la proportion d'adhérents entre syndicats "indépendants" et "collectivistes" se renverse irréversiblement, comme le montrent ces chiffres :

Syndicats en :	Indépendants mixtes	Collectivistes ouvrier
1890	161	381
1895	1520	594
1900	1770	3183
1905	1503	5967

Cette faiblesse de l'organisation ouvrière explique la rareté et l'inefficacité des grèves générales tourquennoises. Nous avons vu que celle de mai 1880, quelques mois avant que DRON ne s'installe à Tourcoing, n'eut aucun retentissement. La seconde grève générale est celle de 1890. Puis vient la grève des tapisseurs en juillet 1896.

\_

<sup>&</sup>lt;sup>24</sup> PIERRE WALDECK-ROUSSEAU (1846-1904). Avocat Rennois, fils de grande famille bourgeoise, député de Rennes en 1879. Deux fois ministre de l'Intérieur puis Président du Conseil 1899-1902. Liquide l'affaire Dreyfus par remise de peine et fait voter la loi du l'er juillet 1901. Démissionne suite aux législatives de 1902.

<sup>&</sup>lt;sup>25</sup> JULES DECOOPMAN, candidat démocrate chrétien battu aux cantonales de juillet 1896 par CHARLES PHALEMPIN, maire de Neuville soutenu par DRON

# La grève générale de mai 1890

La seconde grève générale de 1890 fut un peu plus suivie. Elle est organisée à l'occasion du 1 er mai, par le mouvement socialiste international qui réclame la journée de huit heures. La grève commence à Roubaix, où le socialisme est plus représenté, puis s'étend vers Tourcoing peu à peu.

Le lendemain, le 2 mai, douze mille grévistes défilent dans les rues de la ville en plusieurs cortèges, réclamant la journée de dix heures et le salaire hebdomadaire minimum de 20 francs. Ils chantent la Carmagnole ou la Marseillaise, brisant des vitres d'usines au passage. Les soldats d'une compagnie du 43e et les chasseurs d'un escadron du 19e de Lille sont débordés. La municipalité fait appel au 1er régiment de Cambrai. DRON est alors député depuis quelques mois. Avec le maire HASSEBROUCQ, il invite les manifestants rue du Moulin Fagot et parle devant 2.000 grévistes environ :

« Le l'er mai, il y a eu un mouvement général en la faveur de la limitation du travail à huit heures. Vous demandez la réduction à dix heures ; vous êtes donc raisonnables. D'autre part, vous vous plaignez de la façon dont vous êtes traités dans le pays et vous n'avez pas tout à fait tort. Mais la réduction de la journée de travail ne peut résulter que d'une loi, tout ne peut pas se faire du jour eu lendemain et, pour faire aboutir vos légitimes revendications, vous devez vous syndiquer! ».

DRON ne se laisse pas abuser par l'illusion des syndicats mixtes ou indépendants quand il recommande aux ouvriers de créer leurs propres syndicats. Mais cette dernière parole lui attire l'hostilité de LOUIS TIBERGHIEN, président du "Syndicat de l'Industrie Tourquennoise", qui lui répond quelques mois plus tard, dans une note publiée le 16 octobre 1890 :

« Que nos ouvriers, qui ont avant tout souci de vivre et de faire vivre leur famille, laissent M. DRON à ses projets ambitieux et à sa tactique électorale. L'important pour eux n'est pas de lui faire une rente de député, mais d'entretenir le travail qui les fait vire, et dès lors, de conserver la bonne entente avec leurs patrons ».

L'agitation décroît rapidement : le 8 mai, trois quarts des ouvriers sont déjà retournés au travail, et le lundi 12 mai marqu ela fin de la grève. La troupe se retire le 17. Cependant, la tradition de la grève du l'er mai est bel et bien établie. Dorénavant, chaque début du mois de mai verra les ouvriers dans les rues, les estaminets socialistes, au Petit Château de la rue du Moulin Fagot ou à l'usine à gaz, défiant les barrages de "lignards" et les patrouilles de chasseurs. Mais il n'y eu jamais à Tourcoing de premier mai sanglants comme celui de Fourmies <sup>26</sup>.

C'est également en 1890 que DRON renforce dans sa ville l'implantation radicale. Les comités radicaux n'ont habituellement, dans la région Nord, qu'une existence momentanée en périodes électorales. Or, à partir de 1885, on assiste un peu partout en France à cette évolution venue de Paris qui voit les comités radicaux tendre vers une activité politique permanente. À Tourcoing, c'est DRON qui instaure les comités radicaux permanents. En outre, bien souvent ces comités s'appuient sur un quotidien ou un hebdomadaire comme outil de propagande <sup>27</sup>. Tourcoing n'échappe pas à la règle, et

<sup>&</sup>lt;sup>26</sup> Fourmies, 1891. Neufs morts, trente cinq blessés (au moins) en quarante cinq secondes.

<sup>&</sup>lt;sup>27</sup> Serge Berstein, "Histoire du Parti Radical", Presse FNSP 1980, t.1 Chap. 1 page 33.

c'est sous son initiative personnelle que paraît, de 1889 à 1917, le quotidien républicain radical "L'Avenir de Roubaix-Tourcoing".

# La grève des tapisseurs de l'été 1896

Le 14 juillet 1896, la branche des ouvriers du tapis de Tourcoing se met en grève. Les tapisseurs font partie de ce que l'on pourrait appeler "l'aristocratie" de la classe ouvrière. Plus instruits, plus qualifiés, ils sont donc plus organisés socialement et syndicalement <sup>28</sup>. Moins soumis et dociles que l'ensemble des ouvriers du textile, ils poussent plus facilement leurs revendications. Ici à propos de leurs conditions de travail et bien sûr de leurs salaires.

Les tapisseurs disposent généralement d'un apprenti appelé "tireur de corde" qui exécute une partie de leur travail. Les industriels de Tourcoing, prétextant la concurrence de Beauvais où les tapisseurs n'ont qu'un tireur de corde pour deux, veulent supprimer cette catégorie d'ouvriers. Pour cette part de travail supplémentaire, les tapisseurs réclament une indemnité de I franc supplémentaire par jour.

GUSTAVE DRON intercède auprès de LÉON MONNIER qui est porte-parole des patrons tourquennois. Son vieil adversaire politique ne lui accorde qu'une indemnité de 50 centimes, après d'interminables et tendus débats. Le 14 août, au "Café de Paris", siège du syndicat des tapisseurs, la reprise du travail est votée par 121 voix contre 63.

# Vers l'élargissement de son action

Trois ans plus tard environ, le 6 octobre 1899, c'est encore lui que l'on choisira, comme nous l'avons vu plus haut, pour lire le discours funèbre du maire VICTOR HASSEBROUCQ, qui vient de mourir après avoir consacré les dix-huit dernières années de sa vie à la municipalité. Voilà donc dix-neuf ans que DRON est installé à Tourcoing, et il est prêt à occuper la place laissée vacante par HASSEBROUCQ, dont il propose par ailleurs de donner le nom à la place de l'Hôtel de Ville <sup>29</sup>. Il a alors quarante-trois ans. Il entame son dernier tiers de vie, certainement le plus exaltant aussi. Car en tant que député-maire, son action redoublera sinon en intensité, tout au moins en efficacité. Mais avant de nous pencher sur son oeuvre en tant que premier magistrat de la ville, examinons ses débuts à l'Assemblée Nationale.

<sup>&</sup>lt;sup>28</sup> La première création d'un syndicat de tisserands du tapis à Tourcoing remonte à l'année 1881.

<sup>&</sup>lt;sup>29</sup> Nom qu'elle a gardé jusqu'à nos jours.



Le préfet A. Langeron, le conseil municipal aux obsèques de DRON (Photo Capelle).

« Être député, quel rêve! Non: quelle réalité! On sort d'une bataille, d'une campagne, d'une lutte ardente; on a parcouru des communes, des cantons, des arrondissements, un département; on a porté des coups et on en a reçu; on a été acclamé et sifflé, loué et injurié; tantôt on a soulevé sous ses pas le murmure des espoirs flatteurs et tantôt on a déchaîné par sa seule présence la tempête des menaces grossières; ici l'insolence vous a traité comme un drôle, là vous avez presque fait figure de héros: on a connu toutes les émotions, toutes les surprises, toutes les perfidies, tous les dévouements; on a caressé des douceurs de sa parole les auditoires conquis et on a cassé sa voix impuissante contre les foules hostiles; on a supputé ses chances, fait et refait les calculs, aligné, corrigé et rétabli les chiffres; on a passé de la certitude au doute, de la confiance au découragement, on a attendu avec une anxiété croissante l'heure fatidique et décisive sur laquelle on a cru parfois jouer sa vie! ... Cette heure a sonné, enfin! On est député...»

LOUIS BARTHOU, Le Politique Paris, Hachette, 1923.

# 3. AU PALAIS BOURBON

#### L'écharpe, la médaille et le baromètre

L'heure est à l'allégresse, le soir du samedi 12 octobre 1889, à l'hôtel du Cygne. On y donne en effet un banquet offert par les électeur, au "premier député républicain de Tourcoing". Y sont conviés l'ensemble des fonctionnaires municipaux, instituteurs, proviseur et professeurs du Lycée de Garçons compris. Mais le nouveau député ne tardera pas à prendre le train pour Paris, et il se retrouve dans la capitale avec son bagage, à l'hôtel ou chez ses amis pour la première fois. Nous savons que durant ses séjours parisiens, il occupait la maison au numéro 15 de la rue Notre-Dame des Champs, entretenue par Mme PHILOMÈNE FOUCAULT 30.

Puis le voilà devant la petite porte du Quay d'Orsay donnant sur la triste cour intérieure. Crispé peutêtre dans ses premières présentations, impressionné certainement devant les collègues habitués des lieux.

Mais il lui faut d'abord se faire porter présent à la questure et retirer les insignes sommaires de la fonction que la République offre à ses parlementaires. Une écharpe tricolore à franges dorées, une médaille d'argent dans une petite pochette et enfin une décoration, surnommée "baromètre", des faisceaux romains coiffés de la main de la justice.

Ensuite il peut se familiariser avec ce dédale de pièces et de corridors, étranges lieux de pouvoir où les anciens ont leurs habitudes, transmises de générations en générations de parlementaires. Il découvre la salle de la paix où ne sont admis que députés, préfets, journalistes et ceux qui ont une "tête connue" des huissiers qui gardent jalousement les entrées. Et la salle des quatre colonnes réservée aux grands politiques du jour, la salle des conférences où, en fait de conférence, on y lit tranquillement son journal. Sans oublier le vestiaire, le coiffeur, le bureau de tabac, la buvette, la bibliothèque, les archives, les bureaux qui fournissent toutes les commodités usuelles à nos mandataires, dans ces lieux hors d'atteinte du commun des mortels, au décors XIXe du plus beau pompier...

Quels sentiments traversèrent alors l'esprit du jeune député de 33 ans ? Jeune car la moyenne d'âge des élus doit tourner autour de la cinquantaine, dans ces tranches d'âge de la maturité fortifiée d'une longue expérience professionnelle, politique ou militante. Fierté, modestie, inquiétude, gêne, indifférence, désinvolture, assurance, impatience ?

Avec quelle émotion franchit-il pour la première fois la porte de la salle des séances ? Cet amphithéâtre de pupitres trop peu nombreux, devant lesquels trône "l'autel de la parole" selon le mot de BARTHOU <sup>31</sup>. Cette tribune si fascinante, symbole du pouvoir législatif.

<sup>&</sup>lt;sup>30</sup> Nous ne savons pas grand-chose de cette Mme FOUCAULT, sinon que les remerciements et les 10.000 francs que lui laissa DRON par voie testamentaire prouvent qu'il fut content du travail de cette femme.

<sup>&</sup>lt;sup>31</sup> LOUIS BARTHOU (1860-1934). Avocat, écrivain entré à l'Académie en 1918, député du Béarn, politique éminent et bourgeois typique de la IIIe République, huit fois ministre, Président du Conseil en 1913 sous la présidence de RAYMOND POINCARRÉ. Tué à Marseille en 1934 dans l'attentat contre ALEXANDRE de YOUGOSLAVIE.

Et la première fois qu'il s'est avancé vers elle, a-t-il connu le fameux trac dont parlent certains des plus célèbres orateurs de la Ille, tel ALBER DE MUN, ALEXANDRE MILLERAND, HENRI DEJOUVENEL, MARCEL CACHIN, ÉDOUARD DALADIER ?

Autant de questions qui resteront en suspens, sans que nous puissions y répondre de manière définitve.

# Une position radicale

S'il est reconnu aujourd'hui que la Ille République ne s'est pas attaqué aux grands privilèges, il est néanmoins incontestable que la grande bourgeoisie, représentée et défendue à tous les échelons du pouvoir - l'exemple de CASIMIR PERIER <sup>32</sup> en est une parfaite illustration - dut faire quelques concessions. Parmi celles-ci, nous devons compter en particulier les lois suivantes :

- loi du 2 novembre 1892 sur le travail des femmes et des enfants.
- loi de 1896 sur les accidents du travail.
- loi de 1906 sur le congé hebdomadaire.

L'examen des votes et des discours d'un député à la Chambre nous donnent les repères qui permettent de saisir l'homme dans ses idées politiques, ses idéaux, ses intérêts, sa philosophie, sa vision du monde. Aussi d'infirmer ou de confirmer l'adéquation entre déclarations idéologiques et action concrète. Et nous verrons que DRON n'est pas étranger aux propositions et votes des lois citées plus haut.

GUSTAVE DRON, inscrit à l'Assemblée Nationale au groupe radical, suivant en général les votes radicaux, à quelques abstentions près. Rappelons cependant que la discipline de parti n'est pas à l'époque chose courante, que les groupes parlementaires ne sont pas aussi structurés que de nos jours. De plus, le Parti Radical, par individualisme, ne s'est jamais résigné à enfermer ses représentants dans un cadre trop strict, leur laissant ainsi une grande marge de manoeuvre. Ce dont notre député va profiter, étant d'un caractère entier, obstiné et même individualiste.

#### Contre le travail de nuit des femmes

Républicain anti-révisionniste, il s'engageait dans sa circulaire électorale, nous l'avons vu, à s'occuper des questions sociales. S'il en est une qui le préoccupe, c'est bien le travail des femmes et des enfants. Ainsi, l'un des tous premiers sujets qu'il aborde à l'Assemblée Nationale, en tant que membre de la Commission du Travail, concerne le travail de nuit des femmes, par un long discours lors de la séance du 7 juillet 1890.

Il rappelle tout d'abord qu'en 1888, le Sénat a adopté une proposition de loi établissant l'interdiction du travail de nuit aux adolescents de moins de 16 ans et aux filles mineures. Alors que d'autres

<sup>&</sup>lt;sup>32</sup> CASIMIR PERIER J.P. (1847-1907). Petit-fils du ministre de Louis-Philippe, Président du Conseil en 1893-94, 5e Président de la République (1894-1895), auteur des "lois scélérates", issu d'une riche famille bourgeoise et actionnaire de la Compagnie d'Anzin, il incarnait pour la gauche le grand capital et la collusion entre la haute bourgeoisie et l'État.

nations, et il fait ici implicitement référence à l'Allemagne, l'ont étendue aux femmes majeures. Son argumentation majeure est d'ordre médical, et il est applaudi quand il déclare que le sommeil de jour est moins récupérateur que le sommeil de nuit. Prenant appui sur les résultats de la Commission du Travail, il constate qu'une femme travaillant de nuit ne peut que dormir 5 ou 6 heures par jour, et en deux temps, compte-tenu que le retour du mari et ou des enfants l'oblige à se lever. La suppression du travail de nuit permettrait à cette femme la même quantité de sommeil, mais de nuit et sans coupure.

Il apporte en outre les conclusions de l'Académie de Médecine - profession oblige - qui notifient que "sur le plan de l'hygiène, une loi qui autoriserait le travail de nuit des femmes dans les usines, manufactures et ateliers aurait pour la santé les conséquences les plus désastreuses." Puis il cite le docteur PROUST, professeur d'hygiène à la Faculté de Paris, personnage sans doute rencontré durant ses études de médecine. Ce docteur, partisan acharné de la suppression du travail de nuit des femmes affaiblies, enceintes ou qui allaitent, veut interdire tout surmenage physique aux femmes adonnées aux travaux industriels. Car elle a besoin de toutes ses forces et de sa santé afin de se multiplier pour ses enfants.

Et DRON d'ajouter : « vis-à-vis de témoignages comme ceux-là, la question est jugée, et toutes les réclamations que l'industrie pourrait vous apporter, en supposant qu'elles aient quelques fondements, qu'elles fussent justifiées, ces réclamations devraient tomber devant les considérations d'ordre supérieur que je viens d'émettre devant vous. Ce qu'il faut avant tout, notre devoir à nous législateurs, c'est d'assurer l'avenir de la nation en sauvegardant la race et en ménageant les forces et la santé de la classe la plus nombreuse.».

S'attaquant ensuite aux objections à son discours, celle en particulier des industriels qui mettent en avant la ruine éventuelle de l'industrie française si l'on venait produire moins suite à l'interdiction du travail, il pousse ici le raisonnement plus loin en avançant que si le travail de nuit n'est pas interdit, les dernières usines qui s'y refusaient y seraient contraintes pour suivre la concurrence, et l'on aboutirait à la surproduction, donc à la faillite. Remarquons ici que si cette argumentation ne manque pas d'originalité, elle n'en trahit pas moins cependant l'esprit protectionniste des radicaux ; protéger l'industrie nationale, ne pas se laisser entraîner trop loin par le grand capital, et l'exportation qui ne semble pas être envisagée comme solution à la surproduction. Notons de plus que cette démonstration lui attire les applaudissements du centre et de la gauche.

Son discours est charpenté méthodiquement ; introduction, témoignages, citations d'ordre plutôt scientifique, passage en revue des diverses objections dont il est la cible, sans oublier quelques grandes phrases plus emphatiques destinées à emmener son auditoire.

Mais il n'oublie jamais qu'il est le représentant des intérêts de sa région, et lorsqu'il prend un exemple concret, il en vient au peignage de la laine de Roubaix-Tourcoing 33, en brossant le tableau de la condition ouvrière des peigneurs de laine :

« on est arrivé à ce résultat que, dans la majorité des peignages de ma région, on travaille en moyenne douze et treize heures par jour, l'ouvrier restant dans une atmosphère de 35 degrés [...] sans même avoir une demi-heure pour prendre un repas. Les ouvriers, et surtout les ouvrières, courent quand l'heure de midi a sonné, à la salle des générateurs, chercher leur gamelle, ou bien vont à l'estaminet d'en face acheter la portion qui constitue leur d'îner. Pendant cette absence, qui peut durer dix minutes, les ouvriers qui sont restés ont double surveillance : les autres une fois rentrés mangent pendant que la machine marche.

<sup>&</sup>lt;sup>33</sup> Le début du XXe siècle est l'âge d'or de cet empire de la laine, mais remarquons que, malgré la prédominance à Tourcoing du négoce et de la fabrication du tapis, c'est à Roubaix que sont installées les entreprises de taille internationale.

La même chose se reproduit à minuit. Voilà donc à quel résultat on aboutit. Ce sont des faits devant lesquels on reste ébahi. Voilà l'excès, l'abus auxquels aboutit la concurrence effrénée de nos industriels. Ceux qui estiment que le système a du bon peuvent le manifester en votant contre la loi qui nous est présentée. ».

Il inaugure à l'Assemblée sa vocation de défenseur de la veuve et de l'orphelin : « je ne fais aucune difficulté de reconnaître que je considère comme un devoir de l'assistance publique de venir en aide aux veuves qui, tout en travaillant sans relâche, ne peuvent avec leurs propres ressources élever convenablement et honorablement leurs enfants. » <sup>34</sup>.

Sa conclusion ne manque pas d'éloquence : « je me demande s'il se trouvera encore une assemblée française pour refuser de protéger les faibles. ».

# Pour le repos obligatoire des accouchées

Bien évidemment, il s'en trouvera, et malgré les applaudissements sur divers bancs, la loi ne sera pas votée avant 1892. Mais dès le lendemain, il reprend la parole pour défendre l'article 9 du projet de loi, concernant le repos obligatoire de quatre semaines des femmes après accouchement. Ses attaques ne manquent pas d'ironie. Ainsi, contre les députés DESPRES et MICHOU opposés au repos obligatoire des femmes de quatre semaines :

« Messieurs, rassurez-vous, je n'abuserai pas des connaissances médicales que je puis avoir. Je reconnais qu'il faut un certain courage à nos collègues MM. DESPRES et MICHOU pour venir soutenir à cette tribune une pareille thèse, alors qu'à la conférence de Berlin, les pays les moins partisans de la réglementation du travail ont été unanimes à voter l'interdiction aux femmes du travail dans les fabriques pendant les quatre semaines qui suivent l'accouchement. ».

Et de rappeler ensuite les conclusions formelles de M. LEDE, secrétaire d'un congrès de médecins sur la protection des enfants du premier âge. « Il est donc nécessaire, si l'on veut sauvegarder la vie des enfants, de ne les confier aux éleveuses au biberon que du trente et unième au quatre-vingt-dixième jour après la naissance. Et bien, nous vous demandons de retenir les femmes pendant un mois à la maison parce que, de cette manière, nous espérons qu'elles allaiteront leurs enfants. ».

Toujours très technique et méthodique dans ses démonstrations, il conclue toujours avec éloquence sous les applaudissements, souvent venus de la gauche. Ses victoires ne sont pas éclatantes, mais article par article, il arrache les concessions à ses adversaires et impose les réformes sociales pour lesquelles il se bat avec obstination. Cet article, malheureusement, ne sera pas adopté dans l'immédiat, et des des années plus tard, nous retrouverons DRON le ramenant à l'ordre du jour. Mais nous voyons ici un parfait exemple du travail de prolongation nationale des réformes sociales entreprises à Tourcoing. L'instigateur de la création d'un service obstétrical moderne à l'Hôtel-Dieu prolonge son action municipale concrète par une action nationale législative.

31

<sup>&</sup>lt;sup>34</sup> Rappelons qu'à la fin du XIXe siècle, le salaire d'une ouvrière allait de 9 à 16 francs par semaine, et qu'un couple avait besoin d'environ 1.200 francs par an. Nous comprenons alors que le salaire féminin ne pouvait être qu'un complément.

#### Première partie

Au cours des années 1891 et 1892, il intervient dans les discussions sur un projet de loi relatif à l'établissement du tarif général des douanes, où il trahit ses options protectionnistes en matière de commerce international. Encore faut-il préciser qu'il reste en accord avec ses principes énoncés dans sa profession de foi de 1889. De plus, les radicaux n'avaient guère de sympathie pour le libéralisme économique. Le libre échangisme de Napoléon III avait laissé de mauvais souvenirs chez les industriels du Nord.

D'autre part, il propose les dix heures journalières dans le projet de loi sur le travail des femmes et des enfants commenté précédemment et qui devient la loi du 2 novembre 1892.

Et enfin, il occupe la tribune pour divers sujets de moindre portée.

#### La protection de l'ouvrier

C'est en 1893 qu'il prend part aux débats sur la responsabilité patronale des accidents du travail dont sont victimes les ouvriers et sur l'assurance obligatoire. Cette discussion s'étale sur plusieurs jours, les 3, 5, 8 et 10 juin au cours desquels notre jeune député n'économise pas son souffle pour défendre de projet de loi dont il est l'un des principaux commanditaires. Comparant une fois de plus la législation allemande et la législation française sur le système d'indemnités à verser aux accidentés, il propose un amendement qui simplifierait la classification des accidents du travail et éviterait d'en débattre en procès interminables.

« Tout ouvrier qui a perdu toute capacité professionnelle aura droit à la moitié de son salaire. Tout ouvrier qui n'aura subi qu'une diminution sensible de sa valeur professionnelle aura droit au quart de son salaire. ».

A l'encontre des industriels qui proposent des tarifications toutes faites et générales pour les différentes parties du corps accidentées, il déclare :

« Nous estimons que c'est la profession exercée et non la nature de l'accident qui doit servir à déterminer la quotité de l'indemnité. ».

Tant il est vrai que, par exemple, la perte d'un pouce n'a pas les mêmes conséquences pour un charretier que pour un ouvrier typographe. Son amendement a cependant le désavantage de ne pas permettre de discuter sur la proportionnalité d'une indemnité, comme peut le faire un tribunal. Mais il défend son classement préalable malgré son manque de souplesse car, dit-il, il a l'avantage d'aboutir à un arrangement rapide entre patrons et ouvriers sans entamer de procès. C'est une loi de paix sociale, car si elle inflige aux patrons de lourdes charges, au moins elle leur assure la paix avec leurs ouvriers en ne greffant pas un procès à chaque accident. Cet amendement ne seras pas adopté (26 voix pour, 485 contre, sur 5 l l votants).

Il se fait ardent défenseur de l'ouvrier en voulant amender, puis par la suite, de supprimer l'article 31 qui consigne le cas de "faute lourde" pour l'ouvrier, dans quel cas, le tribunal aurait le droit de diminuer ou même de supprimer l'indemnité. Le député JOURDE, un de ses adversaires lui lance alors :

« - Vous ne défendez pas les patrons en ce moment! ».

« - Je n'ai pas la spécialité de les défendre! » répond-il en reprenant ses explications.

Ces épineux problèmes de responsabilité, d'assurance obligatoire, d'indemnisation et de création de compagnies d'assurances, qui occupent des pages et des pages du Journal Officiel de la République et font l'objet de débats interminables à la Chambre des députés, permettent à DRON de se faire remarquer, non comme grand politicien, mais comme technicien précis, juste et éloquent. C'est sur ces problèmes qu'il intervient quasi uniquement en 1893. Il ne se mobilise donc que pour les questions d'ordre social élevé, et généralement dans le cadre des commissions auxquelles il appartient, négligeant bon nombre de discussions secondaires.

C'est en août qu'il verra son mandat prolongé suite aux législatives, où cependant, pour la première fois, la percée socialiste l'a mis en fort mauvaise posture.

# Contre "l'Esprit Nouveau"

Le 3 mars 1894, il vote contre l'"Esprit Nouveau" de MÉLINE, défini par SPULLER <sup>35</sup>, ministre de l'Instruction Publique et des Cultes, comme un "véritable esprit de tolérance en matière religieuse". En fait, les nouveaux opportunistes, les "progressistes", sortis des législatives de 1889 et 1893 désiraient la mise en suspension de la politique anticléricale, afin de rallier tous les citoyens face au péril socialiste qu'ils redoutaient plus. HENRI BRISSON <sup>36</sup>, hostile à cet esprit nouveau demande le vote de confiance. I 20 voix seulement le suivent, les socialistes, les radicaux et une poignée d'opportunistes.

Il refuse la confiance envers le gouvernement MÉLINE une seconde fois, le 30 avril 1896, en votant pour l'ordre de défiance au nouveau gouvernement présenté par HENRI RICARD, que repousseront opportunistes et droitistes (279 voix contre 251).

On l'entend en février 1895 dans la discussion sur le budget de l'Instruction Publique où il propose, avec JEAN JAURÈS, de modifier la loi de 1889 en y ajoutant un chapitre mentionnant comme dépenses obligatoires à charge des communes les fournitures scolaires des écoles primaires.

Lors de la séance du 28 mars 1895, il prend la parole sur un sujet secondaire, les récompenses à décerner à l'occasion de l'exposition internationale d'Anvers, qui a eu lieu en 1894. Cette discussion apparemment anodine suscite huit pages de débats dans le Journal Officiel où les déclarations de DRON se prennent la part du lion. Pour lui, ces expositions internationales sont vitales, et nous apercevons ici la pensée directrice à long terme de l'homme :

« Si les grandes manifestations industrielles et artistiques [...] ne peuvent avoir tout leur éclat que dans le cadre de la ville capitale, il n'en faut pas moins se féliciter de voir les grandes villes de province montrer leur activité et mettre en évidence l'originalité et les mérites de leur propre production en organisant des expositions. [...] Il y a là, dans un moment où tout est à la décentralisation, de la belle, de la bonne décentralisation dont nous devons être fiers, dont nous devons nous réjouir. [...] Cela ne saurait être inutile

<sup>&</sup>lt;sup>35</sup> SPULLER EUGÈNE (1835-1896). Avocat et journaliste, proche collaborateur de GAMBETTA, député en 1876. Ministre de l'Instruction Publique sous ROUVIER (1887) et CASIMIR PERIER (1893-94). Également ministre des Affaires Étrangères sous TIRARD (1889-90). Il fut l'un des fondateurs de l'école laïque.

<sup>&</sup>lt;sup>36</sup> BRISSON HENRI (1835-1912). Député en 1871, réclame l'amnistie pour les Communards. Président de la Chambre en 1881, 1894, 1901, 1906, 1912. Président du Conseil en 1885 et 1898. Il fut l'un des chefs de l'anti-cléricalisme de la Ille République.

#### Première partie

dans un moment où les débouchés, où les marchés étrangers tendent à se fermer devant nous, [...] cela est bon pour les patrons comme pour les ouvriers [...] ».

N'organisera-t-il pas à son tour, en 1906, la grande exposition textile internationale de Tourcoing qui sera le clou de sa carrière municipale ? Ses adversaires, nous le verrons, lui reprocheront de n'organiser cette exposition que dans un but électoral. Or nous constatons ici que cette oeuvre n'est pas le fruit d'une inspiration soudaine et d'un calcul politique, mais d'une volonté qui s'inscrit dans la longue durée et dans le cadre d'une politique économique et sociale ambitieuse.

# Pour l'impôt sur le revenu

Le 26 mars 1896, il intervient, au nom des députés républicains du Nord, dans une discussion qui oppose tenants de l'imposition traditionnelle sur les portes et fenêtres et ceux de la création d'un impôt sur le revenu :

« La Chambre, confiante dans le gouvernement et résolue à substituer à la contribution personnelle mobilière et à l'impôt des portes et des fenêtres, un impôt général sur le revenu, avec dégrèvement gradué des revenus inférieurs à un certain chiffre, laisse à la commission du budget, d'accord avec le gouvernement, le soin d'en rechercher les moyens d'application et passe à l'ordre du jour. ». (Mouvements divers au centre, applaudissements à l'extrême gauche et sur plusieurs bancs à gauche).

Rappelons que le ministère de LÉON BOURGEOIS, avec PAUL DOUMER aux finances, ne put qu'en faire voter le principe, avant d'être contraint par le Sénat à la démission, lâché par la majorité des députés sur cette question.

#### À la Commission du Travail

Cette année-là, 1896, il entre à Commission du Travail puis rapporte et soutient à la tribune une proposition de loi sur le travail des femmes, des filles mineures et des enfants dans les établissements industriels.

Cette fois, au cours des 16, 22 et 27 juin, il peut défendre ses idées avec efficacité en tant que rapporteur, soutenu par le Président de la Chambre, HENRI BRISSON et face au ministre de l'Industrie HENRY BOUCHER. Il monopolise ainsi la parole et avec un souci constant du détail et de la comparaison avec les législations étrangères. Il ménage les plus conservateurs de ses auditeurs en faisant remarquer que les réglementations qu'il demande ne sont pas des nouveautés, puisqu'elles existent et sont prescrites dans des lois antérieures. Mais elles n'ont jamais été exécutées, faute d'agents spéciaux d'exécution ou d'inspection, telle la loi du 4 mars 1851 sur le travail des apprentis de quatorze ans et moins à seize ans, et surtout celle du 2 novembre 1892 dont il est responsable.

Il ne veut pas effrayer par un aspect trop révolutionnaire de ses réformes. Son discours reste purement technique, dénué semble-t-il de toute idéologie, de trop d'emphase, mais laisse paraître un travail de fond considérable. Les références sont solides, le discours massif, l'argumentation carrée. Sa stratégie reste identique ; il aborde le sujet dans ses moindres détails techniques, prenant appui sur sa propre expérience tourquennoise, au risque d'ennuyer son auditoire, mais non sans essayer d'attirer

l'attention, voire l'émotion, des ses collègues sur le sort des défavorisés. Puis, si le débat tourne à la polémique, à la dispute purement politique, entre adversaires irréconciliables ou simplement adeptes de courants légèrement différents, il l'interrompt pour rappeler la question de fond. Ainsi, lors de la séance de clôture du 27 juin 1896 :

« Au moment où la chambre va sans doute clôturer le débat, je ne veux pas me borner à répondre de mon banc que nous repoussons l'amendement de M. GUESDE, sans motiver notre opposition. Je ne voudrais pas non plus renouveler un débat qui, manifestement, a dérivé des limites dans lesquelles il était circonscrit par l'objet même de la discussion. Je rappelle que l'objet en discussion est un projet qui nous revient du Sénat et qui a pour but d'unifier la durée du travail pour toutes les catégories du personnel ouvrier protégé par la loi du 2 novembre 1892. Faut-il unifier sur la base de dix heures ou sur la base de onze heures ? Toute la question est là ».

Soucieux de voir ses projets de loi adoptés par le Sénat, il freine les élans encourageant venant de la gauche qui risquent de les compromettre. Ainsi, il refuse les amendements de GUESDE et VAILLANT qui prétendent étendre à tous les ouvriers la journée de huit heures. Une proposition de loi trop "avancée" n'aurait que peu de chances d'être retenue par le Sénat. Cette tactique se révèle payante, car ce projet de loi en question sera adopté par la Haute Assemblée.

Mais il ne ménage pas pour autant les plus réactionnaires de ses adversaires qui le bombardent de critiques, tel le député ÉDOUARD AYNARD, grand bourgeois catholique de Lyon. A l'intention de celui-ci, il lance que le libéralisme ultra-individualiste ne peut convenir aux défenseurs de cette proposition de loi, et cite PAUL DESCHANEL <sup>38</sup>:

«Vous accorderez, mon cher collègue, qu'il faut protéger l'enfant ; accordez donc aussi qu'il faut protéger la femme, c'est-à-dire la mère de l'enfant, puisque ce sont, les uns et les autres, des êtres faibles qui ont besoin d'être défendus. L'intérêt du pays, qui est la loi suprême, nous le commande (applaudissements) ; il nous oblige à passer au-dessus de toutes les considérations doctrinales, et je ne comprends pas que vous vous sépariez de nous sur ce point. ».

Et de conclure, visant le député lyonnais qui avait ironiquement raillé les "interventionnistes":

« [...] mais nous ne nous en cachons pas, nous ne sommes pas des interventionnistes honteux ; nous espérons bien qu'une occasion se présentera bientôt de discuter ici la réglementation du travail des adultes. (Applaudissements à gauche). »

#### À la veille du XXe siècle

En décembre, au sujet du budget de la Guerre de l'exercice 1897, il prend la parole pour démontrer que le corps militaire de santé n'est pas à la hauteur de sa mission, comparaison faite avec le voisin allemand qui emploie 2.200 médecins militaires alors que pour un service plus lourd, la France n'en compte que 1.200. Une fois de plus, nous retrouvons chez DRON cette volonté de calquer les modèles d'organisation sociale de l'Allemagne. Certainement était-il sensible au mythe de l'"efficacité

<sup>&</sup>lt;sup>37</sup> VAILLANT ÉDOUARD (1840-1915). Blanquiste, membre de la Commune de 1871. Un des fondateurs du socialisme révolutionnaire. député de Paris en 1893, ami de JAURÈS, rallié à l'Union Sacrée en 1914.

<sup>&</sup>lt;sup>38</sup> DESCHANEL PAUL (1856-1922). Fils d'un proscrit du 2 décembre 1851, député en 1885, Président de la Chambre de 1898 à 1902, élu Président de la République en 1920.

#### Première partie

germanique". Mais d'autre pat, nous ne dirons jamais assez à quel point l'Allemagne de BISMARCK était socialement avancée, comparativement à la France de la IIIe République, qui se réclamait néanmoins des principes de 89.

Le même mois, il s'oppose au ministre du commerce, MESUREUR, quant à la somme à allouer pour la future exposition universelle de Bruxelles : « Il ne faut pas liarder, nous sommes d'accord ; mais cependant il ne faut pas non plus jeter l'argent de la France à l'étranger sans compter. ». La prudence radicale vis-à-vis des questions économiques et financières, surtout si l'étranger est impliqué...

Nous avons vu quel échec il subit aux législatives de mai 1898, et comment, suite à l'invalidation de son adversaire, il retrouva son siège de député. En juin, il interpelle le gouvernement MÉLINE sur sa politique générale, et participe à sa chute, accélérée par le ralliement de quelques "progressistes" à la gauche.

1898 est aussi l'année où ZOLA, condamné pour sa prise de position en faveur de DREYFUS, est obligé de se réfugier en Angleterre. Nous savons que cette anodine erreur judiciaire doublée d'une injustice flagrante débouche sur une telle crise de régime que l'on crut la République menacée. En fait, la France se déchire une fois de plus en deux camps irrémédiablement opposés : d'un côté les défenseurs "d'une identité française, faite d'attachement à l'ordre, au respect des chefs et à celui de la religion catholique" et de l'autre les garants "d'une République héritière de la Révolution, animée par les principes républicains" <sup>39</sup>. Il va sans dire que DRON se rangea du côté de ces derniers.

Avant de terminer cette première partie sur les débuts de sa carrière parlementaire, nous le voyons interpeller l'Assemblée le 21 décembre 1899 dans le but de ne pas voter le projet de modification de la loi sur le travail des femmes et des enfants pour lequel il se bat depuis 1892. Cette attitude à priori contradictoire s'explique par le fait que le nouveau gouvernement WALDECK-ROUSSEAU du 22 juin 1899 avait décidé de présenter au Sénat, par le ministre de l'Industrie ALEXANDRE MILLERAND, le projet de modification de la loi du 2 novembre 1892 pour le 1er janvier 1900. Mais ce projet n'est pas terminé, la Commission du Travail de la dernière législature, à laquelle DRON a appartenu, s'est enlisée dans les discussion et n'a pu dépasser l'article cinq...

En conséquent, DRON tient à ce que la présentation au Sénat soit retardée de quelques mois afin que les articles suivants aient une chance d'être examinés par les sénateurs. « Il y a sept ans que nous patientons : qu'importent deux ou trois mois de plus ? Mais il faut que la réforme soit complète. ».

Voilà en effet sept années qu'il se bat pour ces réformes sociales qui lui tiennent à coeur. réformes qu'il tente d'imposer à Tourcoing par la participation aux grands projets sociaux municipaux, et à Paris par la lente élaboration de propositions de lois. Sept années à défendre les pauvres, les vieillards, les enfants, les femmes, les malades et accidentés. Il ne vaut pas brusquer les choses, créer de conflits irrémédiables, mais imposer son point de vue "scientifiquement" et le faire adopter, car il va dans le sens du progrès humain. Progrès humain qui, on le sait, ne se presse guère ; aussi laisse-t-il à l'occasion transparaître son amertume, et peut-être même un peu de lassitude...

« [...] car nous sommes, nous ici, comme le disait M. LEMIRE, les éternels résignés. C'est nous qui sommes les représentants directs de ce peuple à qui nous avons beaucoup promis depuis dix ans et qui attend toujours la réalisation des réformes sociales, et c'est nous qui toujours devons céder devant l'opposition ou l'inertie d'une autre assemblée élue au suffrage restreint, qui semble représenter plus immédiatement les intérêts des patrons. ».

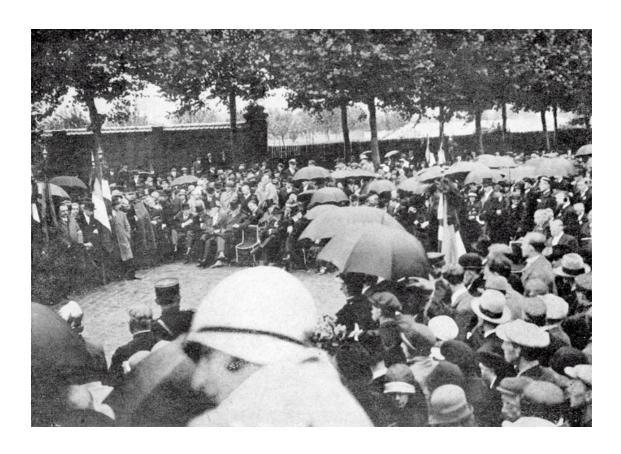
<sup>&</sup>lt;sup>39</sup> C.P. ROCHASSON, in "L'Histoire" n°115, octobre 1988. Dreyfusards et antidreyfusards, p.43

П

# 1899-1914: UN HOMME, UNE VILLE

« La vie politique d'une cité ne tourne pas autour d'un homme pendant un demi-siècle sans que les questions de personnes y prennent le pas sur les luttes d'idées. A Tourcoing, on était ou on n'était pas 'droniste'... »

Jaques AMEYE. La vie politique à Tourcoing sous la IIIe République.



Les parlementaires aux obsèques de DRON (Photo Capelle).

« Il avance à grands pas, bousculant toutes les oppositions. Il va droit son chemin, et quand il lui paraît que les cadres municipaux sont insuffisants, il va chercher du renfort (...) Pour nous, ses amis, pour ses adversaires aussi, il restera le symbole toujours vivant de la volonté. Pour les humbles, il sera quelque chose de plus : le protecteur disparu, celui qu'on a bien du mal à remplacer, celui qu'on oublie pas. Ceux-là ne s'y trompaient pas. Sous la rude écorce, ils allaient chercher le coeur et ils étaient sûrs de le rencontrer. Ce géant avait un point faible : la pitié. »

ALEXIS PARSY, Adjoint au maire.

Discours des Funérailles. Août 1930.

# 4. UNE ACTION POLITIQUE AUTORITAIRE ET SOLITAIRE

# Le premier maire radical de Tourcoing

Le décès de VICTOR HASSEBROUCQ entraîne des élections municipales partielles qui se déroulent lors du 29 octobre 1899. Les républicains présentent les personnalités suivantes : PAUL MASSARD, FRANÇOIS ORELIO, GUSTAVE SCALBERT, PAUL MARTIN, ERNEST SAISON ET PIERRE PARSY. Ce dernier deviendra l'ami personnel de DRON. Les socialistes présentent VICTOR CAPART, JOSEPH VOLT, DELPHIN DUMORTIER, AUGUSTE CAPELLE, FLEURY DELEPAUT et ALBERT DELESALLE.

Quant à la droite, elle ne participe pas et lance le mot d'ordre de l'abstention, qui est suivi par 4.492 électeurs sur 14.342. Les 9.850 participants départagent donc socialistes et républicains, qui l'emmènent aisément. Le plus favorisé de la liste républicaine, GUSTAVE SCALBERT, obtient 5.792 voix, celui de la liste socialiste, DELPHIN DUMORTIER seulement 3.408. C'est-à-dire moins que les derniers de la liste républicaine, FRANÇOIS ORELIO et ERNEST SAISON, 3.604 voix.

Puis le 3 novembre, le Conseil municipal élit DRON maire de Tourcoing, par 29 voix sur 30 votants et 6 abstentionnistes.

Enfin, les élections municipales générales du 6 mai 1900 confirment DRON à la tête de l'administration de la ville. Sur la liste de la "Solidarité Républicaine" figurent cette fois des noms de socialistes, JEAN-BAPTISTE DECAVELLE, ALFRED ROMPTEAU, FLORENT VOOGT, et surtout DELPHIN DUMORTIER. Avec une moyenne de 8.000 suffrages par nom, elle écrase la liste conservatrice, "Union Sociale et Patriotique", menée par LÉON MONNIER, CHARLES HERBEAUX, fabricants de tapis, VICTOR SANT, HILAIRE BINET, qui ne compte qu'une moyenne de 4.000 suffrages par nom. Sont nommés adjoints MM. ÉMILE LECOMPTE, LÉON SALEMBIEN, VICTOR FLAMENT et AUGUSTE DUCOULOMBIER <sup>1</sup>. C'est ici que commence pour notre député-maire un "règne" qui va durer un quart de siècle.

DRON ne reste pas insensible à la misère, sinon la grande pauvreté du monde ouvrier. Nous avons déjà vu son action globale de 1889 à 1899 à la Chambre des députés où il se fait le défenseur des ouvriers. Cependant, son caractère autoritaire, son sentiment d'agir avec conscience, lui font prendre en grippe les débordements ouvriers, même s'il les comprend. N'oublions pas l'aversion naturelle des radicaux envers la révolution des masses mise en avant par les idéologies collectivistes. Sa position est délicate. Désireux d'améliorer le sort des plus démunis, il s'oppose aux intérêts des industriels, et ne voulant pas s'engager dans le sens des options socialistes, il perd en conséquent autant de voix ouvrières qui se reportent sur les leaders de gauche.

Remarquons cependant qu'il fit longtemps triompher la cause du radicalisme à Tourcoing, alors que le Nord ne fut jamais à proprement parler un fief radical, mais plutôt socialiste, puis plus tard communiste.

-

Arch. Mun. de Tourcoing, série DIA, doc. 45.241.

Sa position, il la définit lui-même lors de l'un de ses premiers discours en tant que maire de la ville, en novembre 1901, lors de l'inauguration au nouveau cimetière <sup>2</sup> d'un monument aux victimes du travail :

« Entre les revendications des uns, qui réclament une plus large place au soleil, plus de bien-être, et les résistances des autres qui invoquent les difficultés présentes et les nécessités de la concurrence internationale, une transaction équitable et humaine ne s'impose-t-elle pas ? Est-ce que de part et d'autre, on ne s'ingéniera pas à se faire rencontrer les bonnes volontés ? Est-ce qu'on ne se donnera pas la main pour tendre à cet idéal de fraternité humaine qui doit être celui de tous les bons citoyens ? »

# Pour WALDECK-ROUSSEAU et le bloc des gauches

En 1899, la France traverse la terrible crise politique qui découle de l'affaire DREYFUS. En février, le Président de la République FÉLIX FAURE meurt. A Paris, DEROULÈDE tente un coup de force contre l'Élysée facilement arrêté <sup>3</sup>. Mais il n'en faut pas moins pour créer une telle émotion chez les républicains que ceux-ci, modérés ou radicaux, progressistes ou libéraux, resserrent les rangs. C'est ainsi que naquit le gouvernement WALDECK-ROUSSEAU en juin 1899. Il liquida l'''Affaire'' par la grâce de DREYFUS et entreprit un programme calqué sur celui des "opportunistes" des années 1880.

Les socialistes voulaient des réformes sociales, les radicaux poussaient le projet d'un impôt sur le revenu, et les modérés ne voulaient entendre ni les uns ni les autres. Le rassemblement du "Bloc des Gauches" ne pouvait donc se faire, en toute logique politique, que sur la "Défense Républicaine", contre l'illusion du « complot matériel qui n'est nulle part, mais dans la conspiration morale partout » <sup>4</sup>.

Cette politique de programme commun, sans rapport avec la réalité, devait résister près de six ans à ses adversaires. GUSTAVE DRON, le 22 mai 1990 approuve la politique de ce nouveau gouvernement par le vote de confiance. Parmi les opposants, nous trouvons le député conservateur de Roubaix, EUGÈNE MOTTE, qui vient de battre aux législatives de 1898 le socialiste JULES GUESDE.

#### La crise lainière de l'été 1900

A peine DRON est-il installé maire qu'il doit faire face de janvier à juillet 1900 à une crise lainière causée par la sécheresse qui décime en Australie les troupeaux ovins, et qui est encore aggravée par le jeu des spéculateurs. Le marché à terme, dont l'existence permet justement la spéculation, est vivement critiqué par DRON lors de son intervention à la Chambre, le 9 juillet 1900. Nous retrouvons ici le magnat de la laine et député de Roubaix, EUGÈNE MOTTE, à qui il s'oppose. Il s'en prend également à ALEXANDRE MILLERAND, ministre du Commerce, de l'Industrie et des Postes et Télégraphes :

<sup>&</sup>lt;sup>2</sup> C'est depuis le 12 mars 1897 qu'est installé dans l'actuelle rue du Roitelet le "nouveau" cimetière, dans le quartier de la Bourgogne. L'ancien cimetière se trouvait à l'emplacement de l'actuel parc Clémenceau.

<sup>&</sup>lt;sup>3</sup> DEROULÈDE PAUL (1846-1914). Homme politique français volontaire de la guerre de 1870 et poète revanchard. Boulangiste condamné à 10 ans de bannissement sous le cabinet WALDECK-ROUSSEAU pour cette action.

<sup>&</sup>lt;sup>4</sup> WALDECK-ROUSSEAU, 28 février 1899, discours devant la Chambre des députés.

« Le marché à terme sur les laines peignées, disais-je à M. le ministre, est irrégulier parce qu'il est contraire à la loi de 1858 sur les ventes publiques. Messieurs, vous avez devant vous, d'un côté, le monde du commerce et de l'industrie, les patrons et les ouvriers unis, parce que la marche des usines est subordonnée à la stabilité des cours et que les fluctuations provoquées par le marché à terme ne peuvent amener que le chômage et la misère [...]. De l'autre côté, vous avez quelques spéculateurs de la nouvelle école, de cette école qui veut s'enrichir vite, sans scrupule et sans labeur. (Très bien! Très bien! à gauche, à l'extrême gauche et sur divers bancs à droite) ».

#### La Bourse du Travail

Nous avons vu précédemment la faiblesse de l'organisation du mouvement ouvrier tourquennois et en particulier l'impuissance du syndicalisme, ou son asservissement aux patrons. Entre 1901 et1902, on assiste à Tourcoing, en réponse à la tentative de création de "dangereux" syndicats chrétiens ou socialistes, à la floraison de minuscules et fragmentés "syndicats indépendants". Ces syndicats d'une trentaine de membres en général, soutenus par le patronat et le clergé, sont groupés en trois unions, triage-peignage, filature et tissage, au sein de la Fédération des Syndicats Indépendants. Leurs statuts précisent qu'aucun adhérent ne peut entrer en grève avant que le conseil de corporation ait épuisé tous les moyens de conciliation.

Leur but est de freiner les réformes sociales, celles dont DRON se fait le défenseur à la Chambre des députés : ils protestent contre la journée de dix heures, contre l'adoucissement du sort des travailleuses, incompatible avec la réussite économique nationale ! Il leur jette ironiquement à ce propos :

« Les uns demandent la journée de huit heures, les autres, plus modérés, se contenteraient de la journée de dix heures ; vous êtes bien les seuls à ne vouloir ni de l'autre ! ».

Lors de la séance du 14 février 1902, le Conseil municipal approuve sa proposition de mettre à disposition des syndicats un local pour y installer une bourse du travail, qui a pour but de pourvoir à l'éducation technique et économique des syndicats ouvriers. DRON confie évidemment l'administration et la gestion de cet organisme à une commission municipale, autrement dit sous son contrôle personnel. La minorité socialiste du Conseil, qui voulait une autogestion par les syndicats, s'abstient de voter.

#### Le triomphe du radicalisme

Avant les élections générales législatives de 1902, on procède à une re-division de circonscription, vu l'accroissement de la population. Le canton nord de Tourcoing est rattaché au canton de Quesnoy-sur-Deûle pour former une nouvelle circonscription, la neuvième de Lille. C'est dans cette circonscription conservatrice qu'est élu au premier tour, le 27 avril, CONSTANT GROUSSEAU, professeur de droit aux Facultés Catholiques de Lille. Monarchiste sectaire mais intègre et de conviction sincère, rallié par obéissance au pape mais foncièrement réactionnaire, il rejoindra les rangs de l'"Action Libérale".

DRON, de son côté, bénéficie de ce re-découpage qui lui ôte un canton conservateur qui lui fut toujours opposé. Il est réélu le 11 mai 1902, au deuxième tour de scrutin, avec une avance confortable sur son vieil adversaire LÉON MONNIER: 8,890 voix contre 7,797.

Il s'inscrit alors au groupe de la gauche radicale. Si la droite reste la première force (35,3%) dans le Nord, on note une très nette progression du radicalisme dans cette région (22,1%) ainsi que dans le reste de la France (20,5%). Les élections de 1902 enregistrent ainsi le triomphe du radicalisme avec le ministère d'ÉMILE COMBES, considéré comme le premier ministère radical. Ses chevaux de bataille principaux : l'école primaire et secondaire unique, l'épuration de l'administration encore réactionnaire, au niveau préfectoral notamment.

Mais, dans le Nord également, le pourcentage des voix socialistes est double (16,6%) du pourcentage national (7,9%). Cette puissante poussée socialiste, les radicaux ont de plus en plus de difficulté à la contenir, ou à s'en servir, comme DRON continue à le faire.

Pour sa quatrième magistrature, il est en outre membre de la Commission des patentes, de la Commission d'enquête sur les mines, de la Commission du travail, de la Commission d'enquête sir l'industrie textile et de la Commission supérieure du travail ! Cette liste nous laisse imaginer le temps et l'énergie qu'il consacra aux différents travaux de ces commissions.

# La grève générale textile d'octobre 1903

La troisième et dernière grève générale qui secoue Tourcoing avant la première guerre mondiale est celle de l'automne 1903. Le conflit a en fait débuté en septembre à Halluin, où les tisserands des usines DEFRETIN et GATRY se mettent en grève pour protester contre des licenciements à caractère politique. L'agitation s'étend à toute la vallée de la Lys. Les ouvriers de Lille suivent le mouvement dès le 6 octobre. La troupe, plus de 1.700 hommes, interdit l'accès de Tourcoing encore épargnée aux manifestants.

Ceux-ci réussissent cependant à s'infiltrer par la rue de Bradford où ils rallient les ouvriers de l'usine ALPHONSE POLLET, et par la rue de Paris où ils entraînent ceux de la fabrique de tapis PARMENTIER. Ils parviennent à rejoindre, rue Fin de la Guerre, les tissages BAYARD, dont les ouvriers viennent en renfort, et débouchent en cortège sur le boulevard Gambetta. Là, ils dressent une barricade avec l'aide de leurs camarades des établissements MATHON & DUBRULLE.

La grève ne s'achève pas dans la vallée de la Lys avant le 14 novembre, avec l'augmentation de 5% des salaires pour les ouvrier du coton à partir du 1er avril 1904. En revanche, à Tourcoing, le travail reprend dès le 9 octobre, sauf chez MATHON & DUBRULLE.

Suite à cette grève, est organisée par la Chambre des députés une commission d'enquête destinée à examiner les requêtes des ouvriers du textile. DRON semble tout désigné pour appartenir à cette commission, aux côtés du grand JAURÈS. Il rapporte à la Chambre les revendications ouvrières qui portent sur l'augmentation des salaires mais aussi sur la journée de huit heures (dix pour les tapisseurs), la liberté de conscience, le vaporisage des laines pour diminuer la nocivité des poussières, l'égalité des salaires féminins, la suppression du livret de travail, l'accroissement des pouvoirs de l'inspection du travail.

# La grève des tapisseurs de 1904

À leur tour, les ouvriers de la laine de Roubaix veulent obtenir les mêmes avantages que ceux du coton. Ils cessent leur activité dans les peignages, les filatures, les tissages le 26 mars 1904. Tourcoing, cette fois suit plus rapidement ; dès le 30, les fabriques lainières sont touchées. Les ouvriers font connaître leurs revendications : augmentation des salaires principalement. Le 2 avril on compte 1.167 grévistes à Tourcoing et le 9, au paroxysme du conflit, 8.803. Les ouvrier chrétiens et socialistes, syndiqués ou non, s'opposent coude-à-coude aux travailleurs belges et aux briseurs de grèves, les "jaunes", auxquels LOUIS THIBERGHIEN fait appel pour étouffer le mouvement.

Cependant leur résistance faiblit, et au début mai, ils retournent au travail avec le seul espoir ténu de quelques promesses verbales. Mais les ouvriers tapisseurs continuent la lutte pour sauver leur syndicat que les industriels ont décidé d'éliminer en licenciant les ouvriers syndiqués. Cette grève est la plus terrible que Tourcoing ait jamais connu dans l'avant-guerre.

Gustave DRON, à la tête de la municipalité, se fait le médiateur entre les grévistes et les patrons qui forment une coalition. C'est durant cette période troublée que les municipales des ler et 8 mai le renvoient à la mairie, avec pour conseillers, ÉMILE LECOMPTE, LÉON SALEMBIEN, VICTOR FLAMENT et MAURICE CORDIER<sup>5</sup>. Malgré la confiance des électeurs populaires accordée à DRON, les fabricants restent inflexibles et refusent sa médiation.

Les tapisseurs reçoivent de la population un soutien moral et économique, en argent ou en nature. Ils peuvent ainsi tenir plus de quatre mois, jusqu'au début août. Mais le 15, à bout de ressources, ils sont acculés à la reddition. Le représentant du syndicat des tapisseurs fait porter aux patrons une lettre de capitulation humiliante, rédigée par l'ensemble des ouvriers menacés de licenciement pour leur activité syndicale :

« [...] Vous savez comme nous que la cause principale de la persistance de la grève actuelle, c'est la décision que vous avez prise de faire exclure de tous les ateliers de Tourcoing un certain nombre d'ouvriers. Les victimes désignées sont les signataires de la présente lettre.

Nous serions certes tout disposés à nous sacrifier pour en terminer. Ayant proposé à notre assemblée générale ce sacrifice, il a été refusé. Vous avez pu vous convaincre, par leur résistance de plus de quatre mois, que tous nos camarades sont résolus à rester solidaires de notre cause, malgré la misère et malgré les privations qu'ils doivent s'imposer.

- [...] Si nous avons eu, à notre insu, des torts à votre égard, nous vous en manifestons un vif regret ; nous vous promettons d'être à l'avenir de bons et fidèles ouvriers.
- [...] Renoncez, Messieurs à faire des victimes, et immédiatement, quelques uns de nos camarades seront désignés dans chaque fabrique pour se présenter devant votre syndicat, afin de débattre amiablement les autres questions en litige. Songez, Messieurs, que derrière vos quatre cents ouvriers, il y a des femmes et des enfants qui souffrent. ».

Les industriels restent insensibles aux supplications des tapisseurs et ne veulent pas recevoir les délégués ouvriers, même non syndiqués. Alors la colère des tapisseurs éclate, un mois plus tard. Le 6

<sup>&</sup>lt;sup>5</sup> Arch. Mun. de Tourcoing, série D1A, doc. 54.121

septembre, ils brisent les vitres de certaines maisons de maîtres, par jet de pavés. Le monde patronal se souviendra de cette violence ouvrière de l'automne 1904. La bourgeoisie industrielle et le clergé local, par le journal "La Croix", profitent des incidents pour accuser DRON de laxisme, d'incompétence. Exaspéré par leur audace cruelle et leur hypocrisie, il fait publier une réponse sans détour :

« Nous continuons à tout mettre en oeuvre pour assurer l'ordre. La misère, à la longue, peut devenir mauvaise conseillère. La sérénité d'âme avec laquelle les patrons repoussent toute avance et paraissent se complaire à infliger des humiliations aux grévistes, est pleine de périls. Ah ! oui, qu'ils fassent donc leur examen de conscience ceux des patrons qui ont eu parfois une attitude si hautaine vis-à-vis de ces malheureux, qu'ils se rappellent l'accueil presque dédaigneux fait par eux à cette lettre lamentable du président du syndicat des tapisseurs [...]

Peut-être ai-je dit que, si j'avais eu à agir comme représentant du syndicat ouvrier, jamais ma main n'aurait consenti à signer pareille capitulation. Que voulez-vous ? Je suis de ceux qui pensent que les ouvriers ont leur dignité à sauvegarder aussi bien que les patrons et que ces protestations de repentir rendues humiliantes à plaisir me semblaient odieuses. Et il y a des gens qui ont la naïveté ou la perfidie de s'étonner qu'aujourd'hui, joués et humiliés de la sorte, [...] se heurtant à une intransigeance froidement calculée, les grévistes aient fini pas perdre patience ».

Est-ce par peur, ou plutôt par bon sens ou encore par compassion, que le 8 septembre le fabricant GASTON HONORÉ se sépare de la coalition patronale et fait savoir qu'il accepte la médiation de la municipalité pour discuter des questions soulevées par les grévistes ? Toujours est-il qu'il rouvre ses portes le 12 septembre et entraîne les autres patrons à faire de même dès le 29. La journée de travail est réduite à dix heures et il n'y aura pas de poursuite contre les ouvriers syndiqués.

Le mois suivant, l'industriel CHARLES FLIPO rédige un rapport au sujet de la « déplorable grève qui a désolé l'industrie du tapis à Tourcoing ». Il traduit le sentiment d'inquiétude des classes possédantes en demandant le renforcement de la brigade de gendarmerie, contre la « tourbe révolutionnaire à laquelle la rue semblait appartenir, et qui se livrait aux pires excès... ». <sup>6</sup>

Et pourtant, les conflits les plus durs sont encore à venir.

### 1906: Tourcoing à son apogée

Néanmoins, ces grèves n'empêchent pas Tourcoing d'être économiquement prospère. A la veille de 1906, l'année de l'exposition universelle du textile, la ville compte 625 machines à peigner, 490.635 broches en continu et 110.116 broches à retordre la laine, 533.820 broches en continu et 144.220 broches à retordre le coton, puis 741 métiers à tisser le tapis. Ce qui la place, pour la filature et le tapis, devant Roubaix, le grand centre de l'industrie textile en France <sup>7</sup>.

<sup>&</sup>lt;sup>6</sup> Rapport de CHARLES FLIPO, 27 octobre 1904. Annales de la Chambre de Commerce de Tourcoing, pp 184 à 185.

<sup>&</sup>lt;sup>7</sup> En 1904, la succursale de la Banque de France de Roubaix-Tourcoing est la sixième de province, après Lyon, Le Havre, Marseille, Lille et Bordeaux.

Le commerce de la laine est le principal facteur de la prospérité tourquennoise : on y importe d'Amérique du Sud (Argentine et Uruguay) et d'Australie près de 150.000 tonnes de laine brute en 1906. Cette laine repart comme produit intermédiaire vers l'Allemagne (laines peignées et fils de laine), vers la Grande-Bretagne (draperie légère) et la Belgique, mais aussi vers les États-Unis (tissus de laine) et les Pays-Bas et la Russie (laines filées).

Si le contexte économique est des plus favorables, il n'en est rien pour le contexte politico-religieux. Nous verrons plus loin en détail la trame des grandes luttes religieuses dans lesquelles DRON est impliqué au premier chef. Depuis la première manifestation à laquelle il eut affaire en 1902, la tension n'a cessé de monter entre le clergé tourquennois et ses ennemis, pour en être à son paroxysme en 1906.

Après les violences physiques de la rue qui font de nombreuses victimes en mars, suite aux inventaires des biens d'églises, on assiste à une flambée de violence verbale lors de la campagne des législatives de mai. C'est dans cette ambiance orageuse que les Tourquennois et les habitants des communes périphériques sont appelés à voter pour leurs députés. La "Croix du Nord" fait paraître une brochure à l'occasion des inventaires et en vue des élections. On peut y lire sous la plume de GABRIEL DELACROIX, un ami de GROUSSEAU:

« DRON-LA-FROUSSE, comme on l'appelle depuis quelque temps, n'a garde de se montrer ! Frappons les catholiques, faisons les inventaires, mais à tout prix, sauvons mon élection et mon exposition ! Si on me voyait opérer en personne, c'en serait fini de moi. ».

Mais l'année 1906 est aussi et surtout celle de la grande Exposition Internationale Textile de Tourcoing, ambitieux projet de DRON enfin réalisé. Les adversaires du député sortant ne veulent voir dans l'exposition qu'un gigantesque et coûteux coup de publicité politique. Mais en vérité, la fête ne battra son plein qu'après les élections.

Dans la neuvième circonscription, GROUSSEAU est réélu sans peine, même s'il perd un bon millier de voix par rapport à 1902. Dans la huitième, DRON est opposé au second tour à un candidat catholique, GEORGES LENOIR. Il obtient 11.254 voix contre 6.962 pour son adversaire. Mais cette victoire est due au retrait, à la suite du premier tour, du socialiste ALBERT INGHELS, que nous voyons pour la première fois se présenter aux législatives. Secrétaire de la Fédération du Textile, membre de la Section Française Internationale Ouvrière de Tourcoing. Il est l'adversaire "intime" de DRON qui ne lui accorde aucune facilité : privé de salle pour ses réunions, il les tient en plein air, à la sortie des usines ou dans des estaminets socialistes, régulièrement interrompu et poursuivi par la police municipale!

Au niveau national, se confirment également le maintien radical et la baisse de popularité des candidatures confessionnelles de notables s'affichant comme catholiques intransigeants.

### L'Exposition Internationale du Textile

La grande Exposition Internationale du Textile de Tourcoing, doublée d'une kermesse appréciée des gens du Nord, organisée par DRON alors au faîte de sa popularité, reste l'une des ses réalisations les plus marquantes. Il avait porté son projet à la Chambre de Commerce en mars 1905, et conquis le

président, EUGÈNE JOURDAIN <sup>8</sup>. Le projet fut conduit par les deux hommes et quelques autres collaborateurs, tels MM. SEVIN <sup>9</sup>, architecte et PETIT-LEDUC, rédacteur du "guide de l'exposition internationale des industries textiles à Tourcoing". Il n'entre pas dans le cadre de cet écrit de rendre compte en détail de l'organisation et du déroulement de l'exposition, de nombreuses pages ayant déjà été remplies par ailleurs. La visite du Président ARMAND FALLIÈRES, le 5 juin 1906, qui remit à DRON la grande médaille d'or de l'Assistance Publique, fut un événement marquant de l'histoire de la ville. Parmi les nombreux discours et textes suscités par l'exposition, relevons ces quelques lignes de DRON :

« Tous ceux qui s'intéressent à l'évolution économique de notre pays savent maintenant qu'il y a ici une réserve d'énergie, de force, d'initiative et de travail qui ne demandent qu'à être toujours davantage mise en valeur. Nos désirs sont comblés puisque l'inoubliable année 1906 restera mémorable dans les annales de notre vaillante cité; mais le présent va nous échapper, c'est l'avenir qu'il faut voir en face, c'est l'horizon dont il faut toujours et sans cesse reculer les bornes, et c'est avec l'orgueil et la fierté que nous donne notre beau succès que nous devons redoubler d'activité pour faire porter au grain qui vient d'être semé tous les fruits qu'on est en droit d'en attendre. ».

Cette manifestation coïncide avec le point culminant de la carrière de GUSTAVE DRON. La presse locale, nationale et même belge sont unanimes à rendre compte de la réussite de l'exposition qui se clôt en octobre 1906. Seules les publications catholiques, tel le "Courrier de Tourcoing" de l'abbé VAN BOCKSTAEL, restent acerbes et ironiques envers le député-maire.

# Plus radical que jamais

Durant son quatrième mandat parlementaire, DRON se montre plus radical que jamais. Le 13 juillet 1906, il vote contre une poignée d'antidreyfusards irréductibles, dont son collègue GROUSSEAU, l'ordre du jour rendant hommage aux "révisionnistes" du procès, mais reste cependant le seul député du Nord à s'abstenir lors du vote sur le transfert des cendres d'ÉMILE ZOLA au Panthéon.

En juillet également, il vote contre l'amnistie des grévistes de la Fonction Publique et contre la réintégration des facteurs licenciés pour fait de grève. De même, lorsque les ouvriers municipaux de Tourcoing se mettront en grève en 1911, il ne leur pardonnera pas. Le sentiment de servir l'État est pour lui primordial, et ne s'accordant à lui-même aucun repos, il ne tolère pas que les autres puissent avoir un sentiment de "service publique" inférieur au sien.

Le 30 novembre, il vote pour le relèvement de l'indemnité parlementaire annuelle de 9.000 à 15.000 francs. Ce qui permettra à ses adversaires, durant la campagne des cantonales d'août 1907, d'apostropher l'ouvrier en ces termes :

« DRON s'est voté 15.000 balles au lieu d'augmenter ton salaire et s'est adjugé une retraite pour lui au lieu de te la donner <sup>10</sup> ».

<sup>&</sup>lt;sup>8</sup> Annales de la Chambre de Commerce de Tourcoing, séance du 16 mars 1905, p. 39. En outre, JOURDAIN est alors connu pour sa participation aux expositions universelles de Paris (1889), de Chicago (1893), d'Anvers (1894), de Bruxelles (1897), de Paris (1900), de Saint-Louis (1904) et de Liège (1905).

<sup>&</sup>lt;sup>9</sup> MAXIME SEVIN. Directeur des travaux communaux et professeur d'architecture aux Beaux-Arts depuis 1903.

<sup>&</sup>lt;sup>10</sup> Arch. Dép. du Nord, série M, Dossier 59.201 des élections cantonales 1907.

Cette critique émane bien entendu d'industriels, qui comme GROUSSEAU, n'ont guère besoin d'une augmentation de leur traitement de député pour vivre. Ce qui n'est pas le cas pour les membres des classes moyennes élus au Palais Bourbon.

Contre les libéraux, il vote le 7 décembre pour le rachat par l'État des Chemins de Fer de l'Ouest.

Durant les élections municipales de 1908, les représentants tourquennois de la SFIO proposent au maire sortant de constituer une liste commune de second tour. Cette demande embarrasse fortement DRON qui y voit une tentative de la part des socialistes SFIO d'investir le Conseil municipal, alors qu'il se débat déjà avec des socialistes indépendants, moins dangereux car moins organisés. Il refusera donc, avec obstination et mauvaise foi, prétextant que bon nombre des hommes de la liste "Solidarité Républicaine" ont des "convictions" socialistes. La liste radicale sera réélue, comme l'avait supposé la SFIO de Tourcoing. Les adjoints de 1904 sont tous les quatre reconduits 11.

Le 8 décembre 1908, avec tous les députés socialistes du Nord et la majorité des radicaux, il vote contre la peine de mort, qui est maintenue avec une avance de cent vingt-neuf voix.

En 1909 il vote successivement en faveur de l'impôt sur le revenu du gouvernement BRIAND <sup>12</sup>dont le projet ne sera adopté par le Sénat qu'en 1914, et contre la représentation proportionnelle que l'on voudrait substituer au scrutin majoritaire d'arrondissement à deux tours, institué depuis les législatives de 1889 <sup>13</sup>.

Le 29 mars 1910, quand l'ordre du jour est le relèvement du tarif des douanes, il vote favorablement avec l'ensemble de la Chambre (470 voix pour, seulement 89 voix contre) qui trahit par là son unanimité en faveur du protectionnisme économique.

Le 30 octobre, il refuse cette fois sa confiance à BRIAND, certainement surpris et déçu par la sévérité avec laquelle ce dernier a brisé la grève des cheminots d'octobre 1910.

Puis, lorsque la droite interpelle ce même gouvernement le 24 novembre, sur la question du contenu des manuels scolaires des écoles publiques, il s'abstient, se séparant des plus anticléricaux et manifestant encore sa déception à l'égard du Président du Conseil, qui au contraire s'attira la sympathie des modérés.

# Contre le péril socialiste

Aux législatives du printemps 1910, ALBERT INGHELS pose à nouveau sa candidature et mène une vigoureuse campagne contre DRON. Les résultats du premier tour du 24 avril confirment la montée socialiste : INGHELS arrache en effet 24% des voix tourquennoises, ce qui ne suffit cependant pas pour se maintenir au second tour. Le 8 mai, le candidat commun des deux listes de droite "Action Libérale Populaire" et "Union Sociale et Patriotique", LOUIS FLIPO, ne recueille que 8.819 voix, contre

<sup>11</sup> Arch. Mun. de Tourcoing, série DIA, doc. 58.2

<sup>&</sup>lt;sup>12</sup> BRIAND ARISTIDE (1862-1932). Avocat, journaliste et militant socialiste, de famille modeste. Député de la Loire en 1902, dix fois Président du Conseil et 22 fois ministre (15 fois aux Affaires Étrangères). Apôtre de la politique de désarmement et de la réconciliation avec l'Allemagne. Prix Nobel de la Paix en 1926.

<sup>13</sup> Dans l'objectif d'écraser le boulangisme. Voir au chapitre I "Le premier député républicain de Tourcoing"

10.484 pour DRON. Sa longue succession de victoires électorales, ainsi que ses nombreuses interventions remarquées lui valent d'être élu vice-président de la Chambre pour toute la durée de ce dernier mandat parlementaire. Il reste membre de la Commission des mines et entre à celle des octrois.

Déjà obligé de se battre contre une droite intolérante à son égard, la percée socialiste désormais irréversible le rend de plus en plus amer. Il n'a jamais su partager les responsabilités et le pouvoir. De plus, connaissant sa propre valeur et son action en faveur des plus démunis, rendu plus confiant par sa longue carrière de premier magistrat de la ville et par ses nombreuses réélections, il supporte de moins en moins les critiques justifiées et les calomnies outrancières. Que celles-ci proviennent des milieux sociaux supérieurs qui soutiennent la réaction, ou de socialistes, elles blessent son amourpropre et aiguisent sa susceptibilité. Que les ouvriers se tournent vers le collectivisme, il le ressent comme une ingratitude, une atteinte personnelle à son oeuvre sociale réformiste dont ils bénéficient, et le rend d'autant plus intraitable à l'égard de la gauche.

Il travaille seul, de plus en plus imperméable à la contradiction, se méfiant même de ses collaborateurs et amis. Ainsi, le 20 octobre 1910, plusieurs de ses conseillers se plaignent de n'avoir aucun rôle dans les commissions où ils sont délégués! Cet incident fait suite au précédent qui eut lieu le 8 septembre 1905 : dix-huit conseillers, socialistes <sup>14</sup> et radicaux <sup>15</sup> avaient refusé de délibérer en signe de protestation, accusant le député-maire de décider de toutes les affaires en réunions officieuses. Les années 1911 et 1912 ne lui apportent encore que de plus grandes déceptions et douleurs.

# La grève des manoeuvres de l'usine à gaz

Le 5 décembre 1911, la soixantaine d'ouvriers municipaux de l'usine à gaz de Tourcoing entrent en grève. La ville n'en avait plus subi depuis 1904. Les hommes réclament un salaire journalier de 5 francs. Cet incident est une aubaine pour les socialistes qui arrachent une à une les voix ouvrières au radicalisme. Or nous sommes là à cinq mois des prochaines municipales. Par simple calcul politique, DRON pourrait donner satisfaction à leurs revendications et s'attirer des voix supplémentaires. Mais il estime d'autre part que cela peut créer un précédent pour tous les ouvriers municipaux. De plus, il ne supporte pas que des employés du service public n'assurent pas leur tâche. Il résiste donc, menaçant de mise à pied les manoeuvres municipaux qui ne retourneraient pas immédiatement au travail. La menace restant sans effet, il brise la grève par la force en remplaçant les ouvriers par des fantassins du 43e de Lille, protégés par la gendarmerie, afin d'assurer la continuité du service public. Avec ironie, les grévistes lancent :

#### « Camarades! L'armée française est devenue la bonne à tout faire de la bourgeoisie! ».

En même temps qu'il fait relever l'armée par des embauchés volontaires, il annonce une proposition de progression des salaires à l'ancienneté : 4,50 frs. jusqu'à cinq ans, 4,75 frs. de cinq à dix ans, et 5 frs au-delà. Mais tous les grévistes ont moins de quatre ans de présence... Ils dénoncent le subterfuge, s'accrochent et exigent un débat devant le Conseil municipal au grand complet. La Maison du Peuple, ouverte depuis 1911, est en effervescence. Le Conseil, réuni par DRON, bon gré, mal gré, lui impose à l'unanimité le salaire à cinq francs pour tous. Seuls ses quatre adjoints le soutiennent en vain jusqu'au

<sup>&</sup>lt;sup>14</sup> Dont DELPHIN DUMORTIER et HENRI QUIVRON, tous deux affiliés à la SFIO.

<sup>15</sup> Dont DÉSIRÉ SIX, GUSTAVE SCALBERT, ERNEST SAISON, HENRI MASUREL.

bout. Sa seule consolation est que les grévistes ne retrouvent pas leur emploi, car leurs remplaçants conservent leurs places! Ces derniers cueillent les fruits du sacrifice des premiers. Mais cette attitude obstinée du maire lui fait perdre quelques points de son capital d'estime. Il devient pour certains "l'ami des jaunes".

Le 24 juin 1911, la Chambre se prononce pour le retour à la représentation proportionnelle contre le scrutin majoritaire à deux tours. Nous avions vu qu'en 1909 <sup>16</sup>, DRON avait voté avec la majorité contre la "proportionnelle". Cette fois, suivant la consigne de la Fédération du Nord du Parti Radical, il s'y résigne. Les républicains "proportionnalistes" cachent en fait sous cette étiquette les anciens "progressistes".

A Tourcoing, ceux-ci ne ménagent plus leurs coups contre l'indéracinable maire radical. À l'approche des élections municipales de mai, ils montent en épingle une sombre affaire au sujet des registres manuscrits des séances du Conseil municipal de Tourcoing. Le 15 janvier 1912, ils font constater par un huissier que le dernier procès-verbal retranscrit date du 18 octobre 1910! La contre-attaque des radicaux consiste à se rendre, également avec leur huissier, à la mairie de Lille est d'y vérifier la tenue du registre des comptes-rendus manuscrits des séances du Conseil.... pour constater que ce registre n'est plus à jour depuis le 31 décembre 1909, date depuis laquelle les procès verbaux sont envoyés à l'imprimerie pour en revenir imprimés et conservés dans un classeur par année. Méthode également employée par DRON; le registre des comptes-rendus manuscrits n'est plus mis à jour, puisque l'on dispose d'imprimés que l'on classe définitivement.

Démarche qui n'étouffe pas la mauvaise foi des adversaires de DRON, proportionnalistes, modérés et conservateurs réunis, qui poussent jusqu'à l'accuser d'avoir « supprimé la sténographie des séances » <sup>17</sup>. et à réclamer des mesures qui s'imposent contre « *l'incurie municipale de Tourcoing* » <sup>18</sup> au préfet du Nord et au Ministre de l'Intérieur. "La Croix" ne demande rien de moins que sa révocation. Le préfet ne donnant pas suite, l'affaire retombe aussi vite qu'elle était montée.

Cependant, connaissant le caractère expéditif de DRON, son penchant à travailler sans rendre compte, sans consulter les conseillers, et lui-même connaissant un certain retard dans la mise à jour des procès-verbaux, cette accusation a tous les traits du plausible. Elle n'en trahit pas moins l'acharnement des modérés et des conservateurs à faire basculer le maire radical-socialiste. Les résultats des municipales ne lui en seront pas pour autant défavorables.

Entretemps, le 7 mars, c'est en tant que président de la Commission des Mines qu'il ouvre l'ordre du jour sur le problème des retraites ouvrières des mineurs qui demandent la retraite à l'âge de cinquante ans et au taux de 2 frs. par jour. Mais auparavant, il rappelle que la loi de 1907 qui accorde les huit heures journalières aux mineurs peut ne pas être respectée à la lettre, à cause d'un amendement du Sénat, :

« En fait la plupart des ouvriers du fond n'ont pas obtenu la journée de huit heures, qu'il était dans nos intentions de leur donner à l'époque. Il y donc une erreur de texte à corriger. Nous ne pouvons pas supposer un instant que la Chambre n'ait plus la même bonne volonté que celle qu'elle a manifesté à cinq ou six reprises depuis dix ans et qu'elle ne veuille plus accorder à ceux qui travaillent si péniblement dans

<sup>&</sup>lt;sup>16</sup> Le 8 novembre 1909 exactement.

<sup>&</sup>lt;sup>17</sup> "La Dépêche", 25 janvier 1912.

<sup>&</sup>lt;sup>18</sup> "Le Matin", 25 janvier 1912.

le fond des mines, une journée de travail réduite comme celle que nous proposons. (Applaudissements à gauche) ».

Dans ces discussions sur la législation du travail, retraites ouvrières, réduction du temps de travail, assurances sociales ou autres sujets de discorde, les résistances sont telles que souvent le débat s'enlise. DRON ne cache pas son mécontentement. En s'adressant ce jour-là au président de la Chambre HENRI BRISSON qui lui donne la parole, il répond :

« J'étais inscrit, monsieur le Président, mais je déclare renoncer à la parole en ce moment. En effet, il me semble anormal que la Chambre passe des séances entières à discuter des motions d'enquête ou d'ajournement. Pour ma part, s'il y a, chez un certain nombre de nos collègues, une arrière-pensée d'obstruction, je ne veux pas la favoriser en quoi que ce soit. ».

Retour à Tourcoing avec les municipales de 1912. À la clôture du scrutin du 5 mai, le plus favorisé de la liste radicale, le docteur LEDUC, obtient 5.889 voix, talonné par LOUIS FLIPO, proportionnaliste, avec 5.846 voix. Les deux premiers des autres listes, ARTHUR PIERPONT, socialiste SFIO et PAUL MARTIN, républicain socialiste, reçoivent respectivement 4.837 et 1.739 suffrages. Pour le second tour, les proportionnalistes veulent une liste commune panachée. DRON contrecarre leur plan en maintenant sa liste "Solidarité Républicaine" entière et fait saisir les bulletins SFIO pour irrégularité, taillant ainsi ses adversaires à droite et à gauche.

Mais le verdict est clair : la seule liste de gauche des "Républicains Socialistes", panachée avec des noms de la liste SFIO écartée, a onze élus : un républicain socialiste, PAUL MARTIN et dix socialistes SFIO, dont ARTHUR PIERPONT <sup>19</sup>. Les vingt-cinq sièges restants sont pris par les radicaux. Contre les socialistes qui votent PIERPONT, ils élisent DRON maire le dimanche 19 mai, qui sauve son siège et prend comme adjoints FRANÇOIS LEDUC, HONORÉ LODOIS, LOUIS VANDEVENNE, JULES BRASSART <sup>20</sup>. Tous radicaux dronistes, de la vieille "Solidarité".

#### Un homme seul

Cette année 1912 est décidément pour DRON une année particulièrement noire. Comme si les ennuis politiques ne suffisaient pas, c'est une terrible douleur personnelle et affective qui le frappe au début du mois de juin.

Il avait épousé en 1883, quelques années après l'installation de son cabinet à Tourcoing, la fille de LOUIS LELOIR, MARIA LELOIR. La vie privée de GUSTAVE DRON fut toujours très discrète. Sa femme le fut tout autant, bien qu'elle se fit épouse et collaboratrice. Elle était en effet présidente de l'Association des Dames Charitables. Elle consacrait également son temps libre - n'ayant pas d'enfant, il fut important - à l'École Pratique et Ménagère de Jeunes Filles et à l'École primaire supérieure dont elle était membre du conseil d'administration. De santé fragile elle mourut le 8 juin 1912. Elle n'avait pas encore cinquante-quatre ans. Leur couple était sans histoire, mais, peut-on supposer, non sans amour ni tendresse.

<sup>&</sup>lt;sup>19</sup> PIERRE BAILLEZ, ACHILLE CASTEL, GUSTAVE DEFLO, RENÉ DESTOMBES, CONSTANT FLAMENT, HENRI ROBERT, ALFRED ROMPTEAU, ÉDOUARD TIEVERS et JOSEPH VOLT-CATTEAU.

<sup>&</sup>lt;sup>20</sup> Arch. Mun. de Tourcoing, série DIA, doc. 61.

Cette perte affective irremplaçable dut être pour DRON un choc terrible qui ne sera pas sans conséquence sur sa vie future, comme il le dit lui-même dans une lettre adressée le 16 juin 1912 aux membres de l'Assemblée Communale :

« Le besoin de recueillement après le choc cruel qui vient de m'atteindre, choc dont les effets se répercuteront sur le reste de ma vie, quelque effort de volonté que je fasse pour les atténuer, me tiendra éloigné de l'Hôtel de Ville, le jour où aura lieu la première séance qui, je le reconnais, ne pouvait être différée.

Mon absence n'a pas besoin d'excuse, mais vous m'obligeriez en voulant bien être mon interprète près du Conseil municipal pour le remercier de ma sympathie. L'attitude de la population affirmant sa participation au chagrin qui m'étreint, presque unanime - quelques misérables exception ne comptent pas - » à témoigner combien elle appréciait le rôle noble et bienfaisant de la compagne de ma vie, de l'associée de mes travaux, m'a apporté aussi un véritable réconfort.

A tous et de tout coeur, merci. » 21.

Bien des années plus tard, quand il la rejoindra dans la mort, on put lire dans les lignes d'un journal, au sujet justement de son épouse :

« [...] Il lui a survécu dix-huit ans, lui gardant un culte attendri, car seule peut-être elle sut discipliner ce grand emporté.» <sup>22</sup>.

C'est ainsi que cet homme, vieilli et fatigué par une déjà bien longue carrière, va traverser les plus durs orages de son existence sans compagne. Nous sommes en droit d'imaginer que cette souffrance nouvelle n'améliorera en rien son caractère bourru et sans complaisance. Face aux difficultés de plus en plus insurmontables, il est désormais profondément seul, de plus en plus seul...

Mais déjà, à peine les obsèques civiles du mardi I I juin sont-elles passées que la vie publique l'absorbe à nouveau et que les ennuis le guettent. Même s'il a réussi à sauver son mandat municipal face à la pression socialiste et aux manoeuvres de la droite, cette minorité de socialistes SFIO bien organisés qu'il craignait tant est dorénavant bel et bien entrée au Conseil. Alors, il demande leur invalidation et l'obtient par arrêté préfectoral du 7 juillet 1912.

Nous comprenons la colère des I I invalidés socialistes qui, au cours d'une séance du Conseil, simples assistants sur les bancs du public, crient "À bas le tyran !", "À bas l'empereur !", "Démission !" et entonnent l'Internationale. Le maire fait prononcer le huis-clos et évacuer la salle par la police. Cette attitude hautaine et sans complaisance à l'égard de ses adversaires politiques, certes de plus en plus exigeants et vindicatifs, peut-elle être excusée par la récente mort de sa femme ?

Quoiqu'il en soit, les élections complémentaires sont prévues pour le 6 octobre suivant. Les républicains proportionnalistes, conscients de n'avoir pas plus de chance qu'au deux premiers tours, recommandent de voter pour les onze invalidés - leurs ennemis collectivistes! - dans le simple but de replacer DRON dans la même situation critique et inconfortable. Une déclaration de PIERPONT accuse les radicaux de vouloir favoriser la droite. Alors, DRON en tête, ils demandent à leurs

<sup>&</sup>lt;sup>21</sup> Arch. Mun. de Tourcoing, PVDCM 1912, p.268.

<sup>&</sup>lt;sup>22</sup> "L'Ami du Peuple", 23 août 1930.

électeurs de s'abstenir, de bouder les élections, afin que par dérision soient réélus sans opposants les onze socialistes. Ce qui est bien logiquement la conclusion de ces manoeuvres! Ces événements de la vie politique tourquennoise de l'immédiat avant-guerre sont significatifs de la tension croissante des rapports en radicaux, qui défendent leurs positions acquises, et socialistes, qui montent à l'assaut du pouvoir.

Au cours de l'année suivante, la France se divise à nouveau, cette fois au sujet de la loi militaire des "trois ans", projet du gouvernement BARTHOU qui propose de porter de deux à trois ans la durée du service militaire. À Tourcoing, au cours du printemps 1913, la CGT, la SFIO et la "Solidarité Républicaine" (radicale-socialiste) organisent leurs meetings de protestation contre cette impopulaire proposition de loi. Le 19 juillet, socialistes indépendants, socialistes SFIO et radicaux-socialistes se retrouvent sur les bancs du Palais Bourbon pour voter son abrogation, face à l'union de l'"Action Libérale Populaire" (ALP), de la Gauche Radicale, des progressistes et des radicaux. Ces derniers l'emportent par 358 voix contre 204. Le service militaire sera désormais de trente-six mois. Les esprits se préparent à la guerre.

#### Victoire du socialisme

Aux élections législatives de 1914, la droite, dans son obstination à faire vaciller DRON coûte que coûte, donne ordre à quelques-uns de ses électeurs de voter pour le candidat socialiste INGHELS. L'inflation artificielle des suffrages socialistes devant donner à INGHELS l'avantage sur DRON, afin de lui interdire de se présenter au second tour. La tactique donne satisfaction à l'issue du premier tour :

INGHELS	7.802
DRON	7.572
SALVETTI	5.993

Au second tour, après que DRON se soit désisté pour INGHELS, la droite recommande bien évidemment à tous ses électeurs de soutenir cette fois son candidat, ANTOINE SALVETTI, nationaliste notoire de l'ALP, partisan de DEROULEDE. Elle espère que les radicaux, par peur du collectivisme, se retourneront vers le conservateur pour barrer la route au socialiste.

Mais 1.213 radicaux préfèrent s'abstenir plutôt que de choisir le bouillant SALVETTI. Si ce dernier récupère 3.034 voix que perd INGHELS, celui-ci en reçoit plus de 5.000 des radicaux! Les socialistes en bloc, rejoints par la majorité des radicaux et radicaux-socialistes, ont fait triompher INGHELS:

INGHELS	10.525
SALVETTI	9.029

Ironie du sort, la droite a contribué à la victoire de son plus mortel ennemi, le socialisme, dans le dessein de déboulonner DRON de son siège parlementaire. Maigre consolation pour elle, le député sortant GROUSSEAU, que nous retrouverons dans les grandes luttes religieuses de Tourcoing, mis en ballotage au premier tour, est réélu au second avec une mince majorité de 600 voix.



La délégation des enfants des écoles communales (Photo Janssens)

« Il se montra laïc, partisan convaincu de l'école unique, qui doit permettre aux enfants des classes laborieuses d'acquérir la même culture que celle encore réservée aux classes possédantes, à une époque où tout le monde se dit laïc. »

M. HUISMAN, Président de la section tourquennois de la Ligue des Droits de l'Homme. Discours des Funérailles. Août 1930.

# 5. UN ANTICLÉRICALISME RÉPUBLICAIN ET ... RADICAL

#### La laïcité

C'est dans la perspective d'abattre définitivement l'Ancien Régime que les républicains s'en prirent à l'Église, son plus solide pilier. Dès le Second Empire, la laïcisation faisait partie des programmes avancés des opposants. Républicains ennemis de la religion, non, mais opposés à la réaction conservatrice catholique, oui. Il est indéniable que les conservateurs eurent pour rempart l'Église et que les Républicains la virent souvent entraver leurs entreprises ; « intellectuellement, elle verse dans l'obscurantisme, politiquement dans la réaction » <sup>23</sup>.

Et c'est bien sur le terrain de l'enseignement à l'école, de la formation intellectuelle, morale et philosophique de la jeunesse, enjeu fondamental, que le combat pressait. C'est sous l'impulsion de JULES FERRY que les lois ou décrets de 1880 à 1881 proscrivent les jésuites et obligent maristes ou autres congrégations à solliciter l'autorisation de subsister. Puis les lois de 1881 et 1882 instituèrent l'école obligatoire, gratuite et laïque, en interdisant de plus à tous les religieux l'accès aux locaux scolaires laïcs.

Précisons que ces lois n'en avaient pas moins un côté conservateur qui déplaisait à l'extrême gauche, aux socialistes révolutionnaires, puisqu'elles avaient pour but de substituer à la religion une morale non dogmatique mais bien traditionnelle néanmoins. Mais ceux-ci acceptaient de défendre la République aux côtés des modérés, opportunistes ou même bourgeois, sur le front de la querelle religieuse, selon le principe de la "défense républicaine", tant était tenace la résistance des catholiques. Sans oublier que les luttes religieuses faisaient oublier la question sociale aux principaux intéressés, et peuvent être en ce sens considérées comme un frein, une diversion aux progrès sociaux ; « Le grand cheval de bataille pour éviter les transformations sociales », pouvait surenchérir la droite <sup>24</sup>.

### Tourcoing à la veille des grandes luttes religieuses

La guerre scolaire, si elle est violente sur l'ensemble du territoire national, se trouve encore plus exacerbée dans le département du Nord. Le contexte social que nous lui connaissons maintenant - forte poussée de l'industrialisation contre secteur primaire prédominant, percée des sentiments républicains puis socialistes contre persistance des affections monarchistes voire bonapartistes, dense implantation de congrégations religieuses notamment dans le domaine de l'enseignement - ne pouvait que contribuer à rendre plus véhémente la querelle des ennemis irréconciliables, catholiques intransigeants et laïcs anticléricaux.

Parmi ces derniers, notons outre les socialistes et les républicains convaincus, les ouvriers des villes et les paysans des campagnes déchristianisées comme le Cambrésis <sup>25</sup>.

<sup>&</sup>lt;sup>23</sup> Jean-Pierre AZEMA, la IIIe République.

<sup>&</sup>lt;sup>24</sup> F. PONTEIL, "Les classes bourgeoises et l'avènement de la démocratie".

<sup>&</sup>lt;sup>25</sup> B. MÉNAGER, "La laïcisation des écoles communales dans le département du Nord, 1879-1899, Lille 1971. Thèse de Ille cycle. Et rappelons que DRON était originaire du Cambrésis.

Et justement, de la fin du XIXe siècle à la première moitié du XXe, les deux grandes paroisses de Tourcoing sont dirigées par des curés au règne long et à l'influence pesante. Pour Saint-Christophe, le curé VAN BOCKSTAEL de 1876 à 1902 puis l'abbé JEAN-BAPTISTE LECLERCQ de 1902 à 1930. À Notre-Dame des Anges, le curé-doyen DEBRABANT. Jusqu'aux premières victoires des républicains, ces curés, notamment celui de Saint-Christophe, faisaient partie des personnages de premier plan. À leur autorité morale s'attache une autorité politique de fait. Ce n'est qu'à partir de 1880 environ que s'affaiblit l'emprise du clergé sur la vie politique et sociale de la ville.

Ainsi, le curé VAN BOCKSTAEL, qui fera élever l'église du Sacré-Coeur, rehausser le clocher de Saint-Christophe en 1890, continue l'oeuvre de ses prédécesseurs, à savoir l'organisation de patronages pour les adolescents, afin de « former des ouvriers honnêtes à l'école du respect et de la probité », confiés aux congrégations religieuse comme les Capucins ou les Rédemptoristes. Contre l'école laïque et ses « ravages », il multiplie les ouvertures d'écoles catholiques et organise en 1890 le comité des Écoles Libres. Contre les « mauvaises doctrines, le socialisme et l'irréligion », il fonde "Le Courrier de Tourcoing", journal catholique intransigeant qui devient "L'Écho de Tourcoing" avant de disparaître avec l'apparition de "La Croix du Nord" en 1893. Sans oublier la présence et l'action des religieuses d'usine, qui sous la houlette d'un patronat paternaliste, apportent secours et soutien aux prolétaires condamnés à un mode de vie inhumain.

De l'église à l'usine, du patronage au syndicat, le clergé étend son influence que l'opinion tourquennoise ressent de plus en plus lourde. De la religion à la politique, il n'y a qu'un pas, qu'il franchit rapidement et maladroitement.

Soulignons aussi le rôle de personnages comme AUGUSTE BIGO, dont nous parlions au début de cet ouvrage, qui soutiennent sans faiblesse l'Église assaillie par la République. Il était de ceux qui, en 1883, avaient crié au scandale lors du démarrage des travaux du Lycée de Garçons du boulevard Gambetta, « ce bâtiment aussi inutile pour l'instruction de la jeunesse que désastreux pour les finances de la ville et les principes religieux... ». Trois ans plus tard, il avait persisté dans son entêtement contre l'école laïque lors du vote des crédits municipaux pour la création d'un lycée de jeunes filles : « [...] les parents qui veulent des filles matérialistes n'ont pas besoin de faire payer cette idée-là avec l'argent du public. ». Le docteur DEWYN, ami et compagnon de travail de DRON, lui demandera un jour : « mais de quel tribunal d'Inquisition faites-vous donc partie ? ».

Cette résistance des élites locales à la République laïque ne peut se concevoir sans l'appui d'une large portion de la masse populaire, à laquelle se heurtent les instituteurs nouvellement nommés, quand ils ne sont pas eux-mêmes encore fortement influencés par le catholicisme.

D'autre part, VICTOR HASSEBROUCQ, maire républicain modéré jusqu'en 1899, donc au moment de l'application des lois de 1881 à 1886, n'a jamais fait preuve d'un excès de zèle dans l'application des lois laïques, à la grande insatisfaction du jeune conseiller municipal GUSTAVE DRON. Et c'est le moins qu'on puisse dire. Catholique pratiquant, n'osant guère entrer en conflit ouvert contre les autorités religieuses de la ville, HASSEBROUCQ ménage la chèvre et le chou. La situation de l'enseignement à la veille de nouvelles lois poussant plus loin la laïcisation est telle « qu'il reste donc en 1899 à laïciser les écoles laïques », comme le souligne BERNARD MÉNAGER dans son ouvrage <sup>26</sup> qui contient tous les détails que nous ne reprendrons pas ici.

Précisons simplement qu'à l'origine, cinq des sept écoles communales primaires de garçons de Tourcoing sont tenues par des congrégations. Une seule est laïcisée, sans précipitation en 1899, parce

<sup>&</sup>lt;sup>26</sup> B. MÉNAGER, op. cit. p. 268.

que le père directeur est décédé. Les autres ne le seront qu'au terme des cinq ans de délai prescrits par la loi de 1886. Si en revanche les écoles communales primaires de filles sont brutalement laïcisées, c'est en réponse aux constantes agressions verbales des catholiques intransigeants que la municipalité HASSEBROUCQ veut faire taire. Au moment où DRON succède à ce dernier, le nombre d'enfants instruits par l'école publique est équivalent à celui des élèves des écoles privées.

# La loi du 1 er juillet 1901

Après un apaisement dans les dernières années du XIXe siècle, la querelle religieuse se ranime avec la loi du 1er juillet 1901 qui met les congrégations religieuses hors du droit commun des associations, deuxième acte principal du gouvernement WALDECK-ROUSSEAU après la résolution de l'Affaire DREYFUS. DRON avait voté en mai 1900 la confiance envers ce gouvernement du "Bloc des Gauches".

Or, à Tourcoing, où il est alors maire depuis moins de deux ans, la situation des nombreux établissements congréganistes - scolaires ou non - est cependant bien établie : les Frères des Écoles Chrétiennes, les Franciscains de Notre-Dame des Anges, les Soeurs de Sainte-Thérèse, les Filles de la Charité de Saint-Vincent-de-Paul, sont déjà légalement autorisés et ne tombent donc pas sous le coup de la loi. Cependant, les Dames de la SaintE-Union, les Auxiliatrices, doivent déposer une demande d'autorisation législative. D'autres préfèrent quitter la ville et passer la frontière pour se réfugier en Belgique, telles les Petites Soeurs de l'Ouvrier et les Soeurs Noires, inaugurant par là l'exode des congrégations du début du XXe siècle.

Avec les législatives d'avril-mai 1902, la direction du gouvernement passe de l'autoritaire WALDECK-ROUSSEAU à l'impitoyable ÉMILE COMBES. De nombreux documents préfectoraux témoignent du zèle avec lequel la préfecture du Nord organisa les enquêtes sur les congrégations de la région, qui révèlent de nombreuses écoles congréganistes non autorisées, telles à Tourcoing les maternelles et primaires des Dames de La Sainte-Union et la maternelle des Soeurs de la Charité.

# ÉMILE BARROIS contre-attaque

DRON fait appliquer à la lettre, et non sans une certaine rigueur qui trahit son fort sentiment anticlérical, les directives émanant du gouvernement COMBES pour interdire toutes les écoles non autorisées. Cependant, le mercredi 23 juillet 1902, l'expulsion des Soeurs de la Charité de l'école maternelle, rue du sergent Bobillot, ne se déroule pas sans accrochage. Une foule conséquente est venue soutenir moralement les Soeurs.

ÉMILE BARROIS est venu aussi, qui s'adresse aux hommes : « Citoyens, vous êtes venus pour protester contre l'outrage fait à la liberté! [...] ». Et alors que quelqu'un lance « Vive la république! ». Il répond immédiatement : « Oui, vive la République! Mais la République des honnêtes gens, la République qui n'est pas conduite par les proscripteurs! ». La foule se dirige vers l'Hôtel de Ville pour y détacher une délégation. Mais ce jour-là, DRON est retenu à Paris par son mandat parlementaire. Le Conseil municipal propose à la délégation de se représenter le dimanche suivant, le 27 juillet. Le lendemain, le même scénario se reproduit avec les Dames de la Sainte-Union. Mais cette fois des bagarres éclatent entre la police et des manifestants. La foule est dispersée, quelques meneurs arrêtés. Toute la

métropole s'agite. De retour de Paris le vendredi 25, DRON prend des mesures draconiennes dans la soirée même : interdiction de toute manifestation sur la voie publique.

Le 27, comme prévu, se présente la délégation conduite par ÉMILE BARROIS, PIERRE DEFRETIN, maire d'Halluin et ALEXANDRE JOIRE, conseiller municipal de Bondues. Mais la foule s'est rassemblée sur la Grand Place, malgré l'interdiction municipale. Devant le refus caractérisé d'obéissance à son arrêté, DRON ne garde pas la tête froide. Il refuse ni plus ni moins de recevoir la délégation en guise de représailles. Des militants socialistes, fleur d'églantine à la boutonnière, s'immiscent parmi les manifestants et de nouvelles bagarres éclatent.

Le lendemain, lundi 28 août, des tracts s'en prennent au maire, dénonçant son attitude de la veille :

« Habitants de Tourcoing ! Au jour de son entrée en fonction, M. DRON maire de Tourcoing, a déclaré hautement que, sous son administration, les portes de l'Hôtel de Ville seraient toujours ouvertes à tout le monde. Nous nous sommes présentés hier matin. Nous voulions, au nom de l'immense majorité de nos concitoyens, déposer entre les mains du premier magistrat de la ville une protestation contre la fermeture des écoles des soeurs et une requête pour leur réouverture. M. le maire a refusé de nous recevoir. Nous vous faisons juges de ses paroles et de son acte. »

DRON réplique rapidement. Il fait interdire la traditionnelle procession religieuse du 15 août,

« Considérant que les manifestations organisées le mercredi 23 et le dimanche 27 juillet 1902, pour protester contre l'application de la loi sur les associations ont amené des troubles graves, considérant que les processions qui se font habituellement le 15 août à Tourcoing pourraient provoquer une nouvelle agitation et entraîner des scènes de désordre.» <sup>27</sup>.

Il va plus loin encore le 22, en faisant voter par le conseil municipal et sur une proposition du socialiste DUMORTIER, une motion de félicitations au gouvernement COMBES pour sa rigueur et son énergie dans la lutte contre le cléricalisme et pour la séparation de l'Église et de l'État. Jugeant qu'il abonde un peu trop dans le sens des collectivistes, le radical JULES DASSONVILLE écrit dans le modéré "Journal de Roubaix" qu'il « regrette cette interdiction au nom de la liberté et qu'il faut de la religion, même si le clergé tourquennois se croit maître de tout et abuse de sa position. ».

Quelques jours plus tard, BARROIS organise à Tourcoing un meeting de protestation où 2.500 personnes, selon les rapports de police peu susceptibles de gonfler les chiffres, écoutent successivement les discours de CONSTANT GROUSSEAU, JACQUES PIOU et MARC SANGNIER <sup>28</sup>. BARROIS y félicite les « *jeunes gens dévoués, dont certains ont eu l'honneur d'être cités devant les tribunaux pour la défense des libertés.* » <sup>29</sup>. On y chante également un refrain satyrique destiné au maire, intitulé "Gustave".

Au cours de l'année 1903, on assiste à une baisse de tension. Durant l'été, une nouvelle vague d'expulsion est prévue par le gouvernement. À Tourcoing, elle ne peut être appliquée à cause de retards dans la construction d'écoles. De plus, une enquête préfectorale du mois de juillet <sup>30</sup> conclut

<sup>&</sup>lt;sup>27</sup> Arrêté municipal du 4 août 1902.

<sup>&</sup>lt;sup>28</sup> MARC SANGNIER (1873-1950). Fils de riche famille bourgeoise, polytechnicien, catholique rallié, organisateur de la "Jeune Garde". Actif propagandiste condamné par Pie X. Pacifiste, rallié au Front Populaire. Fondateur de la Démocratie Chrétienne.

<sup>&</sup>lt;sup>29</sup> Discours de M. BARROIS, Arch. Dép. du Nord, série T, doc. 123.7.

<sup>&</sup>lt;sup>30</sup> Arch. Dép. du Nord, série V, doc. 6.35.

que 1.248 enfants en maternelle et 1.936 en primaire ne pourraient être accueillis si la ville fermait toutes les écoles brusquement, selon les ordres du gouvernement que les municipalités de Roubaix et Tourcoing ne sont guère pressées d'appliquer. L'existence même de ce document et ses conclusions tendent à prouver que la municipalité, comme celle de Roubaix mais pour des motifs différents, n'expulse pas à tort et à travers sans songer aux enfants.

Le dimanche 17 janvier 1904, suite au refus d'autorisation et donc à la fermeture de l'école de la rue du Clinquet des Soeurs de Sainte-Thérèse et de la maternelle de la rue Augereau des Soeurs de l'Enfant-Jésus, BARROIS, toujours lui, rassemble 3.000 fidèles dans la rue. Mais cette fois, la manifestation se déroule sans aucun incident et se conclut par la remise à l'Hôtel de Ville d'une motion rédigée.

### La loi du 7 juillet 1904

Cette courte accalmie de l'année 1903 était de celles qui précèdent les gros orages : le 7 juillet 1904, une loi du gouvernement COMBES qui vivait ses derniers mois, abolit purement et simplement l'enseignement congréganiste, ne faisant plus la différence entre établissements autorisés ou non autorisés. La fermeture des écoles doit être appliquée sans retard. Alors le 13 juillet, l'administration municipale, soutenue par les autorités préfectorales et fermement entraînée par DRON, ratifie la fermeture de dix écoles religieuses.

Quand démissionne COMBES, le 18 janvier 1905, son oeuvre de laïcisation est accomplie, et ses dernières conséquences s'enchaîneront jusqu'à leur aboutissement logique. La dispersion des congrégations, la fermeture, l'inventaire et la mise en vente des anciens bâtiments scolaires congréganistes s'étalèrent sur trois ans, jusqu'en 1907.

#### Détournement du monastère des Franciscains

À Tourcoing, l'impression générale est que le maire orchestre les opérations de main de maître, à la grande colère des religieux. On le voit souvent agir en solitaire, profitant des grands bouleversements et de la défaite de ses adversaires pour assouvir ses désirs et réaliser ses projets. Nous remarquons la suite dans ses idées et dans son action politique, rarement détournée de ses buts, seulement parfois retardée. Ainsi, il acquiert le 30 septembre 1905, au tribunal civil de Lille, au nom de la municipalité de Tourcoing et pour 350.000 frs. le monastère des Franciscains de Notre-Dames des Anges, situé rue des Ursulines. Le Conseil municipal vote son accord le 20 octobre, ce qui signifie que DRON, une fois de plus, met ses conseillers au pied du mur ; il agit seul et ensuite leur fait "approuver" ses actes !

Nous avions vu qu'aux alentours de 1886 il avait été question de créer un collège de jeunes filles. Ce qui n'avait pas été fait à cause de l'opposition conservatrice et faute de bâtiments suffisants pour l'aménagement obligatoire d'un internat <sup>31</sup>. Constatons que DRON n'a pas renoncé à cette idée : il fait voter par le Conseil, lors de la séance du 2 février 1906, la proposition d'installer dans ces bâtiments

<sup>31</sup> L'État avait refusé la création d'un collège faute de bâtiment d'internat, mais n'avait pas interdit de dispenser des cours dans un externat.

ce fameux collège de jeunes filles. Les religieuses, alors réfugiées en Belgique, furieuses de voir leur propriété métamorphosée en « un foyer d'athéisme et d'irréligion », protestent de manière véhémente.

Et visant GUSTAVE DRON : « [...] et sous la férule du maître, il ne s'est pas trouvé au Conseil municipal de Tourcoing une seule voix pour protester ; tous ont ratifié le sacrilège, sans penser peut-être qu'ils encouraient l'excommunication et qu'ils se rendaient complices d'un vol [...] ».

Car elles comptent bien recouvrer leur propriété, à laquelle il n'est pas question qu'elles renoncent, par cette menace que DRON moque en la désignant de « foudre d'un autre âge ».

Il est compréhensible que cette ardeur "militante" des catholiques, civils ou religieux, soit rendue indispensable par les "persécutions" des maires anticléricaux, dont GUSTAVE DRON est un représentant typique. La jeunesse se mobilise, et c'est ainsi que l'on voit régulièrement les jeunes gens de la "Jeune Garde" <sup>32</sup> défiler dans les rues de la métropole lilloise ou assurer sans douceur le service d'ordre des meetings où vient parler, entres autres orateurs, le célèbre MARC SANGNIER. Le 4 février 1906, un mois avant les inventaires, on les voit défiler dans les rues de Tourcoing, défiant une fois de plus GUSTAVE DRON.

# La séparation de l'Église et de l'État

Si l'on exclut le cataclysme de la Grande Guerre, les inventaires de mars 1906 furent, après les diverses grèves ouvrières, les événements qui marquèrent le plus l'histoire de Tourcoing.

La lutte contre les congrégations bouclée par la loi du 7 juillet 1904, la majorité parlementaire républicaine s'attaque alors au Concordat pour réaliser la séparation de l'Église et de l'État. La Chambre met à l'ordre du jour en mars 1905 le projet de loi rapporté par ARISTIDE BRIAND, qui aboutira à la loi du dimanche 9 décembre 1905 sur la séparation de l'Église et de l'État. Rappelons rapidement qu'étaient déclarées propriétés de l'État les biens des églises qui ne se soumettaient pas. Elles ne se soumirent pas et résistèrent avec l'ordre et la bénédiction du Saint-Siège.

On procéda donc à l'inventaire de ces biens, et à Tourcoing, ce fut au cours de trois journées tumultueuses, décrites par un partisan de CONSTANT GROUSSEAU et ÉMILE BARROIS, GABRIEL DELACROIX, catholique conservateur qui écrit dans la "Croix du Nord". Son opuscule daté du 6 avril 1906 <sup>33</sup> ne ménage guère DRON : « La loi maudite est un long travail préparé par la Franc-Maçonnerie et établi par les députés du Bloc. ». Alors que CONSTANT GROUSSEAU y est décrit en « héros défenseur de la liberté à la Chambre » , GUSTAVE DRON est « muet comme une carpe pendant tous les débats, d'une nullité politique désespérante ». De plus, « il a voté des deux mains et les yeux fermés la loi maudite, il a mis au service de l'odieuse Franc-Maçonnerie, dont il est le plat valet au service du mensonge, de l'injustice, du vol et de l'iniquité, à l'oeuvre de déchristianisation de la France et de l'asservissement de l'Église, la haine aveugle, la passion froide et calculée, l'imposture et la fourberie du sectaire. ».

Il faut préciser que les inventaires sont la conséquence de la condamnation par Rome de la susdite loi, alors que l'épiscopat français était prêt à accepter une séparation loyale. Seule une minorité

<sup>&</sup>lt;sup>32</sup> Groupement départemental de la Jeunesse Catholique fondé à Lille par GEORGES CIEREN en mai 1897. Le grand organisateur en est MARC SANGNIER.

<sup>&</sup>lt;sup>33</sup> Le premier acte de la "Loi Maudite" à Tourcoing.

"d'évêques batailleurs" vont pousser au conflit ouvert. Comme dans la région Nord, et tout particulièrement à Tourcoing, cette ville "citadelle de la religion", où le clergé est plutôt combatif.

Attaché à l'anticléricalisme républicain, DRON ne pouvait avoir la tâche facile face à l'opposition des notables catholiques qui lui avaient demandé de ne pas voter « une loi qui serait un ferment de désordre pour la cité ». Il vota cependant la loi avec l'ensemble de la gauche et la majorité des radicaux ou républicains anticléricaux, bien que les mesures anticléricales ne soient pas très populaires dans le Nord, exception faite des grands centres urbains qui sont à la fois des foyers d'intégrisme et d'irréligion. Les trois-quarts des petites et moyennes municipalités de la région ont toujours été favorables à l'autorisation des congrégations.

#### Les inventaires des 5, 6 et 7 mars 1906

Le lundi 5 mars 1906, premier jour des inventaires, il était à Paris en visite officielle pour inviter à l'Exposition Internationale de Tourcoing, le nouveau Président de la République, ARMAND FALLIÈRES,<sup>34</sup>. Ce qui permet à ses adversaires de voir en ce déplacement une fuite calculée, et de se moquer de lui par un article satyrique, "Viens Fallières, viens !" qui reprend l'air d'une rengaine populaire de café-concert, "Viens poupoule, viens !" <sup>35</sup>.

Mais nous sommes autorisés à ne pas considérer les choses sous cet angle. DRON n'a jamais cessé ni craint de s'afficher anticlérical : « [...] je n'ai pas changé d'attitude depuis que j'ai eu l'honneur de lui succéder (VICTOR HASSEBROUCQ, ndlr) à la mairie de Tourcoing [...] ». Il estime qu'une bonne majorité de ses concitoyens ont « invariablement affirmé, avec une persévérance qui est à leur honneur, leur volonté de soustraire l'État et le pouvoir civil à la domination de l'Église...<sup>36</sup> ». De plus, pressentant les difficultés, il avait pris soin de faire afficher sur les portes des églises l'avis suivant :

« L'inventaire des biens des fabriques d'églises doit se faire prochainement à Tourcoing comme dans toutes les communes de France. Il n'a pas pour but et ne saurait avoir pour résultat de déposséder les catholiques des biens religieux dont la loi leur a reconnu la jouissance. Les protestants l'ont compris et s'y sont prêtés de bonne grâce. C'est une mesure conservatoire destinée, dans l'intérêt même de la religion, à empêcher maintenant ou plus tard, soit le détournement, soit la négociation de ces biens.

S'opposer à l'accomplissement de cette formalité administrative, c'est se mettre en rébellion contre la loi. C'est chercher à susciter des scènes de désordre qu'un fanatisme aveugle pourrait seul inspirer. S'il s'en produisait, la responsabilité en retomberait sur ceux qui les auraient provoqués et il en serait fait justice.

Nous avons tenu, conscient des devoirs que nous impose notre charge, à faire cette déclaration. Les hommes de bonne foi qui ne se soucient que du respect de leurs croyances ne se prêteront pas, nous voulons l'espérer, à des manifestations qui ne sauraient poursuivre qu'un misérable but politique. Les bons citoyens sont avertis : ils voudront éviter à leur ville les scènes de désordre et de violence qui ont, inconsidérément ou par suite de calculs inavouables, désolé tant de communes françaises. ».

<sup>&</sup>lt;sup>34</sup> Élu le 18 février 1906.

<sup>&</sup>lt;sup>35</sup> "Le Courrier de Tourcoing", mars 1906.

<sup>&</sup>lt;sup>36</sup> Extrait d'une lettre de DRON au doyen DEBRABANT.

On ne peut penser que l'homme qui faisait appel à la sagesse et au calme, même s'il était hostile à la place prépondérante que le clergé prétendait occuper dans les affaires politiques, ne respectait point les croyances différentes qui ne sont que du ressort privé des consciences individuelles.

Mais l'"Action Libérale Populaire" de BARROIS ne l'entend pas de la même oreille. Avec l'accord tacite du clergé, elle organise méthodiquement la résistance. Des affiches surgissent en réponse à l'avis municipal, incitant à la résistance ferme et à l'action de force :

# « Catholiques, à vos postes!

Fils de l'Église, défendez son droit de propriété. Le Pape et notre archevêque nous ont dicté notre devoir. Obéissons. Rappelons-nous la fermeture de nos écoles et l'inventaire qui a précédé la confiscation de Notre-Dame des Anges.

# Citoyens!

On se demande pourquoi nous protestons. Parce que nous en avons plein le dos. Depuis trop longtemps on traite les catholiques en parias dans leur propre pays... Les catholiques ne laisseront pas profaner leurs églises. Ils résisteront jusqu'au bout.

M. DRON sait très bien que la loi de séparation qu'il a voté enlève aux catholiques la propriété de leurs églises et ne leur en laisse qu'une jouissance précaire. M. DRON sait très bien que la loi de séparation qu'il a voté avec toutes les aggravations n'a pas été faite contre les protestants, mais uniquement contre les catholiques. Donc M. DRON, dans son affiche hypocrite, ment effrontément. ».

Reconnaissons que les expulsions des congrégations religieuses et le sentiment d'injustice qui y est attaché excusent l'agressivité des catholiques. Cependant restent inexcusables la violence des écrits de GABRIEL DELACROIX qui s'en prend aux "apaches" en général, la foule des ouvriers anticléricaux, et à "l'homme néfaste" en particulier, le député-maire de la ville;

« [...] sa présence à la tête d'une ville et d'une contrée comme les nôtres est pire qu'un contresens, c'est une monstruosité. [...] serviteur à gage de la pieuvre maçonnique, [...] seules sa morgue insolente, son insupportable suffisance et par dessus tout sa haine contre la religion expliquent son succès [...] homme dont les lèvres distillent le fiel quand il parle de religion, coutumier de l'échec quand il parle et quand il écrit [...] ».

Les qualificatifs "indigne", "sans-coeur", "sacrilège", "cynique menteur", "Pilate" et d'autres encore ne lui paraissent pas exagérés. Non sans oublier de rappeler les pillages de 1791 de la Révolution, il termine en adjurant les citoyen de « [...] l'empoigner de l'enlever et que d'un geste vengeur et libérateur, il soit expédié lestement ».

En ce qui concerne l'accusation de franc-maçonnerie, nous y avons déjà répondu, mais ajoutons que cette insulte à la vie longue et que, de plus, elle n'est toujours que calomnieuse. En effet, nous savons qu'incontestablement aucun parti n'était à la solde du Grand Orient, et les radicaux-socialistes, les plus soupçonnés par les catholiques, n'étaient pas manipulés par les loges. Mais ils en répandaient les idées forces.

C'est dans ce climat passionné que les églises de Tourcoing, Saint-Christophe, Notre-Dame des Anges, Saint-Joseph, Saint-Éloi, Notre-Dame de Lourdes, le Sacré-Coeur se transforment dès ce lundi 5 mars en petites forteresses. Nous soulignons le travail méthodique, rapide et impressionnant des défenseurs.

Il n'est pas question ici de décrire dans le détail le récit des événements de ces trois pénibles et tumultueuses journées. Les défenseurs sont fanatisés, la foule qui se concentre autour des églises est plutôt curieuse que partie-prenante, même si certains d'entre eux en viennent parfois aux mains avec les retranchés. À Saint-Christophe, où la résistance fut parmi les plus vaillantes, l'abbé LECLERCQ, curé de combat, avait accroché sur le toit une énorme banderole sur laquelle on pouvait lire :

# "AUJOURD'HUI CAMBRIOLAGE OFFICIEL DES ÉGLISES DE TOURCOING. OEUVRE SACRILÈGE DE M. DRON ET DE SES ÉLECTEURS".

Du clocher de l'église de Notre-Dame des Anges, on lance des billets imprimés : "Adieu, Gustave, à tes 9.000 francs par an !".

Les agents municipaux et préfectoraux de l'enregistrement, accompagnés de commissaires de police et de gendarmes, se heurtent aux portes closes de toutes les églises ; Saint-Joseph, Notre-Dames de la Marlière, Saint-Éloi, le Sacré-Coeur, Saint-Louis, Notre-Dame de Lourdes, Notre-Dames des Anges. Les défenseurs, que certains groupes dans la foule couvrent parfois d'injures ou tentent de molester, outre leur détermination, veulent faire montre d'héroïsme, se battant seul contre tous avec la force du désespoir. Il faut amener à Tourcoing l'armée et faire appel au génie militaire et aux serruriers civils pour réduire tous ces bastions, dans un climat de guerre civile rarement atteint.

Au soir du mercredi 7 mars, les inventaires sont terminés. Mais ni la haine ni la colère n'ont désarmé. Comme mesure vexatoire, DRON exige que les industriels qui ont contribué aux travaux de fortification en apportant d'énormes balles de coton, rédigent une demande écrite et signée s'ils veulent récupérer leurs biens!

# Une occasion d'apaisement ratée

Nous avons vu que quelques semaines plus tard s'ouvre la grande Exposition Internationale Textile de Tourcoing, située dans le quartier du Flocon, au delà du canal. Manifestation grandiose, ouverte de juin à octobre, que le député-maire avait organisée avec la précieuse et utile collaboration du président de la Chambre de Commerce, EUGÈNE JOURDAIN. Or celui-ci est catholique, mais fait passer les intérêts de la ville avant ses sentiments personnels, à l'instar de DRON. Ce rapprochement des deux hommes peut témoigner de la facilité avec laquelle quelques hommes de bonne volonté peuvent coopérer sans arrière-pensées malgré leurs différences politiques et religieuses.

Le 5 juillet, au cours du banquet de clôture du Congrès du Commerce et de l'Industrie, les deux hommes se remercient et se congratulent. À commencer par DRON :

« Il y a pu avoir des temps où les passions politiques nous séparaient, où nous étions armés les uns contre les autres [...] j'ai rencontré en JOURDAIN un homme d'esprit large et de conciliation aimable. Un homme éclairé qui m'a puissamment aidé et a gracieusement contribué à faire ici l'apaisement indispensable à la réussite d'oeuvres capables d'assurer le bon renom de notre cité [...] ».

### Et JOURDAIN de lui répondre :

« [...] elle a été une entreprise hardie, conçue et exécutée, non sans beaucoup de difficultés, par un homme qui n'hésite pas, et qui, d'un courage et d'une énergie indomptable, mène à bien ce qu'il

entreprend : j'ai nommé M. DRON, député-maire de Tourcoing. Mon devoir est de lui rendre cette justice [...] ». <sup>37</sup>

De l'autre côté, le "Courrier de Tourcoing" fait paraître dans le courant du mois d'octobre divers articles qui fustigent « le bonasse M. JOURDAIN » et les « catholiques les plus en vue qui ont participé à l'apothéose de l'anticlérical DRON » :

« [...] laissons ces gogos en compagnie de M. JOURDAIN chanter les louanges de M. DRON ce grand philanthrope ! [...] ».

Le 8 octobre est la journée de l'exposition où les attractions sont gratuites pour les élèves des écoles publiques. Journée de faveur pour les enfants décidée par DRON, mais qui, par esprit de conciliation, accepte la demande de JOURDAIN d'offrir le même avantage aux enfants des écoles catholiques. Mais au dernier moment, le Comité des Écoles Libres refuse la nécessaire participation aux frais qu'implique cette faveur, déjà en grande partie couverts par la Caisse des Écoles Publiques. Cette fois, les intransigeants perdent l'opinion publique, et même le modéré "Journal de Roubaix" s'en prend à ceux qui ont refusé cette main tendue :

« Le Comité a commis l'une des ses erreurs [...] qui ont fait tant de mal à Tourcoing et ailleurs, mais à Tourcoing surtout depuis trente ans. [...] Il fallait accepter pour le principe [...] et voilà en quoi on s'est trompé en certains milieux en montrant dès le premier jour une hostilité de part-pris contre l'exposition. ».

Mais cela n'arrête pas le "Courrier de Tourcoing", qui pavoise sans gloire après la fermeture de l'exposition le 14 octobre :

« [...] l'exposition est bien morte, et nous en sommes heureux pour les petits commerçants de Tourcoing. ».

Le clergé tourquennois non seulement lutte à contre-courant, mais en plus donne à ses adversaires toutes les armes dont ils vont se servir contre lui. C'est en repoussant tout conciliation que sa position sera de plus en plus indéfendable aux yeux de l'opinion publique, déjà en voie de déchristianisation.

### Presbytères, processions et sonneries des cloches

Le député-maire qui n'avait déjà pas beaucoup de patience ni d'indolence à l'égard de ces curés de choc, en éprouve de moins en moins. Les tentatives de rapprochement restant vaines, ses amis catholiques étant dénoncés comme traîtres à leur religion, il n'en faut guère plus pour le décider à mener un combat d'usure sans quartier, la cassure étant de toutes façons irréparable et l'obstination adverse inexorable.

Donc, si l'épisode des inventaires correspond au point culminant de la querelle entre l'administration municipale et le clergé local, la grande fête de l'exposition n'en marque guère la conclusion. En juillet 1907, la ville achète le pensionnat Saint-Michel, par surenchère contre un groupe catholique qui voulait en conserver la propriété <sup>38</sup>. Cet événement secondaire n'est pas sans importance, non seulement parce qu'il accentue la colère cléricale, mais surtout parce que ces bâtiments deviendront en 1910 l'école Michelet et l'Institut Colbert, deux des fleurons de la politique scolaire de DRON.

<sup>38</sup> Procès-verbal de l'adjudication du tribunal de Lille, 17 juillet 1907.

<sup>&</sup>lt;sup>37</sup> Actes du Congrès, op. cit., pp. 130-145.

Actes du Congres, op. cit., pp. 130-143.

La même année, la question des presbytères se pose : les curés en sont désormais des occupants sans droit. Mais la municipalité accorde un bail des bâtiments et il ne reste qu'à discuter des conditions de location. Mais le clergé en général, et l'abbé LECLERCQ en particulier, "original, autoritaire et bourru", fait traîner les discussions. Alors, quand il prétend organiser la procession de la Fête-Dieu du 2 juin, DRON, pas mécontent de détenir un moyen de pression, lui rétorque : « réglons la question des presbytères, j'examinerai ensuite celle des processions. ». Sa provocation ne pouvait rester sans réponse de la part du doyen de Saint-Christophe, qui semble, selon le conseiller municipal LÉON SALEMBIEN, vouloir pousser les radicaux à supprimer les processions. Peut-être dans le but d'envenimer volontairement la situation, afin de provoquer un affrontement décisif qui verrait la victoire des catholiques <sup>39</sup>.

Le 25 mai, DRON, par suite du vote au Conseil municipal, déclare l'interdiction de la processin : dixneuf bulletins pour, deux contre, cinq abstentions et dix absents. L'affrontement n'eut pas lieu, tout au plus un rassemblement de fidèles sur le parvis de Saint-Christophe le dimanche 2 juin, à l'instigation de l'ALP, vite dispersé par la police et surtout par la pluie. Le dimanche suivant, une manifestation un peu plus agitée entraîne l'arrestation de vingt-six personnes, dont un curé. DRON, ayant supprimé les processions, chose faite à Lille et à Roubaix depuis 1897 environ, réglemente la sonnerie des cloches par un arrêté municipal du 24 octobre, soutenu par le Conseil d'État!

En 1908, alors que l'abbé LECLERCQ, au nom de l'ensemble du clergé tourquennois lui demande le rétablissement des processions, il le renvoie sans ménagement :

« Pourquoi vos amis ne demandent-ils pas à M. MOTTE, maire de Roubaix et M. DELESALLE, maire de Lille qu'on rétablisse dans leurs villes les processions interdites depuis plus de vingt ans ? C'est qu'on ne veut pas causer de désagrément à mes collègues de Roubaix et Lille, considérés comme "bien pensants", tandis qu'on ne perd pas une occasion de harceler le maire de Tourcoing. ».

A la fin de l'année, en octobre, il fait condamner devant le tribunal de police les curés de Tourcoing qui, depuis l'année précédente, n'ont jamais suivi la réglementation des sonneries des cloches. Mesures vexatoires contre résistance obstinée.

Il ne resterait plus à DRON qu'un geste supplémentaire contre les cléricaux : le Bureau de Bienfaisance emploie des religieuses, les Soeurs de la Charité, que nous avons déjà rencontrées. Profitant des règlements de compte, des voix au Conseil municipal poussent le maire à les remplacer <sup>41</sup>. Mais les administrateurs du Bureau, autrefois désignés par DRON, ses amis et collaborateurs HENRI LORIDANT et DÉSIRÉ PARSY, aussi radicaux que lui, prennent néanmoins la défense des soeurs. Preuve de la tolérance de DRON ou de la résistance adverse, les soeurs ne seront pas remplacées. Elle quitteront leur poste d'elles-mêmes, quelques années plus tard.

Peu à peu, les républicains triomphant lentement mais surement dans cette guerre civile larvée, l'agitation retombe, dans les dernières années de paix avant la grande guerre. C'est dans les trente premières années de la Ille République que la question religieuse occupait l'avant-scène de la vie politique, au détriment, nous l'avons vu, de la question sociale. Dans l'après-guerre, celle-ci reprendra la place qui lui est due.

<sup>&</sup>lt;sup>39</sup> Arch. Mun. de Tourcoing, PVDCM du 24 mai 1907.

<sup>&</sup>lt;sup>40</sup> Le clergé ayant fait appel au Conseil d'État, celui-ci rejette cet appel dans le courant de l'année 1908, tranchant la querelle et fortifiant la position du maire.

<sup>&</sup>lt;sup>41</sup> Arch. Mun. de Tourcoing, PVDCM de septembre 1908.



L'association des Dames Charitables - Les corps constitués - La foule. (Photo Réveil)

« La 'Sauvegarde des Nourrissons', oeuvre exceptionnelle, si populaire près des jeunes mères de notre ville, reçoit chaque année environ deux mille enfants de leur naissance jusqu'à trois ans. Cette maison de la rue du Printemps dont le nom convient si bien à ce rendez-vous journalier de la première enfance recevait la visite de M. DRON chaque semaine : le dernier lundi, l 2 août, il visita soixante-dix enfants sans fatigue apparente et termina cette séance comme chaque fois en une causerie toute familière avec ses collaboratrices. »

ALEXIS PARSY, Adjoint au maire. Discours des Funérailles. Août 1930.

### 3. UNE OEUVRE DE BIENFAISANCE HUMANITAIRE

#### Une oeuvre considérable

Il est inutile de préciser une fois de plus que son oeuvre sociale est énorme. Elle laissa longtemps derrière lui, à Tourcoing, le souvenir persistant de l'homme de bien qu'il était et au Palais Bourbon, de l'excellent orateur qu'il a su être.

Étudier dans le détail la création et le fonctionnement des oeuvres municipales qu'il a contribué à mettre en place et l'ensemble de ses discussions et propositions de lois par lesquelles il s'est fait connaître à la Chambre, dépasserait largement le cadre de cet essai. Mais nous ne pouvons pas non plus retracer la vie de GUSTAVE DRON sans en dresser la liste, sinon exhaustive, tout au moins aussi globale et significative que possible. Quand bien même « pour simplement décrire les créations, [...] les pages d'un fort volume demeureraient incomplètes », comme l'écrit un journaliste du laudateur "Progrès du Nord" 42.

# À la Commission du Travail

Depuis ses débuts à l'Assemblée Nationale, DRON s'est acharné à défendre les femmes et les enfants. Nous l'avions vu, en 1896, proposer la réduction du travail des femmes et des enfants, rejetant l'idée de la journée de huit heures de GUESDE et VAILLANT, non pas par conservatisme, mais par volonté de faire accepter par le Sénat une proposition moins révolutionnaire qui ait des chances d'aboutir. Son projet de loi devient la loi du 30 mars 1900 instituant la journée de dix heures pour les femmes et les enfants mineurs. Certes le monde des industriels ne manque pas d'imagination ni de ressources judiciaires pour ne pas appliquer la loi à la lettre, mais néanmoins elle marque un trop net progrès dans la législation sociale pour ne pas la signaler ni reconnaître la participation de GUSTAVE DRON dans son élaboration.

En 1898 avait été voté la loi du 9 avril sur les accidents du travail qui avait été « assez favorablement accueillie par le monde industriel » <sup>43</sup>. Dès 1901, DRON se fait entendre au cours de discussions tendant à modifier cette loi. À partir de 1902, alors réélu, c'est en tant que membre de la Commission du Travail qu'il continue de prendre part à ces propositions de lois, jusqu'en 1905. Luttant contre un patronat qui voit d'un mauvais oeil le réformisme social qu'il défend.

La Chambre de Commerce de Tourcoing propose au contraire de ne rembourser les frais médicaux que sur une base forfaitaire, de ne pas laisser à l'ouvrier le choix du médecin, qu'il soit autorisé aux juges le refus des indemnités pour les ouvriers en incapacité de moins de 10% et qui restent capables de travailler, que l'assistance judiciaire ne leur soit pas accordée systématiquement <sup>44</sup>.

<sup>&</sup>lt;sup>42</sup> "Le Progrès du Nord", 16 mars 1935. Quotidien lillois des radicaux, favorable à DRON.

<sup>&</sup>lt;sup>43</sup> Jacques Ameye, in "Le patronant tourquennois devant la question sociale au début du XXe siècle" dans la revue historique "Tourcoing et le Pays de Ferrain" n°10.

<sup>&</sup>lt;sup>44</sup> Annales de la Chambre de Commerce de Tourcoing, 1908, pp. 140\_155.

Nous comprenons que toutes ces requêtes vont à contre-courant de celles que DRON soutient à l'Assemblée.

Sans oublier que c'est en conséquence des grèves de 1903 et 1904 qu'est institué la Commission d'enquête sur l'industrie textile, dont les investigations nous renseignent sur le monde du travail au début du siècle. GUSTAVE DRON faisait partie de cette Commission, tout comme le député du Tarn JEAN JAURÈS. Quelques mois avant la remise des conclusions de l'enquête, il prend la parole le 6 décembre 1904 pour adresser une question à M. le ministre du Commerce, de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes, GEORGES TROUILLOT. Il demande que les inspecteurs du travail soient autorisés à contrôler l'application de la loi du 7 mars 1850, sur le tissage à domicile :

« En 1850, l'inspection du travail n'existait pas ; on ne pouvait pas confier à des inspecteurs qui n'étaient pas nés le soin d'appliquer la loi. Nous pouvons le faire aujourd'hui. Les inspecteurs du travail, dont nous apprécions tous l'activité et la compétence, ont déjà une lourde tâche à remplir ; ils ont à appliquer la loi [...] de 1892 sur le travail des femmes et des enfants, celle de 1893 sur l'hygiène dans les usines et dans les ateliers, celle de 1898 sur les accidents et les quelques lois nouvelles que nous avons ajoutées en 1902 et 1903. [...]

Il suffirait, par conséquent, monsieur le ministre, d'ajouter à la loi de 1850 un article additionnel donnant aux inspecteurs du travail le droit de faire exécuter cette loi (Très bien ! Très bien ! à l'extrême gauche et sur divers bancs à gauche), leur donnant le droit d'accès dans les locaux où se fait le travail (Très bien ! Très bien ! sur les mêmes bancs à l'extrême gauche et à gauche) [...]

Je suis convaincu que la Chambre et le Sénat se feront un devoir de seconder votre initiative et s'empresseront de faire en sorte que cette loi devienne une réalité avant la fin même de cette année. (Applaudissements à gauche et à l'extrême gauche). ».

En effet, de récentes grèves à Bailleul et à Hazebrouck ont mis à jour les abus des patrons du textile envers les tisserands de cette catégorie - à domicile - ainsi que la non intervention des représentants du gouvernement, préfets et sous-préfets.

Cette dernière remarque permet à quelques députés de droite, HENRY FERRETTE, JOSEPH LASIES, HYACINTHE GAILHARD-BANCEL, le comte ROBERT de POMEREU, d'attaquer le gouvernement en passionnant le débat. Pendant que les députés adverses règlent leurs comptes, DRON s'efface, comme il le fait souvent dans les discours purement politiques ou polémiques, pour reprendre la parole alors que l'on s'éloigne du sujet et faire voter ses articles de propositions de loi. Nous le voyons toujours plus technicien que polémiste. Nous remarquons en outre que dans son énoncé des principales lois, à l'application desquelles doivent veiller les inspecteurs, bon nombre d'entre elles sont nées de sa propre initiative!

### La Sauvegarde des Nourrissons

En tant que médecin, l'une de ses premières préoccupations est la terrible mortalité infantile. Quelques chiffres suffisent à rappeler combien elle était encore élevée dans notre région en 1900 : 32,29‰ à Halluin, 29‰ à Roncq, 24‰ à Armentières, 23,14‰ à Lille, 21,31‰ à Roubaix <sup>45</sup>. À Tourcoing, elle était encore de 17,80‰. C'est dans le but de la combattre que l'industriel FRANÇOIS

<sup>&</sup>lt;sup>45</sup> Claude Wanquet, in "L'évolution sociale et politique d'Halluin aux environs de 1900 à 1939", Lille, DES 1961.

#### Seconde partie

MASUREL-POLLET <sup>46</sup> avait créé l'institution de la "Goutte de Lait", destinée à protéger les nouveaunés. DRON, renouant avec cette famille bourgeoise aux idées plutôt avancées, entreprit avec FRANÇOIS MASUREL et EUGÈNE JOURDAIN la création de la "Sauvegarde des Nourrissons", l'une des pièces maîtresses de son action.

Le premier Conseil d'administration de cette institution, dont les locaux sont ouverts rue du Printemps, est tenu le 21 mars 1904. DRON en est le président. Son programme tient en quelques mots : enrayer la dépopulation en cherchant à relever la natalité et en luttant contre les causes de la mortalité infantile, surveiller et diriger la croissance des nourrissons par les consultations médicales et les visites à domicile, réparer les fautes initiales dans l'élevage, éduquer les mères, favoriser l'allaitement maternel par les conseils et l'attribution de primes en argent, encourager les familles nombreuses par l'allocation de primes proportionnelles au nombre d'enfants.

Six ans plus tard, vers 1910, grâce à une action suivie, la mortalité infantile est tombée à 9,56‰ et par la suite l'institution est reconnue d'utilité publique par le décret du 4 septembre 1913.

Sous la direction de la "Sauvegarde" est placée l'institution des "Jardins des Mères" qui préserve, dans plusieurs quartiers de la ville, des parcs destinés à accueillir d'avril à septembre les mères et leurs enfants. Un bac à sable, des jeux et des jouets sont tenus à disposition, et un goûter y est offert. Les mères sont fidélisées par la remise de cartes de tombola qui leur permettent de gagner des jouets ou des objets utiles pour les enfants. Il n'est guère besoin de souligner l'utilité de ces jardins dans un monde où, la plupart du temps, les ouvriers sont logés dans de malsaines habitations dépourvues d'espaces verts, sinon dans de terribles courées. Cinq mois par an, ils permettent aux nouveaux-nés de ces familles défavorisées de respirer un air pur et vivifiant.

Quelques jours après la mise sur pied de la "Sauvegarde", il inaugure le "**Domaine de la Bourgogne**", vaste terrain récemment acquis par la municipalité <sup>47</sup> sur lequel trois fermes cultivent une centaine d'hectares et entretiennent une étable de quatre-vingt vaches. Cette ferme-laiterie doit fournir le lait frais et pasteurisé aux malades et aux enfants de Tourcoing. Y est installé aussi un sanatorium public, l'hospice de l'Hôpital dont nous avons déjà parlé s'étant finalement révélé trop exigu. Dans son discours d'inauguration de cet ensemble, il remercie son collaborateur FRANÇOIS MASUREL:

« L'un des grands bonheurs de ma vie est d'avoir pu unir des hommes de coeur qui, oubliant ce qui peut les diviser, se donnent la main pour sauver nos petits enfants. ».

### Pour la bonne santé de la seconde enfance

Nous avons vu en première partie la création de l'Hôpital de la rue Nationale. C'est le 14 juillet 1903, date symbolique, qu'il inaugure le tout nouveau pavillon des enfants de cet établissement. Mais prévenir étant mieux que guérir, et liant le développement physique de l'individu au développement intellectuel, et surtout moral, comme on le faisait à l'époque, l'éducation physique avait pour DRON un rôle important à jouer dans la croissance de l'enfant.

<sup>&</sup>lt;sup>46</sup> Notons bien qu'il s'agit ici de FRANÇOIS MASUREL-POLLET et non de FRANÇOIS MASUREL-JONGLEZ qui avait été l'homme du rapprochement avec DRON en 1889-93. Ce dernier mourut en 1894 à l'âge de 39 ans.

<sup>&</sup>lt;sup>47</sup> Arch. Mun. de Tourcoing, série DTA, doc. 41.258. Terrain situé dans le quartier de la Bourgogne, sur la frontière belge, près du poste de douanes.

C'est donc dans la perspective de développer des "esprits sains dans des corps sains" que se situe parmi ses principales réalisations l'Établissement des Bains Municipaux, que nous appelons aujourd'hui "la vieille piscine". Par opposition à la plus récente installée en vis-à-vis, et non pour sa vétusté. Cet établissement était un modèle en son temps, avec un bassin de cinquante mètres de long sur dix mètres de large.

La natation obligatoire fut mise au programme des écoliers et en 1905 est créée, sous l'initiative du maire, la société des "Enfants de Neptune". À partir de 1909, l'équipe de water-polo de cette association est la première de France, jusqu'en 1925.

Dans ce même ordre d'idées, en 1908 est construit le Gymnase municipal. C'est dans le cadre du développement de l'éducation physique qu'il travaille avec AUGUSTE POTIÉ, l'un de ses plus vieux amis, maire d'Haubourdin, plus tard sénateur du Nord et pour le moment président de la Fédération des Gymnastes du Nord et du Pas-de-Calais. Ajoutons que la 32e fête de cette fédération eut lieu les 3 et 4 juin 1906, durant l'Exposition Internationale Textile de Tourcoing, et sous la présidence d'honneur d'ARMAND FALLIÈRES. Le spectacle d'une jeunesse saine et vigoureuse s'offrait aux yeux des représentants de la République Française dont l'un d'entre eux dira que « les troupes de cette région possèdent toutes les qualités qui font de bonnes armées » 48.

Nous comprenons mieux quel rôle civique DRON entendait donner à l'éducation physique.

## Président de la Commission d'enquête sur les mines

Pour son quatrième mandat législatif, il est également président de la Commission des mines et donc membre de la Commission d'enquête sur les mines du Pas-de-Calais. Cette enquête avait été ouverte par la Chambre en conséquence de la célèbre catastrophe de Courrières, qui avait fait de nombreuses victimes et avait eu un retentissement national. Il prend la parole le 3 avril 1906 à La Chambre pour soutenir ses collègues de travail, les députés ÉMILE BASLY et JEAN BOUVERI, en annonçant à LOUIS BARTHOU, ministre des Travaux Publics du ministère CLÉMENCEAU, la toute prochaine communication des dépositions de l'enquête qu'ils ont menée à Lens et à à Billy-Montigny. Puis, faisant suite à JAURÈS, il interrompt BARTHOU pour dénoncer l'attitude du patronat des mines à l'égard des délégués ouvriers :

« La vérité n'est pas moins, comme vient de le dire M. JAURÈS, que, jusqu'à présent, au lieu de rechercher la collaboration des délégués mineurs et de profiter de leur expérience, on a paralysé leur action autant qu'on a pu et qu'on les a considérés comme des gêneurs qu'il faut mettre à l'écart. ».

#### La protection des retraités, aliénés et infirmes

Depuis les débuts de la IIIe République, la Chambre voit régulièrement à l'ordre du jour des propositions de lois destinées à créer un régime obligatoire de retraites ouvrières. La première

<sup>48</sup> Général FELIX LEBON, du 1 er Corps d'Armées, discours de la réception d'ARMAND FALLIÈRES à l'Hôtel de Ville, le 4 juin 1906.

#### Seconde partie

proposition avait été rapportée par les députés CHARLES FLOQUET <sup>49</sup> et MARTIN NADAUD en 1879. Les résistances sont telles qu'en 1901, alors que l'on en est encore qu'à l'article premier, la droite obtient de la Chambre que soient consultées toutes les associations professionnelles, syndicats et chambres de commerce.

La chambre de commerce de Tourcoing dénonce, comme la plupart des chambres de commerce de France, cette « *injustice sociale* », cette « *atteinte à la liberté individuelle* » et cette « *accumulation dans les caisses de l'État de capitaux* ». L'industriel CHARLES FLIPO, grand adversaire de GUSTAVE DRON qui lui se bat pour cette institution, propose que le financement des retraites soit pris en charge par l'État et non par les ouvriers ou les patrons, car sinon « *il ne restera bientôt plus en France que des ouvriers sans travail et des patrons ruinés, s'unissant pour réclamer à l'État* , leur bourreau, le pain de leurs vieux jours. » <sup>50</sup>.

Après cinq ans d'oubli, la loi est rediscutée en 1906 et transmise au Sénat. Revenue défigurée par les amendements des sénateurs, elle ne sera votée que le 31 mars 1910! A l'unanimité de l'Assemblée des députés, DRON compris.

Le 22 janvier 1907, il dénonce, dans une discussion sur le régime des aliénés, la pratique commune des grandes villes d'envoyer dans des asiles d'aliénés les vieillards, que par souci d'économie, elles ne veulent plus soigner dans leurs hospices. Ceci a pour conséquence de surcharger les effectifs dans les cliniques psychiatriques en y mêlant malades mentaux, curables ou non, et simples vieillards abandonnés, pour qui il n'y a guère de traitement :

« [...] voilà comment un homme, dont l'esprit est dérangé, suivant l'expression ancienne ; il n'a pas de famille pour le garder : le maire ne sait qu'en faire. Il faut bien qu'il s'en débarrasse. Comment ? En l'envoyant à l'asile. On s'ingénie donc à forcer la main aux préfets pour des internements pas toujours très justifiés [...] à l'asile d'aliénés, le département intervient pour une forte part qui diminue d'autant la contribution de la commune tandis qu'à l'hospice communal, la commune supporte toute la charge. ».

De plus, cette surcharge nuit au travail des médecins dont l'efficacité diminue en proportion inverse du nombre d'internés : « les aliénés internés dans de tels asiles sont des malades gardés, ce ne sont pas des malades soignés. Voulez-vous que ces malades soient soignés ? Désencombrez vos asiles. ».

Il cite quelques chiffres qu'il peut prétendre connaître puisqu'il est, comme il le dit lui-même, mêlé à l'administration des deux grands asiles du Nord, ceux de Bailleul et d'Armentières. Il sera par la suite président du Conseil d'administration de l'asile d'Armentières. Selon lui, le taux de guérison dans les asiles français est en gros de 6% alors qu'il est de 18 à 20% en Allemagne. DRON reste fidèle à sa vieille habitude de comparer l'état de la législation et de la société française à celui de notre voisin allemand. D'autre part, pour le traitement des vrais aliénés, il propose de généraliser la sortie d'essai, que la loi entend instituer et accompagner d'une allocation. DRON défend cette idée sans faiblesse :

« Si par conséquent, la commune et le département paient à l'asile I fr. ou 1,25 frs. par jour pour le séjour d'un aliéné, celui-ci, quand il est en situation de sortie provisoire doit toucher I fr. ou 1,25 frs. et il est nullement utile d'attendre que le médecin, le directeur, ou la commission lui attribuent, suivant leur caprice ou leur fantaisie, telle ou telle allocation. (Très bien! Très bien!) ».

<sup>&</sup>lt;sup>49</sup> CHARLES FLOQUET (1828-1896). Président du Conseil en pleine crise boulangiste, il blessa le général BOULANGER en duel (1888). Impliqué dans le scandale de Panama.

<sup>&</sup>lt;sup>50</sup> Jacques Toulemonde, in "Naissance d'une métropole : Roubaix et Tourcoing au XIXe siècle", op. cit.

Mais il ne s'arrête pas là et envisage toujours les lois dans leurs conséquences pratiques, concrètes. Que deviendra le convalescent livré à la ville et au monde du travail ? Il est évident qu'aucune place ne lui sera faite et que sa guérison en sera compromise.

Alors il interrompt une fois de plus le débat pour proposer « un organisme essentiel, indispensable à la protection de l'aliéné convalescent : [...] des sociétés de patronage. Leur rôle sera d'organiser dans tous les centres importants des oeuvres d'assistance par le travail, afin de donner à l'aliéné qui est en situation de sortie provisoire un travail approprié à son état de santé encore précaire. Elles auront à assurer plus tard le placement définitif de l'aliéné. Ces société existent bien, je le reconnais, mais elles ne sont qu'à l'état embryonnaire. ».

En mars 1907, il adresse une question au ministre de l'Intérieur, à laquelle le sous-secrétaire d'État ALBERT SARRAUT donne satisfaction :

« La question à laquelle M. le sous-secrétaire d'État de l'Intérieur veut bien répondre, présente, messieurs, un réel intérêt. Elle est relative à l'application de la loi du 14 juillet 1905 sur l'assistance aux vieillards, aux infirmes et aux incurables privés de ressources. Il était indispensable que la question fût posée. [...] En effet, [...] à l'heure actuelle, le nombre de vieillards qui ont pu en bénéficier est sinon nul, du moins très restreint... ».

Cette loi, qui devait prendre effet au l'er janvier 1907, accordait la jouissance d'une allocation pour les vieillards et sans ressources admis sur les listes de l'Assistance Publique. Cependant, elle restait incomplète, ne précisant ni le caractère rétroactif des allocations, ni la qualité de ses bénéficiaires.

« Telles sont les questions bien nettes et bien précises que j'ai l'honneur de poser à M. Le sous-secrétaire d'État : l'une est relative à la date d'application de la loi, l'autre concerne l'âge à partir duquel les infirmes et les incurables seront admis à figurer sur la liste d'assistance. (Applaudissements à gauche et sur divers bancs) ».

C'est en procédant minutieusement, en parfaite connaissance des lois, en posant comme il le dit luimême, des questions nettes et précises, qu'il s'efforce de faire progresser la législation sociale, témoignant d'une grande intuition des lois qu'il prétend aménager, d'une précision remarquable dans le détail des amendements et projets qu'il dépose. Car bon nombre de lois socialement avancées votées par la République étaient volontairement laissées dans le flou et restées sans application, soit par opportunisme des modérés soit par résistance des conservateurs. Au fil des pages relatant ses discours, se dégage ce sentiment d'une volonté farouche de rendre ces lois applicables en dégageant les points restés obscurs, en renvoyant et les députés et les membres du gouvernement face à leurs responsabilités. Responsabilités que beaucoup et à gauche comme à droite préfèrent oublier, se complaisant dans les discours purement politiques et polémiques.

### La durée du travail et les Conseils consultatifs du travail

L'été 1908 est placé pour le député-maire sous le signe du travail. En juin, il prend part tout d'abord aux discussions sur le projet de loi de contrôle de la durée du travail dans les entreprises industrielles. Les défenseurs des intérêts patronaux dénoncent ce projet qui ne peut se plier aux cas de force majeure qui obligent parfois les patrons à faire travailler leur personnel au delà des limites prévues. En fait, toute proposition propre à contraindre les chefs d'entreprise à rendre compte aux préfectures et

#### Seconde partie

aux inspecteurs des heures supplémentaires qu'ils commandent, sont âprement discutées. DRON pour sa part, approuve le texte de la Commission du travail :

« [...] l'article deux de la Commission dispose que l'industriel n'est plus obligé d'envoyer à l'inspecteur l'affiche modifiant l'horaire ; il lui suffit de l'apposer sur les murs de l'usine au moment même où il va modifier la répartition du travail de son personnel, c'est la seule formalité qu'on lui demande [...] Vraiment, dans ces conditions, je me demande quelles satisfactions plus complètes pourraient désirer les industriels [...] Je n'arrive pas, quant à moi, à concevoir un seul cas où l'industriel de bonne foi pourrait être exposé à se trouver en contravention. ».

La bonne foi n'étant pas toujours sa première qualité, et encore moins celle de ces adversaires, ces industriels toujours peu enclins à jouer le jeu selon les lois républicaines...

En juillet, il est chargé de rapporter la proposition de loi, adoptée par le Sénat, relative à l'institution de Conseils consultatifs du travail. Il s'appuie sur l'exemple de ces assemblées constituées à Armentières depuis 1903 pour résoudre les confits du travail. Ces conseils sont composés d'un nombre égal de patrons et d'ouvriers, sur avis du Conseil Général et de la Chambre de Commerce et ont pour mission de représenter les intérêts de leurs commettants et de satisfaire aux requêtes des investigations gouvernementales. Cette institution particulière aux mines étendue à toute l'industrie par l'Assemblée Nationale, n'a guère les faveurs de la Chambre de Commerce de Tourcoing qui y voit « l'anarchie dans l'usine » 51.

## A l'inverse de DRON:

« Je ne cache pas pour ma part, le vif désir que j'ai de recourir à ce moyen d'explication et d'accord. Je suis convaincu que, quand cette institution sera généralisée, on constatera une diminution sensible de ces conflits aigus qui portent un préjudice considérable à l'industrie dans notre pays [...] ».

#### Pour l'insaisissabilité des salaires

Finalement, les seules réformes qu'il défend devant l'Assemblée et qui ne sont pas critiquées par les industriels de la région sont celles qui portent sur l'institution du repos hebdomadaire et l'interdiction du travail de nuit. La première devient la loi du 13 juillet 1906 sur le repos hebdomadaire, votée sans trop de difficulté par la Chambre.

Quant à la seconde, nous avons vu qu'en 1890, alors jeune député, il avait soutenu un projet de loi qui était devenu la loi du 2 novembre 1892 contre le travail de nuit. Le président de la Chambre de Commerce de Tourcoing, EUGÈNE JOURDAIN, avait donné un avis favorable, dans le sens de celui de DRON.

Par contre, lorsque DRON dépose le 21 décembre 1908, un projet de loi visant à rendre incessibles et insaisissables les salaires des ouvriers, employés, commis et fonctionnaires, la Chambre de Commerce suit l'opinion de CHARLES FLIPO qui est partisan d'une saisie limitée. La requête du député-maire contre « l'exploitation sans scrupule de la clientèle ouvrière » ne sera pas adoptée.

<sup>&</sup>lt;sup>51</sup> Annales de la Chambre de Commerce de Tourcoing, 1908, p. 129.

## L'enseignement professionnel

Parmi les nombreuses préoccupations de GUSTAVE DRON, s'il en est une qui à ses yeux était d'une importance capitale, c'est sans conteste la formation professionnelle de la jeunesse. Car c'est par elle que les fils du monde ouvrier peuvent prétendre à une certaine promotion sociale.

Sans retracer toute l'histoire de l'enseignement professionnel, rappelons rapidement que sous le Second Empire, le gouvernement ne s'y intéressait guère. C'est la Ille République avec ses grandes lois sur l'école laïque qui lui permit un nouveau départ. C'est à l'instigation de JULES FERRY que naît la loi du 11 décembre 1880 sur les écoles manuelles. Celles-ci doivent dépendre du ministère du Commerce et de celui de l'Agriculture. Leur personnel doit être nommé par les Conseils municipaux pour les écoles communales, par les Conseils généraux pour les écoles départementales. Le financement ainsi que le règlement intérieur sont envisagés par l'État.

En août 1880, date de l'arrivée de DRON à Tourcoing, un rapport du Conseil général <sup>52</sup> constate la nécessité d'ouvrir de telles écoles dans la métropole, le besoin d'ouvriers qualifiés se faisant sentir. Par la suite, différentes enquêtes, notifiées par les services préfectoraux de 1882 à 1886, témoignent de l'intérêt de l'État pour la création et le fonctionnement des ces établissements.

Après une période de somnolence, le sujet rencontre un regain d'intérêt au début du XXe siècle, vers 1900-1905, avec l'éclatement de la question scolaire. En 1903 est instituée une commission parlementaire de l'enseignement professionnel, le Conseil supérieur de l'enseignement technique. Les investigations sont longues, les débats houleux, les réalisations s'attardent, et ce n'est qu'en 1905 que le député FERNAND DUBIEF présente le projet de loi ASTIER.

C'est en 1909 que GUSTAVE DRON dépose à son tour à la Chambre une proposition de loi sur l'organisation de l'apprentissage. Ces travaux l'ont amené à rencontrer EDMOND LABBE, directeur de l'école professionnelle d'Armentières de 1900 à 1908, qui donne toute son impulsion au mouvement en faveur de cet enseignement. Cependant, ce n'est que dans l'immédiat après-guerre que sera votée la loi ASTIER.

Dans l'immédiat, DRON ne reste pas inactif. À Tourcoing, il organise depuis 1906 l'Institut Colbert. Ou plutôt, il réalise son extension d'École Primaire Supérieure en École Pratique du Commerce et de l'Industrie. Des ateliers de mécanique, de ferronnerie, de menuiserie, d'électricité, de chaudronnerie, de fonderie et de moulage permettent de former des ouvriers qualifiés et des contremaîtres d'industrie. Y sont aussi donnés des cours pratiques et théoriques de maréchalerie, de mécanique, de conduite de machines, de cordonnerie, de tailleur d'habits, de pâtisserie et de confiserie. Voilà ce qu'était déjà cet établissement précurseur à la veille de la première guerre mondiale <sup>53</sup>.

À côté de cet institut auquel le nom de GUSTAVE DRON reste attaché, il ouvre simultanément l'École Pratique de Jeunes Filles, l'Institut Sévigné, qui comprend des cours d'enseignement commercial et industriel.

Annexée à l'école Colbert, il dote la ville de l'École du Textile, dont les ateliers permettent l'apprentissage des métiers textiles comme la filature et le tissage.

<sup>&</sup>lt;sup>52</sup> Arch. dép. du Nord, série IT 137, dossier 6.

<sup>&</sup>lt;sup>53</sup> J.VAN DEN DRIESSCHE, op. cit.

#### Seconde partie

Plus utile que cette dernière - nous savons que le monde de l'industrie textile est un mode de sousqualification qui n'exige guère beaucoup d'apprentissage - est fondée l'École du Bâtiment, destinée à former divers types d'ouvriers : serruriers, tôliers, forgerons, charpentiers, métreurs, plombierszingueurs, maçons, tailleurs de pierre, peintres, carreleurs et bien d'autres.

Son rôle primordial dans le développement de l'enseignement professionnel à Tourcoing et la popularité qu'il s'attache par là l'entraînent à organiser avec LABBE le Comité départemental de l'enseignement technique. Dans l'après-guerre, il deviendra président de l'Association Française pour le développement de l'Enseignement Technique.

Son rôle ne fut pas seulement municipal ou régional. Par sa présence à la Chambre avant le conflit mondial et dans ces comités ou associations, il prit une part considérable dans les projets de loi sur l'enseignement technique.

Mais ce tableau idyllique ne doit pas nous faire oublier que les résultats ne furent pas à la mesure des espérances. Tout d'abord parce que les patrons locaux, que nous avons vus régulièrement opposés idéologiquement à DRON, voient d'un mauvais oeil l'expansion de ces « instructions qu'ils ne maîtrisaient pas <sup>54</sup> » . Ils assimilent généralement le réformisme radical du maire aux doctrines du collectivisme, sans réaliser les nombreuses divergences, pour ne pas dire oppositions, entre ses idées et celles des socialistes. Ajoutés à cela le manque de ressources financières et le désintérêt des organisations ouvrières, et nous comprenons que les fils d'ouvrier, à qui ces créations étaient destinées, ne furent que très peu nombreux à bénéficier du dynamisme de cet homme, comme le souligne ROBERT VANDENBUSSCHE. En effet, il n'attendait pas de l'État une aide providentielle, il engageait sa propre responsabilité, sa propre crédibilité, sa carrière :

« N'est-il pas légitime que les communes devant, grâce aux industries qui se créeront et se développeront, tirer de grands profits de l'apprentissage qui sera organisé chez elles, contribuent pour une part aux dépenses qu'il nécessite ? ».

« Si nous attendons tout de l'État, nous n'aurons jamais rien », ajoute-t-il au cours d'une discussion à la Chambre en février 1913, sur le financement des écoles techniques.

## L'Inspection Médicale Scolaire

Pour la seconde enfance encore, il prend l'initiative de créer l'Inspection Médicale Scolaire, service ouvert en janvier 1909, qui a pour but de suivre au mieux la santé des enfants, quelque soit la fortune des parents. Chaque enfant des écoles primaires publiques se voit attribuer un carnet de santé sur lequel est consigné sa taille, son poids, son pouls, son tour de poitrine, et sa largeur d'épaules, sa vue, son ouïe et diverses observations de médecins. Les familles restent ainsi avisées de l'état de santé de leurs enfants, régulièrement. Quand il y a nécessité, des médicaments sont délivrés ou des interventions chirurgicales effectuées, gratuitement s'il le faut.

La même année, il organise les patronages et colonies de vacances. Les premiers occupent les enfants durant les dimanches et les congés scolaires de la mauvaise saison à des jeux d'intérieur, projections ou diverses récréations. Pour la belle saison, c'est à Marcoing, son village natal, qu'il envoie les enfants

-

<sup>&</sup>lt;sup>54</sup> R.VANDENBUSSCHE, "Les pouvoirs locaux et les débuts de la formation professionnelle dans le Nord sous la Ille République", in la "Revue du Nord" n°261/262, 1984.

en colonie de vacances, dans un petit castel, sur le domaine parental dont il a gardé la propriété <sup>55</sup>. De même, il est offert chaque année aux lauréats du Certificat d'études - que leurs parents peuvent accompagner - un voyage à Dunkerque ou à Malo-les-Bains. Cela peut nous paraître insignifiant de nos jours, mais il faut ici repenser au contexte d'alors, où les congés et voyages, aussi limités soient-ils, étaient une grande joie et une grande récompense.

Ajoutons qu'en 1912, il fonde "L'Union Post-Scolaire", association qui groupe toutes ces oeuvres pour l'adolescence, colonies, patronages, amicales d'anciens élèves des écoles laïques, préparation au service militaire. En dépendent les bâtiments des patronages des rues du Haze et de la Blanche-Porte, les terrains de jeux des quartiers du Blanc-Seau, du Chêne Houpline et des Orions.

## Une société coopérative d'habitations

Préoccupé par les difficultés de logement de l'ouvrier, DRON favorise dès avril 1910 la création d'une coopérative d'habitations à bon marché, en laquelle il voit du « bon socialisme » et de « la vraie solidarité » <sup>56</sup>. Les principaux actionnaires en sont les Hospices de Tourcoing, le Bureau de Bienfaisance et la Caisse d'Épargne. Le Conseil d'État approuve cette nouvelle institution le 8 janvier 1912, dont le président, URBAIN ROBBE, exécute sans tarder les projets. Malgré des débuts difficiles, financièrement parlant, on ne compte pas moins de trente maisons à la fin de l'année, principalement rue de Toulouse et rue du Flocon. Louées surtout aux classes moyennes - instituteurs, employés ou contremaîtres - elles restent accessibles à la classe ouvrière, avec ou sans accession à la propriété. Onze locataires sur trente sont ouvriers.

La loi du 23 décembre 1912 concernant l'amélioration du logement populaire permet la création d'habitations collectives pour familles nombreuses, gérées par des sociétés d'habitations à bon marché ou gérées par des offices publics. DRON, soucieux « d'assurer à l'ouvrier chargé de famille, astreint à vivre au jour le jour, un logis sain et attrayant, gage de santé morale et physique », comme le précise Jacques Ameye, continue sur sa lancée. Il invite le Conseil municipal à voter le 21 août 1913 l'instauration d'un Office Public Municipal chargé de superviser la construction extensive de maisons ouvrières. Il est soutenu dans cette tâche par le travail de collaborateurs infatigables comme LOUIS DELEGRANGE et FERNAND DEWAVRIN.

### Pour les mères ouvrières

En 1892, l'article 9 de la loi du 2 novembre sur le repos obligatoire des femmes en couches n'avait pas été adopté. Nous retrouvons DRON défendre cet article vingt-et-un an plus tard. Lors de la la première séance du 5 juin 1913, il rappelle que cet article n'avait pas été adopté parce qu'il ne concernait que les femmes de l'industrie et non celles de l'agriculture. Mais il signifie nettement à la Chambre que si elle n'accepte pas ce projet, même partiel, comme une étape, il n'aboutira jamais. Et il ajoute :

<sup>&</sup>lt;sup>55</sup> C'est également à Marcoing que se trouve l'aérium "Gustave Dron" dont les archives ont malheureusement été détruites durant la première guerre mondiale.

<sup>&</sup>lt;sup>56</sup> S

« [...] m'étant aperçu de la lenteur des résultats obtenus par la voie parlementaire, j'ai pris le parti, comme maire d'une grande ville, de chercher à réaliser dans cette ville une assistance aux mères que je souhaite voir se généraliser dans la France entière. Dans le budget municipal de Tourcoing, une somme d'environ 75.000 frs. est destinée à venir en aide aux mères et aux enfants ; chaque année, 650 à 700 mères se soumettent au contrôle des médecins et d'inspectrices qui leur donnent tous les conseils utiles, et nous obtenons des résultats remarquables. ».

Puis, il précise qu'il a l'intention d'aller plus loin en étendant le secours non seulement aux plus nécessiteuses, mais aussi à toutes les mères, et en distribuant des indemnités proportionnelles au nombre d'enfants.

Il est alors applaudi vivement et félicité par certains de ses collègues, comme JULES DANSETTE :

« Je dois en effet rendre justice à mon honorable collègue du Nord, M. DRON, car il a fait un effort méritoire à Tourcoing en faveur des mères ouvrières. Je suis très heureux d'avoir l'occasion de reconnaître, en toute impartialité, que son action municipale a été à ce point de vue excellente. (Applaudissements). ».

Aussi JEAN-LOUIS BRETON 57, président de la Commission d'Assurance et de Prévoyance Sociales :

« À tous les points de vue d'ailleurs il est un maire modèle ! ».

#### La durée du travail dans les mines

Nous avions vu qu'en retrouvant son siège aux législatives de mai 1906, il fut nommé Président de la Commission des mines. Il conserva cette prérogative pour son 6e et dernier mandat, de 1910 à 1914. Le 20 juillet 1909, le dernier gouvernement du Bloc s'effondra quand GEORGES CLÉMENCEAU dut démissionner, mis en minorité par 212 voix contre 196. On en revenait alors à une ère d'instabilité ministérielle. En janvier 1912, RAYMOND POINCARRÉ, profitant de la chute du ministère précédent à cause de l'Affaire marocaine, formait un gouvernement axé au centre, sans les progressistes ni les catholiques de droite. BRIAND était à la Justice, MILLERAND à la Guerre, le radical BOURGEOIS au Travail.

En mars, un projet de loi sur la réduction du travail dans les mines est discuté. Il est inutile de préciser que les heures supplémentaires, les "longues coupes", sont monnaie courante dans les mines françaises. Une loi instituant une limitation horaire ne pouvait que heurter bon nombre d'intérêts privés qui savaient peser de tout leur poids pour contrecarrer son principe.

DRON, en tant que président de la Commission des mines chargé de présenter cette loi est pris entre le marteau et l'enclume. Entre l'envie de suivre les généreuses mais tranchantes volontés des socialistes et la nécessité d'accorder d'ultimes concessions aux patrons miniers, sous forme de dérogations accordables par le gouvernement. Ces dérogations ont pour, entre autres buts, celui inavoué de faire produire par les ouvriers des mines non grévistes, un excédent destiné à compenser les pertes dues aux mines en grève! DRON est donc obligé de manoeuvrer délicatement et inconfortablement entre BOURGEOIS et JAURÈS. Entre un ministre du travail, radical comme lui mais prisonnier d'un gouvernement de centre droit, et un député socialiste duquel il se sent proche mais qui veut aller plus loin, risquant par là de tout faire échouer.

<sup>&</sup>lt;sup>57</sup> Créateur du "Conseil supérieur de la Natalité" (CSN).

Les débats sont trop longs, trop complexes pour être rapportés ici en détail. relevons cependant quelques uns des passages les plus importants de ses déclarations. Répondant à LÉON BOURGEOIS qui avait déclenché des exclamations sur les bancs de droite :

« Je dis 'marchandage' parce que malheureusement nous en sommes là. Je suis bien obligé de constater que chaque fois qu'il s'agit de lois sociales, c'est à un véritable marchandage que l'on se livre entre le Sénat et la Chambre, pour arriver à une solution. ».

Puis répondant à JAURÈS qui le harcèle :

« Si je n'écoutais que mon sentiment, je demanderais la suppression pure et simple de toutes les dérogations. Mais comme nous voulons aboutir à une réalisation, comme nous voulons faire oeuvre pratique et faciliter la tâche de M. le ministre du travail, nous nous en rapportons à lui pour qu'il ne s'écarte pas trop, dans les tractations et les accords qu'il pourra être amené à faire avec le Sénat, de la base de durée des dérogations à laquelle la Commission de la Chambre s'est résignée. ».

Le débat sur la limitation du travail minier et l'accord sur les dérogation est loin d'être clos. Le mouvement de va-et-vient entre la Chambre et le Sénat, les résistances conservatrices et les intérêts capitalistes n'en facilitant en rien la conclusion. En novembre 1913, PAUL DESCHANEL, président de la Chambre met au vote l'article 12 qui autorise les dérogations à raison d'un maxima de soixante heures par an et de deux heures par jour, facultatives pour l'ouvrier. Une demie-heure de dérogation devant être comptée comme une heure entière dans le calcul du salaire.

DRON ne manque pas de rappeler au cours de ce vote son aversion pour le système de dérogation, jetant aux députés que beaucoup trop de mineurs de fond, usés par l'excès de travail, et que plus de dix-neuf mille enfants de treize à dix-huit ans, ont droit à la protection de la loi.

## DRON et l'urbanisme

Avant toute chose, il est nécessaire de préciser que les transformations successives de Tourcoing ne furent pas l'oeuvre de GUSTAVE DRON seul. Les travaux étaient commandés par l'augmentation de la population et par le rôle économique de la ville au début du XXe siècle. La municipalité sous VICTOR HASSEBROUCQ avait déjà donné une sérieuse impulsion aux travaux d'agrandissement de la ville et d'aménagement de nouveaux bâtiments municipaux. DRON poursuivit néanmoins l'action de son prédécesseur et nous dressons ici la liste exclusive des réalisations entreprises, achevées et inaugurées par le maire avant la première guerre mondiale.

L'une de ses premières réalisations est **le percement du boulevard Descat** au travers de l'ancien château de CONSTANTIN DESCAT, maire de Roubaix décédé en 1878. Ce boulevard relie dorénavant la petite excroissance du quartier du Blanc Seau, coincée au sud entre Roubaix, Croix, Wasquehal et Mouvaux, au reste de la ville. Il l'inaugura en 1901, au début de sa carrière municipale.

En 1902 fut mise en état de viabilité et pavée **la rue du Printemps**, où s'ouvriront plus tard la "Sauvegarde des Nourrissons" et les Bains Municipaux.

#### Seconde partie

Toujours en 1902, DRON rachète la salle des concerts de la rue Leverrier qui deviendra à son instigation l'actuel **théâtre de Tourcoing** <sup>58</sup>.

Il fit construire une usine d'électricité par la municipalité qui en eut l'exploitation.

La gare de Tourcoing fut reconstruite deux fois entre 1840 et 1860 avant de présenter la façade actuelle. Achevée en 1905, DRON l'inaugura en grandes pompes. Son extension s'était imposée d'elle-même, Tourcoing exportant son textile en Belgique, aux Pays-Bas, en Allemagne et même en Russie.

Lorsqu'en février 1900 on commença à démolir l'ancienne mairie de la Grand-Place qui abritait la **Chambre et la Bourse du Commerce**, il fut nécessaire de décider de l'érection d'un nouveau bâtiment à leur usage. Ce qui fut fait en 1902 <sup>59</sup>. En 1906, le Conseil municipal inaugura l'édifice qui comprenait en outre la Poste. C'est le bâtiment qui regroupe encore de nos jours la Bourse, la Bibliothèque et les Archives municipales.

Quelques mois plus tard, suite à la demande des habitants du quartier, on commence à percer le boulevard qui prendra le nom de l'''Égalité'', parallèle à la rue de Gand, dégageant une large voie d'accès du centre ville vers le nouveau cimetière du Roitelet.

Le **boulevard de ceinture** fut décidé en 1897. Il était une idée du docteur DEWYN, qui mourut en 1905, quelque temps après que DRON ait fait admettre le projet. Cette artère périphérique et primordiale pour l'industrie tourquennoise boucle la ville de nord-est au nord-ouest sur six kilomètres de longueur.

En 1908, le terrain vague sur lequel se dressait autrefois l'ancienne église Saint-Jacques, à l'intersection des rues de Gand et de Menin, fut destiné à recevoir le **gymnase municipal** <sup>60</sup>.

La même année fut construit le **grand stand de tir** à l'arme de guerre, rue de Gand, à deux pas de la ferme de la Bourgogne et du Sanatorium <sup>61</sup>. Il avait pour fonction, entres autres, d'inculquer quelques notions de tir aux appelés. Même si DRON n'était guère favorable à la loi des trois ans, il n'en concevait pas moins que la jeunesse, saine et sportive, devait se prêter aux exigences du service militaire. L'armée, c'était aussi la défense de la République. Il propose en 1911 une loi sur l'assistance des familles privées du soutien de leur fils appelés sous les drapeaux. Par ailleurs, il organise la "**Société de Tir National de Tourcoing**" dont il sera le Président d'Honneur jusqu'à sa mort.

En ce qui concerne l'aménagement de Tourcoing, DRON ne s'y distingua pas particulièrement. Les oeuvres sociales coûteuses qu'il a mis en place dévoraient une bonne part du budget communal et ne laissaient que peu de moyens pour une grande politique d'urbanisation.

<sup>&</sup>lt;sup>58</sup> DRON dépose un rapport le 27 décembre 1910 au Conseil municipal sur cette question.

<sup>&</sup>lt;sup>59</sup> Arch. Mun. de Tourcoing, série DIA, doc. 52.469.

<sup>&</sup>lt;sup>60</sup> Arch. Mun. de Tourcoing, série DIA, doc. 57.278.

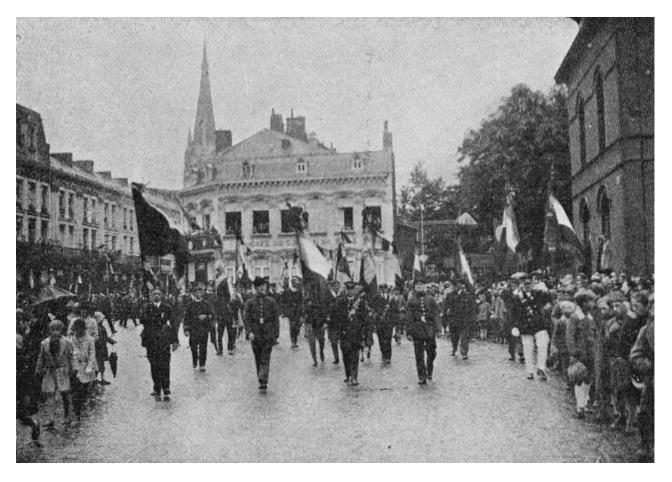
<sup>&</sup>lt;sup>61</sup> Arch. Mun. de Tourcoing, série DIA, doc. 41.144

1914-1930: les temps difficiles

 $\Pi\Pi$ 

1914-1930 : LES TEMPS DIFFICILES

<sup>« (...)</sup> on a souvent parlé des régions envahies, de la détresse des populations du Nord. (...) Elle fut affreuse. Il fallut lutter contre elle, éviter un désespoir, un abandon qui aurait causé des ruines morales irréparables et servi peut-être plus que les ruines matérielles, les desseins de l'ennemi. Le maire de Tourcoing de 1914 à 1918 a su créer cette patience, souvent plus héroïque que l'élan téméraire, qui n'a pu malheureusement maintenir à la population civile que des conditions de vie misérables. »



Les drapeaux des sociétés de gymnastique de l'association régionale des gymnastes du Nord et du Pas-de-Calais. (Photo Capelle)

« (...) Au cours de l'occupation, M. DRON s'est signalé par sa vaillante résistance aux exigences de l'ennemi. En butte aux vexations d'un Commandant brutal, il a subi de nombreuses perquisitions, tant à la mairie qu'à son domicile particulier. Il n'a cessé de protester contre les mesures iniques imposées par les Allemands aux habitants des régions occupées et notamment contre les évacuations forcées, les mauvais traitements infligés aux hommes contraints au travail et la saisie des cuivres (...) »

Dossier de la Légion d'Honneur. Novembre - Décembre 1918

## 7. LES MISÈRES DE L'OCCUPATION

## Une rupture totale

Les quatre années qui s'écoulèrent du 14 octobre 1914 au 17 octobre 1918, sous la botte allemande, furent quatre années de parenthèse pour la vie politique, économique et sociale de Tourcoing. La grande épreuve subie en commun a rassemblé des hommes d'origines sociales, d'idéaux, de sentiments ou de caractères si dissemblables : DRON, INGHELS, PIERPONT, LECLERCQ, POTIÉ, LENFANT, SION. Et bien d'autres, hommes ou femmes, connus ou inconnus, furent ensembles constamment "sur la brèche" l

Une rupture totale. Les choses prennent des valeurs différentes et les hommes s'adaptent. Les personnages, acteurs ou jouets de l'histoire tiennent des rôles qui ne sont plus ceux d'avant-guerre, ceux d'un autre temps, d'un autre monde. Certes, aucun d'entre eux n'a renoncé à ses propres engagements, à ses propres valeurs, mais tous on pu croire qu'une société nouvelle, réconciliée par le combat et solidaire dans la paix comme dans la guerre, allait naître.

Mais cette guerre, qui ne sera pas la "Der des Der" et dont l'Europe entière allait sortir vaincue et des millions d'hommes déçus - la "génération du feu" 2 - n'aura fait naître qu'une "grande illusion".

#### La mobilisation

Peu nombreux étaient à Tourcoing ceux qui imaginèrent les conséquences de l'assassinat du prince héritier d'Autriche à Sarajevo le dimanche 28 juin 1914. Tandis qu'à Paris JAURÈS déploie toute son énergie à éveiller les consciences devant le péril de la guerre, à Tourcoing, l'intérêt pour les affaires locales l'emporte sur celui des affaires internationales. On y discute de la récente victoire de GUSTAVE DRON aux élections sénatoriales engagées suite au décès du sénateur SCULFORT. Il a l'avantage sur un rival radical - mais soutenu par la droite - et sur le socialiste GUSTAVE DELORY, en obtenant 1.257 voix sur 2.470 votants. Ainsi DRON se voit consolé de sa défaite aux législatives de mai par son entrée au Sénat, mais cinq semaines avant la grande déflagration. Il marque sa victoire en donnant une fête dans la salle du gymnase. Salle qu'il avait par ailleurs refusée quelques semaines plus tôt aux jeunesses socialistes...

On chuchote au sujet des prochaines festivités du 14 juillet, pour lesquelles la municipalité ferait des frais; la ville sera illuminée par 8.000 lampes électriques, presque trois fois plus que les années précédentes. Malgré les rumeurs sinistres, l'ambiance estivale de Tourcoing reste à l'insouciance. Le dimanche 26 juillet, le cirque de la Place des Halles attire toujours des spectateurs en nombre, les estaminets ouverts tard dans la nuit ne désemplissent pas et l'on parle de ce cinéma, "Le Splendide" qui devrait ouvrir rue des Anges, le samedi l'er août...

Arch. Mun. de Tourcoing, in "L'orage sur la ville", Jean Mauclere, op. cit.

<sup>&</sup>lt;sup>2</sup> François Sirinelli, in "La Génération du feu", art. paru dans "l'Histoire" n° 107, janvier 1988.

#### Troisième partie

Puis tout s'accélère : déclaration de guerre de l'Autriche à la Serbie le 28 juillet, mobilisation générale en Russie, en Autriche, en Belgique. Le vendredi 31 juillet, à 21h40, c'est JAURÈS qu'on assassine et, avec lui, la paix de l'Europe. Et c'est ce samedi 1 er août, à 16h12 très précisément, qu'apparaît au bureau des Postes l'affiche blanche aux drapeaux tricolores, tandis qu'à Berlin, l'État-Major allemand déclare la guerre au Tsar de toutes les Russies. Et le son grave du bourdon de Saint-Christophe de rameuter la population. Ce soir-là, il n'y aura pas de séance au "Splendide"...

À Tourcoing, pas d'enthousiasme exacerbé pour le départ. La municipalité, qui avait déjà reçu quelques jours auparavant ordre du préfet d'envisager la réquisition des chevaux et des voitures, souligne le *«calme et le sang-froid »* de la population qui vivait les dernières heures de paix.

Des groupes se forment devant l'Hôtel de Ville qui arbore le drapeau national, et parfois quelques hommes entonnent la Marseillaise. La mobilisation générale n'est pas la guerre, mais la foule reste grave, même si l'espoir d'un conflit court atténue le chagrin de la séparation.

Le lendemain, dimanche 2 août, GUSTAVE DRON fait afficher une proclamation ferme et rassurante :

« Puisque notre volonté formelle de maintenir la paix entre les peuples se heurte à des provocations, à des calculs de conquêtes et de rapines, regardons en face l'ennemi héréditaire! Montrons-lui tout ce qu'il y a de vigueur et de vitalité dans notre race quand il faut lutter contre l'envahisseur. La Patrie est en danger, que tous les Français soient debout pour la défendre ».

Cette déclaration tranchée devait être commentée dans la "Gazette de Cologne" où les commentateurs la considèrent comme une provocation belliqueuse. Il est vrai que DRON ne cacha pas son attachement aux valeurs républicaines de patriotisme et de défense du sol national, avec cette allusion à 1792, la "Patrie en danger" chère aux coeurs républicains. Mais il ne fut jamais de ces patriotes "revanchards", trop conscient de par son apostolat de la misère et des horreurs engendrées par la guerre.

Ce même jour, les premiers mobilisés encombrent la gare, qui fourmillera pendant plusieurs jours. Les familles accompagnent ceux qui partent, les scènes émouvantes se multiplient, la presse en témoigne :

## «... tous ont les yeux mouillés par les larmes...».

L'historien JEAN-JACQUES BECKER a très fidèlement décrit le sentiment moyen des Français durant ces dernières heures de la paix : « entre la consternation et l'enthousiasme, mêlant la résignation au sens du devoir ». <sup>3</sup>

La suite est connue : le 3 août, l'Allemagne déclare la guerre à la France et à la Belgique, qui a refusé de laisser passer les armées allemandes. Le 5 la Grande-Bretagne déclare la guerre à l'Allemagne. Le 6, c'est l'Autriche-Hongrie à la Russie. Enfin le 12, la France et la Grande-Bretagne à l'Autriche-Hongrie. Le conflit est devenu mondial. À Lille-Roubaix-Tourcoing, certains journaux exultent et prennent un ton revanchard.

<sup>&</sup>lt;sup>3</sup> in "1914 : comment les Français sont entrés dans la guerre"

#### Un comité de secours alimentaire

L'espionnite, la peur de manquer de vivres ou d'argent gagnent la population. La fièvre monte. Les guichets de banques sont pris d'assaut, les stocks des boutiques épuisés <sup>4</sup>. Mais la municipalité, aidée par toutes les bonnes volontés individuelles, organise l'entraide et la solidarité : GUSTAVE DRON fonde un Comité de Secours afin de venir en aide à toutes les familles modestes -autant dire toutes les familles- que le départ du père et/ou des fils place dans une situation précaire. Dans ce comité se retrouvent des notables de la cité :

- JULES BRASSART, adjoint au maire,
- ACHILLE BELTETTE, professeur au lycée et conseiller municipal,
- LOUIS THAUNE, consul de Belgique,
- FRANÇOIS MASUREL-SIX, fabricant de tapis,
- LOUIS LORTHIOIS, industriel,
- GEORGES DESURMONT, industriel,
- ALBERT SIX, industriel,
- GEORGES DUVILLIER, vice-président de la Chambre de Commerce,
- EDMOND MASUREL, membre de la Chambre de Commerce.
- HIPPOLYTE SCALABRE, membre de la Chambre de Commerce,
- ROMAIN DUQUENNOY, président du Tribunal de Commerce,
- FERNAND DEWAWRIN, membre du Tribunal de Commerce.
- EUGÈNE DELERUE, greffier du Tribunal de Commerce.

10.000 quintaux de blé sont achetés et entreposés à la meunerie du Bureau de Bienfaisance, en cas de besoin. Une émission de bons communaux de 25 et 50 centimes rapportent 3.982.400 francs dans un premier temps, jusqu'à l'heure de l'occupation. Ainsi les municipalités de Roubaix - Tourcoing émettent leur propre papier-monnaie. Ces bons atteindront les valeurs de 5, 10, 20 ou même 100 francs. En tant que médecin, le problème de l'accueil des blessés ne laisse par DRON indifférent ; il prévoit 350 lits à l'hôpital de la rue Nationale et au sanatorium de la Bourgogne.

## Signes avant-coureurs de l'occupation

Pendant ce temps, les journaux locaux ou nationaux, même les plus sérieux, annoncent les faits d'armes les plus invraisemblables. C'est le début du "bourrage de crâne". Mais la réalité dément rapidement les propos optimistes et mensongers. La guerre tue, les chiffres sont élevés, mais les communiqués n'en soufflent mot. L'armée française est victorieuse en Alsace, dit-on. Donc quel étonnement quand, le 23 août dans l'après-midi, les premiers coups de feu sont échangés entre une patrouille de huit cavaliers Uhlans et le petit poste défensif du quartier de la Bourgogne. Un des soldats ennemis est tué, le premier soldat allemand mort à Tourcoing ; son destrier tout équipé sera utilisé par le commissaire LENFANT pour d'autres exploits héroïques.

<sup>&</sup>lt;sup>4</sup> Le prix de la pomme de terre, aliment de base avec le pain et le lait battu dans le Nord, monte en flèche.

Le sénateur-maire devra employer toute sa rhétorique pour apaiser les esprits ; « Ne vous alarmez pas, l'invasion ne semble pas à craindre, faites justice des colporteurs de fausses nouvelles, n'abandonnez pas votre foyer ». DRON croyait-il lui-même en ses paroles rassurantes, alors que son ami ALPHONSE LENFANT, le commissaire du quartier de la Croix-Rouge, le tenait sérieusement informé ? En effet, ce dernier parcourait la campagne environnante en automobile avec comme chauffeur ÉTIENNE SION, fils d'un industriel notoire, à la recherche de tout renseignement sur les mouvements et la composition des troupes ennemies. Pour les communiquer ensuite non seulement au maire mais aussi au préfet du Nord, M.TRÉPONT. Les incursions allemandes se faisaient de plus en plus nombreuses, mais il ne s'agissait que de petits détachements de reconnaissance qui ne faisaient que traverser la cité et provoquer la curiosité des Tourquennois. Dans ces derniers jours de mois d'août, on pouvait lire sur les murs l'affiche suivante, émanant de la municipalité :

« Nous devons regretter qu'une partie de la population ait tendance à stationner, à former des attroupements quand des patrouilles de cavalerie allemande circulent sur notre territoire. En ce cas, le moindre incident peut avoir des conséquences graves, être considéré comme une provocation et entraîner des représailles dont toute la ville aurait à souffrir. Personne n'a le droit, en dehors des soldats qui sont des belligérants réguliers, de faire acte d'hostilité : ce sont les lois de la guerre. ».

Le mercredi 2 septembre, les journaux, à l'instigation certainement de l'État-Major français et du Gouvernement de la République, imprimaient en première page un article intitulé "les lois de la guerre", rappelant que « les habitants des régions occupées doivent se conduire pacifiquement, ne prendre part en aucune façon à la lutte, s'abstenir de tout dommage aux troupes de la puissance occupante, obéir aux organes du gouvernement ennemi (...) ».

Et l'on apprenait également que la bataille faisait rage sur la Somme. Mais si les Allemands sont à Péronne ou à Bapaume, c'est qu'ils ont laissé délibérément Tourcoing de côté... Mais pour combien de temps ? Sommes-nous en "région occupée" ? La réponse ne devait pas tarder : deux jours plus tard, le vendredi 4 septembre, Lille est occupée par les "verts-de-gris" et ils viennent jusqu'à Roubaix-Tourcoing prendre les premiers otages de ces villes. À Tourcoing, sont emmenés sept personnalités notables dont un membre du Comité de Secours présidé par DRON, ACHILLE BELTETTE. Les six autres sont JOSEPH VOLT, GUSTAVE SCALBERT, HENRI DUTHOIT, LOUIS LÉONARD, A. HEULST, P. BAILLEZ et L. BERNARD. Le samedi 5, les Britanniques reprennent Lille et les Allemands évacuent l'agglomération. Le mardi 8 septembre, c'est la victoire de la Marne, que les journaux ne manquent pas de rapporter.

L'étreinte se desserre, mais le répit sera de courte durée. Le 17 septembre, le maire reçoit l'ordre des autorités militaires de procéder au recensement de la classe 1915. Ce qui est fait du 18 au 22 à la Maison de l'Amicale Laïque. D'autre part, le 22, un délégué du gouvernement, le député socialiste de la Seine<sup>5</sup>, rencontre GUSTAVE DRON à Tourcoing afin de rendre compte de la situation de Roubaix-Tourcoing à Paris. À cette date, les patrouilles de cavalerie allemande traversent à nouveau la ville. L'étau se resserre autour de Lille.

Le lundi 5 octobre au matin, sous le bruit du canon tout proche, une trentaine de Uhlans débouchent sur la Grand Place après avoir remonté les rues de Gand et Saint-Jacques. C'est l'avant-garde d'un convoi de 2.000 hommes, fantassins, cyclistes, artilleurs, cavaliers, qui arrive dans l'après-midi par la rue du Tilleul. C'est la première fois que la population voit autant d'ennemis d'un coup. Les badauds

<sup>&</sup>lt;sup>5</sup> ALBERT THOMAS, futur directeur du Bureau International du Travail.

s'amassent, malgré les exhortations du maire, « comme s'il s'agissait d'une cavalcade de fête » déplore la presse. Surtout « les jeunes gens dont l'âge excuse peut-être l'insouciance ».

Malgré tout, les fenêtres se ferment, les portes se verrouillent, les automobiles s'immobilisent, les usines s'endorment. Du 10 au 13 octobre, c'est la bataille de Lille que gagnent les Allemands ; le sort de Tourcoing est alors scellé.

## Avis à la population

C'est le mercredi 14 octobre vers 11 heures du matin, une semaine jour pour jour avant sont 58ème anniversaire, que DRON rencontre le premier plénipotentiaire allemand venu le trouver à la mairie pour lui annoncer l'occupation de Tourcoing dans les heures à venir. On trouve un interprète, M. SPEDER qui traduit les propos de l'Allemand. Il réclame la livraison d'otages afin que l'occupation se fasse en toute tranquillité.

Les otages, dont DRON lui même, furent conduits à Roncq, dans les locaux du Patronage. Il s'agit de MM. le chanoine LECLERCQ doyen de Saint-Christophe, l'abbé MALAQUIN du Sacré-Coeur, ROMAIN DUQUENNOY, GEORGES DUVILLIER, ABEL LEVEUGLE, conseiller d'arrondissement et de JOSEPH VILLAEYS, conseiller municipal. Ils seront libérés quelques jours plus tard, notre maire le lendemain même, afin de servir de médiateur entre autorités allemandes et populations occupées. Ainsi, le 15 octobre, il lui fut demandé de rassembler en quatorze jours de délai, les sommes de 2.975.000 francs d'indemnités de guerre et de 1.000.000 de francs pour rançon des otages. La municipalité ne parvint à réunir que 1.700.000 francs en faisant appel au concours des citoyens, ce qui ne satisfaisait point les exigences allemandes. Ils exigèrent alors un paiement quotidien en nature qui devait peser très lourd sur le ravitaillement de la ville. Étaient attendus quotidiennement :

- 8.000 kilos de pain
- 3.500 kilos de viande
- 4.000 oeufs
- 2.000 litres de vin
- 1.000 litres d'eau de vie
- 175 kilos de sucre
- 150 kilos de café
- 100 kilos de beurre
- 26 kilos de thé
- 8.000 cigarettes
- 8.000 cigares
- 80 kilos de tabac
- 50 kilos de bougies
- et 10.000 kilos d'avoine

## Troisième partie

Pourvoir au ravitaillement allemand selon ces conditions fut la tâche principale et forcée de GUSTAVE DRON durant 1.463 jours d'occupation, une tâche harassante pour cet homme responsable de ses concitoyens et ne cherchant guère à fuir ses responsabilités. Précisons que chaque mécontentement allemand entraînait le paiement d'une taxe supplémentaire de 10.000 à 100.000 francs.

Il serait fastidieux et hors de propos de donner les détails des applications de l'administration militaire allemande. Sachons cependant qu'elles furent d'une efficacité aussi tatillonne que vexatoire. Les réquisitions étaient réglées comme un système d'horlogerie, rien n'était oublié, tout était répertorié avec minutie, contrôlé avec sévérité. Outre l'interdiction de quitter le territoire communal, réquisition de tous les moyens de transport, couvre-feu impératif, liste des habitants affichés dans l'entrée de chaque maison... etc.

Le 12 novembre 1914, GUSTAVE DRON, assisté d'ALBERT INGHELS, institua alors un Bureau Commercial chargé du ravitaillement de Tourcoing, dont les directeurs, MM THAUNE et DELERUE, restèrent eux aussi très actifs jusqu'à la fin de l'occupation. Tandis que LENFANT usait d'audace et de courage dans l'élaboration de son système d'information<sup>6</sup>, DRON usait force d'inertie et d'entêtement dans les nombreuses tractations qu'il dut entreprendre avec le commandement allemand, personnifié par le nouveau général VON TESSIN, « officier borné et plein de morgue »<sup>7</sup>. Il réussit entre autres choses à faire rendre les quarante vaches de la ferme de la Bourgogne qui avaient été réquisitionnées! Le protection des malades et des démunis restait sa principale préoccupation, d'autant plus précieuse et nécessaire en ces temps de détresse.

## 1915: revues d'appel et consignations

L'année 1915 vit l'occupation allemande s'installer définitivement pour trois années. Une administration sévère, tracassière et minutieuse, occupant les locaux de la mairie, écrasa la ville. DRON affrontait une situation économique de plus en plus périlleuse ; le 9 janvier, après seulement quelques semaines d'occupation, il informe VON TESSIN que les réserves de farine sont tombées à 413 sacs alors que la consommation journalière est de 105 sacs. Ce sont des intercessions incessantes qu'il fit inlassablement qui permirent de détendre légèrement la situation. Ici, le commandant allemand céda à haut prix des sacs de farine réquisitionnés qui n'avaient rien coûté.

### Le C.A.N.F.

C'est encore DRON qui organise sous sa présidence le Comité Alimentaire du Nord de la France, le CANF, qui se coordonnait avec d'autres organisations comme le "Comité Hispano-américain" ou l'"American Relief for Belgium". Ces derniers fournirent au CANF divers produits de consommation courante qui furent distribués à la population, comme du pain, du jambon, du lard, de l'huile, des légumes, ou encore des pâtes, du vermicelle, des bougies, du vinaigre, des harengs, … etc.

<sup>&</sup>lt;sup>6</sup> Avec le dévouement de personnes telle Mme DECOCK qui risqua maintes fois sa vie en traversant la frontière belge.

<sup>&</sup>lt;sup>7</sup> JACQUES AMEYE, in "Histoire de Tourcoing", op. cit.

<sup>&</sup>lt;sup>8</sup> Soutien américain pour la Belgique, trad. de l'auteur.

La Kommandantur décida en mars des revues d'appel qui consistaient à contraindre les hommes de 17 à 55 ans à faire valider chaque mois leur laisser-passer. Le même mois, il fut décidé de déporter les plus inaptes au travail, femmes, ou hommes en incapacité. DRON eut la charge délicate de faire exécuter le tirage au sort des premiers déportés parmi les assistés du Bureau de Bienfaisance, 700 le 12 mars et 300 de plus le 24. À ceux qui craignent de se retrouver en Allemagne, il répond « aucune crainte à avoir, il s'agit d'aller en France, non en Allemagne ».

Tandis que dès le printemps une résistance efficace et discrète s'organise, avec pour principal acteur tourquennois le commissaire LENFANT du quartier de la Croix-Rouge, les civils usaient de tous les moyens pour irriter les soldats ennemis. En particulier, les médaillés du travail arboraient leur médaille à l'insigne tricolore, d'autres poussaient des cris hostiles au passage des trains allemands chargés de troupes, ou bien se rassemblaient à plus de cinq dans la rue pour être aussitôt dispersés par une patrouille. Sans compter ceux qui essayèrent de traverser la frontière belge pour diverses raisons.

Toutes ces manifestations hostiles, plus bravaches qu'héroïques, étaient autant d'occasions pour VON TESSIN de réclamer à DRON des amendes de 10.000 francs. Au cours des semaines qui s'écoulèrent jusqu'en décembre, les affiches, dont nul n'était sensé ignorer les prescriptions, se multiplièrent.

Tout objet ou animal de valeur devait être déclaré. Dans l'ordre chronologique, le maire dut faire procéder à la consignation des chevaux, des voitures, des bêches, de tous les métaux, de l'avoine, des toiles, des sacs, des courroies de cuir, des bouchons de liège, du caoutchouc, des appareils photo, des poêles, des glands de chênes et des châtaignes, des poules, des oeufs, des cochons d'Inde, du papier, des orties, des oies, des canards, des machines à écrire, des machines à couper la paille, des objets d'art, des coffres-forts, des moulins à blé manuels, des moutons, des machines à tricoter, des lampes de poche, des machines à coudre, des éponges, du tabac, de la cire des églises, des fruits et des noix... Inutile de préciser que tous les stocks de textile des fabriques de la ville furent consciencieusement pillés.

Quant à la vie intellectuelle, elle fut réduite à sa plus simple expression : seuls deux journaux rédigés en français par les Allemands étaient publiés à Tourcoing : "Le Bruxellois" et "La Gazette des Ardennes", imprimée à Charleville-Mézières. Pour les rares Tourquennois qui comprenaient l'allemand, chaque semaine, ils pouvaient lire le communiqué officiel des dernières nouvelles du front, réelles ou mensongères.

En septembre, DRON fut "prié" d'assister à l'inauguration du monument aux morts allemands du cimetière, ainsi que le président du Tribunal de Commerce et le président de la Chambre de Commerce, respectivement MM. ROMAIN DUQUENNOY et GEORGES DUVILLIER.

Le recensement allemand du 27 octobre 1915 nous permet cependant de connaître certains chiffres : Tourcoing comptait alors 69.078 habitants pour 82.644 en 1911 et 19.572 maisons dont 481 inhabitées. Sous prétexte de difficultés dans le ravitaillement, 1.000 personnes de plus furent déportées en décembre vers le sud de la France, ce qui porte à 2.000 le nombre d'évacués forcés pour l'année 1915.

## 1916 : réquisitions des cuivres et déportations

Les rigueurs de l'occupation augmentèrent encore durant l'année 1916. Si la ville fut toujours épargnée des combats, hormis quelques obus anti-aériens allemands tirés sur les avions de

#### Troisième partie

reconnaissance alliés qui survolaient la ville et qui retombaient sur les habitations, elle dut néanmoins souffrir de nombreuses privations et vexations, toujours plus lourdes. Les exigences de l'occupant furent de plus en plus nombreuses, de plus en plus hétéroclites, voire saugrenues.

1916 reste pour la ville l'année terrible en raison de la grande déportation du mois d'avril. Les tous premiers le 7 avril furent envoyés à Bazeille, dans les Ardennes. Devant les agissements allemands et d'après des rumeurs qui se répandaient selon lesquelles cette première vague de départs ne serait que le prélude à d'autres plus vastes, les parlementaires de la métropole tentaient de rassurer l'opinion publique par voie d'affiche :

« Nous exprimons notre assurance qu'il ne sera pas donné au monde d'assister à cette horreur de la déportation en masse d'hommes, de femmes et d'adolescents inoffensifs, à la dislocation des familles et à la promiscuité qui en résulterait ? Personne de saurait froidement songer à provoquer ainsi l'indignation du monde entier et à marquer cette guerre, si cruelle à tant d'égards, d'une souillure indélébile. ».

Le Sénateur, Maire de Tourcoing, DRON. Les députés se trouvant dans la région occupée, DELORY, GHESQUIÈRE, INGHELS, RAGHEBOOM

Mais paroles vaines, car les affiches du 20 annonçaient une déportation en masse qui débuta le 23 avril à deux heures du matin. Avec une efficacité toute germanique, les habitants des quartiers concernés furent sortis du lit et alignés contre les murs. Les déportés sont les hommes et femmes de 14 à 55 ans sans travail. Dans l'ordre, les célibataires, les mariés sans enfants, puis les mariés avec enfants de plus de 14 ans. Le 29 avril au soir, ce sont 4.366 déportés, 3.748 hommes et 858 femmes, qui sont parqués dans des caves d'usines avant d'être envoyés dans les Ardennes. Au cours de ces sept jours, DRON se trouva souvent dans la rue, s'interposant au risque d'être malmené quand les soldats allemands se faisaient brutaux. Par la suite, les déportations furent effectuées par petits paquets afin de créer moins de remous. À la fin de l'année le nombre des travailleurs forcés exilés était monté à plus de 6.000 et celui des habitants en dessous de 60.000.

VON TESSIN fit savoir par voie d'affiche le 11 août 1916 que tous les les objets en cuivre, nickel et étain devaient être livrés, jusqu'au plus insolite et au plus petit. L'abbé LECLERCQ incita ses paroissiens à ne pas livrer leur cuivre, ce qu'ils firent et qui lui valut une condamnation, devant tribunal de guerre allemand, de dix ans de réclusion. GUSTAVE DRON intervient alors pour aider son vieil et acharné adversaire de temps de paix. Mais son intervention ne changea rien à la décision des autorités allemandes : le doyen de Saint-Christophe fut envoyé en camp de prisonnier en Allemagne. Devant les perquisitions dans les logis individuels et surtout dans les usines dont les métiers sont désarticulés pour en récupérer les cuivres, DRON ne peut que regretter que « soient annihilés ces instruments de travail pacifique dont l'absence vaudra à Tourcoing après l'occupation, une sérieuse prolongation de l'inactivité <sup>9</sup> ».

Le 29 août, alors que VON TESSIN a donné l'ordre de fouiller les maisons vides, le maire fait passer le mot à ceux qui en avaient la charge afin qu'ils les occupent avant l'intrusion des soldats, pour éviter que ceux-ci ne saccagent ou ne pillent.

En raison des mauvaises volontés de la population, vingt-cinq notables de la ville furent emmenés en otages jusqu'en Lithuanie, le 1er novembre 1916. Nous retrouvons parmi ceux-ci des noms de grandes familles de l'agglomération : MASUREL, FLIPO, TIBERGHIEN, DASSONVILLE, JONGLEZ,

-

<sup>&</sup>lt;sup>9</sup> JEAN MAUCLÈRE, in "L'orage sur la ville", op. cit. Ce sont 835.685 kilos de cuivre qui sont emportés par les Allemands, et presque autant sont dissimulés.

POLLET, MOTTE, SION, DESURMONT et d'autres encore. En décembre, un autre des anciens adversaires de DRON est arrêté. C'est en effet après perquisition chez ALBERT INGHELS que les Allemands découvrirent des journaux publiés en zone libre, ce qui décida du sort du député socialiste élu de fraîche date : trois ans de prison.

## 1917 : travail forcé et saccage de l'industrie

L'année 1917 vit les prix des denrées alimentaires encore doubler par rapport à l'année précédente, alors qu'ils étaient déjà multipliés par cinq, sept, ou dix... Les restrictions se renforcèrent ; il fut bientôt interdit à tous les Tourquennois de quitter le territoire municipal et une zone englobant Wattrelos, Roubaix, Wasquehal et Mouvaux.

Une affiche datée du 28 juin et signée VON TESSIN prévenait les Tourquennois que tous les habitants pouvaient être contraints au travail et ne devaient pas s'y soustraire, sous peine de fortes amendes ou d'emprisonnement. Chaque jour, des hommes jeunes ou moins jeunes étaient obligés de travailler sous la surveillance des soldats. Malgré les interventions du maire, les travailleurs forcés peinaient pour l'armée allemande. Les fortes têtes, les réfractaires, les résistants étaient regroupés dans des unités disciplinaires, les "Brassards Rouges" et subissaient d'autant plus la brutalité ennemie.

Du 12 septembre au 14 novembre, c'est la réquisition minutieuse de la laine des matelas. Chaque maison est fouillée, les matelas sont éventrés. Les Allemands récupèrent ainsi plus de 675 tonnes de laine dont la moitié est rapidement expédiée en Allemagne, et l'autre moitié stockée en dépôt. DRON intervient une fois de plus, avec obstination, pour adoucir le sort des plus démunis. Il arrache de VON TESSIN, non sans longues et laborieuses discussions, la possibilité pour les impotents incurables de conserver leurs matelas et pour les malades de recevoir des matières de substitution, c'est-à-dire de la sciure et des copeaux de bois, que la Kommandantur fait livrer avec un an de retard -en septembre 1918- et à raison du quart de la quantité de laine dérobée. Le maire obtient de plus la restitution de 150 matelas que la municipalité tenait en réserve avant la guerre pour ses hôpitaux.

Les matières premières des usines enlevées depuis longtemps, les Allemands démontèrent alors les machines, envoyant en Allemagne tout ce qui pouvait servir : moteurs, tuyauteries, courroies, métiers divers, et brisèrent ce qu'ils ne pouvaient emmener dans certaines fabriques. Puis, quand la Kommandantur ordonna au curés de faire connaître le nombre, la dimension et le poids des cloches, en vue de les faire fondre et les reconvertir en obus, ceux-ci refusèrent et se retrouvèrent en prison, aux côtés de détenus de droit commun.

#### 1918: DRON arrêté!

Le 6 janvier 1918, certaines personnalités de Tourcoing furent emmenées en otages. Parmi celles-ci, nous comptons le chanoine LELEU, directeur de l'Institution Libre du Sacré-Coeur, ARTHUR PIERPONT, militant socialiste, les industriels LOUIS TIBERGHIEN et JOSEPH LEURENT et plusieurs femmes. Les autorités allemands les regroupent avec environ 600 autres détenus pris dans le reste de l'agglomération. Les femmes furent envoyées en Allemagne, les hommes en Lituanie<sup>10</sup>.

<sup>&</sup>lt;sup>10</sup> A. LELEU, in "Les otages français en Lituanie", Arch. Mun. de Tourcoing, Duvivier, 1930.

#### Troisième partie

En 1918, la zone des combats se rapproche de Tourcoing et ses environs. C'est l'année de la victoire chèrement payée du Mont Kemmel. Bailleul et Armentières sont reprises, les convois de l'armée allemande « misérable et loqueteuse 11 » laissent présager de la fin de cauchemar pour les habitants faméliques de la ville meurtrie.

Mais rendus amers par leur défaire, les occupants continuent de prendre des mesures vexatoires ; toutes les écoles qui n'étaient pas encore évacuées doivent l'être afin d'y laisser place aux troupes. Dans les maisons individuelles, il est décidé que les lits sont toujours réservés aux officiers, même s'il n'y en a qu'un.

Mais plus grave pour la cité, le 16 mai, GUSTAVE DRON est arrêté pour espionnage, avec d'autres de ses amis ou connaissances. Entre autres, le fameux commissaire de police LENFANT, résistant de la première heure aux multiples et tumultueuses aventures, l'huissier de justice PORTET, également résistant, le professeur du lycée de garçons BELTETTE. Inculpés de correspondre avec l'État-Major britannique par des courriers via la Hollande. Ces quatre-là, « suspects depuis longtemps » selon les mots du commandant allemand de la prison de Loos où ils sont transférés, sont gardés au secret. Pendant quelques semaines, c'est la vie de cellule pour le maire de Tourcoing : lever à 7h00 du matin, ersatz de café avec 300 grammes de pain à 7h30, une gamelle de brouet clair à 11h30, un second café à 16h00 puis coucher à 21h00...

Entre les interrogatoires, une heure de sortie par jour pour balayer la cour et se promener sous le préau. Sans parler de la rudesse des gardiens qui les malmènent parfois pour d'anodines raisons. Les prisonniers seront ensuite conduits en Belgique, les Allemands évacuant peu à peu le Nord. Après une étape dans les prisons de Tournai [Doornik], ils se retrouvent dans celles de Saint-Gilles, non loin de Bruxelles où ils sont traduits devant un Conseil de Guerre. Si PORTET est condamné à mort et DRON à être transféré en Allemagne, les autres sont acquittés, les Allemands n'ayant pas de preuve tangibles contre le commissaire malgré ses nombreuses participations à des actes de résistance. Devant l'imminence de la défaite, les juges allemands ne se sont pas empressés de faire appliquer les verdicts. C'est ainsi que l'huissier PORTET ne fut pas exécuté et que l'armistice les trouva tous dans leurs cachots de Saint-Gilles.

## La fin d'un martyre

Pendant ce temps, dans la ville privée de son premier magistrat, la bonne nouvelle de la retraite allemande du Mont Kemmel se répand comme une traînée de poudre le l'er septembre. Le mois suivant, le 2 octobre, le gros des troupes évacue Tourcoing. Le 15 octobre, le commandant VON TESSIN et son aide de camp partent à leur tour. Pendant deux jours, les derniers éléments du génie font sauter les ponts du Halot, de l'Espierre et le pont hydraulique du Canal, sans oublier les passerelles du chemin de fer des boulevards de la Marne et Gambetta. Ils achèvent leur besogne de destruction au sud quand les premiers cyclistes britanniques arrivent en reconnaissance au nordouest, par la rue du Brun-Pain, le 17 octobre.

Puis les événements se succèdent rapidement. Le président du Conseil et ministre de la Guerre, GEORGES CLÉMENCEAU, suivant la progression de troupes, arrive à Tourcoing accompagné du préfet du Nord Armand NAUDIN. Reçu à l'Hôtel de Ville par le conseiller municipal LOUIS

<sup>11</sup> J.VAN DEN DRIESSCHE, in "Histoire de Tourcoing", op. cit.

VANDEVENNE, qui remplace DRON encore en captivité, il y tient un discours en fin de matinée, quasiment à l'improviste. Le lendemain, c'est le président de la République en personne, RAYMOND POINCARÉ, qui honore la ville de sa présence. Dans son discours, il laisse entendre que l'ennemi règlera ses comptes. « L'Allemagne paiera », devait-on dire souvent dans l'entre-deux-guerres. Illusion aussi trompeuse que celle qui laissa croire à des centaines de milliers de "poilus" qu'ils avaient enduré les pires souffrances imaginables pour enterrer la dernière des guerres. Cette guerre qui laissait pour le moment les régions occupées exsangues, épuisées, dévastées. Tourcoing avait payé sa part de sang : 2.529 de ses fils étaient morts sous l'uniforme, en "héros et pour la patrie", sans compter les 158 victimes civiles. Il faudra attendre neuf ans pour que la ville, avec environ 82.500 habitants en 1927, retrouve son niveau de population de 1914.

## Chevalier de la Légion d'Honneur

Nous pouvons donc imaginer quelles épreuves attendent les hommes de la reconstruction. Les militaires avaient terminé leur "oeuvre" de destruction, il revenait aux civils d'en effacer les traces béantes.

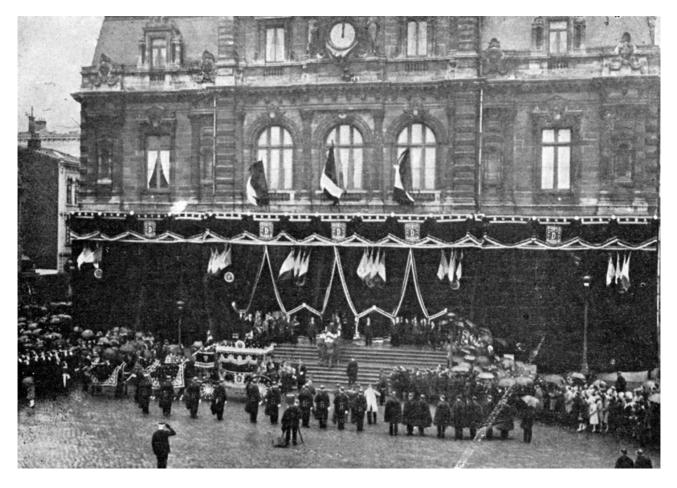
GUSTAVE DRON n'est libéré que le 9 novembre 1918, après six mois de captivité. D'une ville qu'il avait essayé de tirer de sa ruralité, qu'il avait doté d'institutions remarquables, pour laquelle il avait sacrifié tant d'années, il ne restait plus grand-chose. Peut-être est-ce devant de gâchis monumental, et après avoir subit quatre longues années d'occupation que le maire se sentit si fatigué, si las. La mort de sa compagne, sa défaite électorale de 1914 liée à la montée du socialisme et les problèmes qu'il lui pose, enfin cette occupation terrible et ces mois de captivité, semblent avoir abattu son énergie. De telles épreuves en auraient brisé plus d'un. Comment ne pas comprendre qu'il désire se retirer dès 1919 de la vie publique ? Comment ne pas comprendre qu'il ne s'est pas senti la force de recommencer et qu'il ait préféré laisser la place à de plus jeunes que lui ?

Durant ces quatre années, il est resté à son poste, et n'a pas cherché à quitter la ville quand il en était encore temps. On disait de lui qu'il avait préféré rester là où la tâche était la plus lourde sans profiter de son mandat sénatorial pour se mettre à l'abri. Son attitude durant ces temps difficiles, tout autant que ses oeuvres réalisées depuis le début de sa carrière, lui valurent, outre la médaille belge de Commandeur de l'Ordre de Léopold, la Légion d'Honneur. <sup>12</sup> Récompense suprême pour ceux qui ont mérité de la République. Cette Illème République si attachée à la valeur symbolique de ses citations et décorations, toujours prompte à distribuer ses plus hautes distinctions à ses enfants méritants :

« Au cours de l'occupation, M. DRON s'est signalé par sa vaillante résistance aux exigences de l'ennemi. En butte aux vexations d'un Commandant brutal, il a subi de nombreuses perquisitions tant à la mairie qu'à son domicile particulier. Il n'a cessé de protester contre les mesures iniques imposées par les Allemands aux habitants des régions occupées et notamment contre les évacuations forcées, les mauvais traitements infligés aux hommes contraints au travail et la saisie des cuivres <sup>13</sup> ».

<sup>&</sup>lt;sup>12</sup> Le document de présentation de la Légion d'Honneur n'est pas daté. Nous pouvons cependant en déduire selon les indications fournies qu'elle fut rédigée entre décembre 1918 et octobre 1919.

<sup>13</sup> Arch. Dép. du Nord, série F des Légions d'Honneur.



Les obsèques - La levée du corps. (Photo Janssens)

« (...) Nous ne l'avons jamais vu faiblir à la tâche ou laisser inachevé l'examen d'un seul de ses nombreux malades, bien que parfois nous lisions sur ses traits le signe de la fatigue, quand, selon son habitude, il avait follement voué au travail la plus grande partie de ses nuits. »

M. Georges DESMET, Médecin au Sanatorium de Tourcoing. Discours des Funérailles. Août 1930.

# 8. 1920-1924 : CINQ ANS DE RÉPIT

Après toutes ces déchirures, si son courage et son énergie ont gardé l'éclat de ses jeunes années, il n'en reste pas moins que sa santé, usée par l'âge et le travail, lui fait défaut. Lui manque également le temps de se consacrer à ses responsabilités politiques élevées et à son apostolat, la médecine. Ce sont les raisons qui lui feront abandonner la mairie dès la fin du conflit, non sans laisser derrière lui la ligne à suivre. Il se retirera de la vie publique ayant besoin de repos pour sa santé et de temps pour son travail de médecin.

#### Reconstruction industrielle

Si Tourcoing ne fut guère touchée ni par les combats ni par les bombardements comme le furent des villes telle qu'Arras, le matériel industriel des fabriques est rouillé ou brisé quand il n'a pas été purement et simplement enlevé par les Allemands. Mais les industriels tourquennois, dont bon nombre avait réimplanté des usines en zone libre, reprennent leurs activités rapidement, bénéficiant de la confiance des banquiers, qui eux ont confiance dans le gouvernement du Bloc National qui jure que l'Allemagne paiera.

Les entreprises TIBERGHIEN Frères et LORTHIOIS sont parmi les premières à rouvrir leurs portes, dès juillet 1919, pour reprendre à plein régime en décembre 1920. Chez CHARLES TIBERGHIEN et JULES DESURMONT Fils, la reprise est complète en 1922. Les filatures de coton de MOTTE Frères sont réorganisées de juin 1919 à novembre 1922. La filature HENRI ROBBE, l'une des plus saccagées par les occupants qui n'en avaient laissé que les murs, tourne à nouveau au début de l'année 1923.

GUSTAVE DRON fait sa rentrée parlementaire le 21 novembre 1918. Il est accueilli par une allocution du président du Sénat, ANTONIN DUBOST, à laquelle il répond avec émotion. Il entre immédiatement à la Commission chargée d'étudier les questions des départements libérés. Jusqu'au mois de mars 1919, il prendra souvent la parole pour discuter des problèmes de la reconstruction des départements ravagés. Toujours prompt à signaler les lourdeurs administratives ou les erreurs du gouvernement. Ainsi, le 14 février 1919 :

« M. LOUCHEUR a dit que les industriels des régions du Nord lui paraissent déprimés ; je ne le crois pas et ils le prouveront. Ce qui est vrai, c'est qu'ils sont paralysés par certaines inventions tel que le Comptoir central d'achats qui n'a abouti qu'à retarder, à enrayer toutes les initiatives, dont les effets ont été déplorables, puisque nous n'avons encore reçu aucune fourniture provenant de ce comptoir d'achats. Depuis plusieurs mois, on attend qu'il soit donné suite aux commandes passées par les industriels et pour la réponse qui leur est faite : adressez-vous directement aux constructeurs qui peuvent vous fournir. Pourquoi alors, avoir obligé les industriels à passer par leurs commandes par ce comptoir alors qu'ils ne demandaient qu'à faire leurs commandes directement aux fournisseurs ? (...)

Nous demanderons, lors de la prochaine discussion du projet de loi sur les dommages de guerre, qu'on veuille bien prévoir, contrairement à ce qui a été fait jusqu'ici, des avances d'argent aux industriels pour qu'ils puissent au moins faire les travaux les plus urgents de restauration à leurs usines.

La situation se trouvera ainsi réglée sans qu'il soit besoin d'en faire mention dans l'ordre du jour sur lequel le Sénat va se prononcer ».

#### Troisième partie

Par la suite, la dénonciation par INGHELS des spéculations de la fameuse "Union des Sinistrés" sur les dommages de guerre, qui vont enrichir certains alors que les plus faibles restent sans dédommagement, va remuer la vie de la métropole. DRON ne prend pas part à ce débat. Peut-être parce qu'il n'y voyait qu'une manoeuvre électorale pour le socialiste ou peut-être parce que certaines de ses connaissances de la Fédération Républicaine -regroupement des radicaux et républicains de gauche- sont impliqués dans cette cuisine électorale. La Fédération n'est en tout cas pas étrangère à la machination qui évincera INGHELS lors des législatives de mai 1924. Quel eut été son comportement s'il n'avait été sénateur mais député? Aurait-il participé à une manoeuvre souterraine contre son adversaire socialiste pour lui barrer l'entrée de la Chambre, ou aurait-il au contraire dénoncé comme lui les agissements peu clairs de l'Union des Sinistrés?

Les renseignements que nous avons sur la question ne suffisent pas pour apporter de réponses définitives. Quoiqu'il en soit, malgré les blocages techniques des premières années 1919-1920, les lourdeurs et retards administratifs et les spéculations de certains industriels ou financiers, l'industrie du Nord, et plus particulièrement celle de la métropole Roubaix-Tourcoing, se relève en moins de trois ans.

#### Revendications sociales

Mais cette reprise relativement rapide ne doit pas faire oublier les difficultés sociales de l'année 1919. Le retour des mobilisés, les quatre années de privations que la population veut compenser au plus vite, la fin de l'"Union Sacrée", le quadruplement du coût de la vie par rapport à 1914, l'hiver rigoureux de 1918-1919, redonnent à la question sociale tout son poids. Dans l'euphorie du triomphe, le gouvernement ne peut faire autrement que de donner satisfaction à une classe ouvrière qui a payé de son sang une bonne part de la victoire. Elle obtient ainsi la journée de huit heures, l'une de ses plus constantes revendications.

A Roubaix-Tourcoing cependant, on adopte la semaine anglaise, c'est-à-dire 48 heures en cinq jours et demi, soit environ neuf heures par jour plus trois ou quatre le samedi matin. Le samedi après-midi est chômé. La Chambre Syndicale des ouvriers du textile, affiliée à la CGT, avait réclamé, outre la journée de huit heures qui avait été accordée, un salaire horaire de 2 francs pour les ouvriers qualifiés, de 1,5 francs pour les spécialisés et surtout la reconnaissance de la légitimité des syndicats ouvriers par les syndicats patronaux.

Mais dans l'immédiat, en janvier - février 1919, avant que les fabriques ne commencent à fonctionner, la situation est tragique. DRON, se souvenant des promesses de POINCARÉ et CLÉMENCEAU, envoie un télégramme à ce dernier, président du Conseil, réclamant une aide rapide, promise mais toujours attendue par « une population indignée ». Si le ler mai, journée traditionnelle des manifestations ouvrières, se déroula dans le calme, des incidents mineurs éclatèrent dès la fin de l'année : grèves dans le bâtiment en octobre, dans quelques filatures de laine en novembre. Ces mouvements retombent vite après obtention du rehaussement des salaires, seule et unique revendication.

C'est dans le but de régler les questions salariales et autres revendications qui ne tarderont pas à se poser rapidement, que dès la fin du conflit, le roubaisien EUGÈNE MATHON -encore un adversaire irréductible de DRON- met sur pied la "Commission Intersyndicale de l'Industrie Textile de Roubaix - Tourcoing". La direction en est offerte à DÉSIRÉ LEY, ancien ouvrier de Roubaix mais qui affiche une

mentalité de patron paternaliste et autoritaire déjà anachronique. Si la philosophie de ces deux hommes, qui est de traiter les ouvriers avec justice et bienveillance, aurait pu les rapprocher de DRON, les intérêts qu'ils défendent obstinément et leur haine du syndicalisme ouvrier en font leur adversaire. À côté de cette commission syndicale, MATHON organise le "Consortium de l'Industrie Textile de Roubaix - Tourcoing", organisme de gestion des oeuvres sociales que le patronat supervise, telle que l'allocation familiale. La rigidité des ces deux organismes, leur refus de toute discussion avec les syndicats chrétiens ou cégétistes entraîneront les grèves et les heurts sociaux les plus profonds que Roubaix, Tourcoing et surtout les villages aux alentours, aient jamais connus. Car les deux villes jumelles, que nous vu précédemment se suivre plus ou moins efficacement dans les mouvements de grève de l'avant-guerre, sont désormais soeurs de lutte. Elles répondent mutuellement l'une à l'appel de l'autre, donnant ainsi plus de poids et d'ampleur à leurs manifestations.

DRON traversera ces années de durcissement des conflits sociaux, jusqu'à l'avènement du Cartel des Gauches, sans être impliqué au premier chef en tant que maire de Tourcoing. Cela joua-t-il peut-être un rôle sur la réélection de 1925, quand une bonne part des électeurs reviendront au "dronisme".

#### Reconstruction matérielle et humaine

Tout aussi importante que la reprise économique, la bonne marche des hôpitaux et des services médicaux doit permettre de soigner les cicatrices de la Grande Guerre. DRON s'en préoccupe rapidement comme le prouve l'installation d'un inhalatorium, destiné en particulier dans un premier temps aux gazés ou aux blessés. Il offre à l'''Office National des Mutilés et Réformés de la Guerre' une partie des locaux du sanatorium, que les Britanniques avaient occupé jusqu'au début de l'année 1919, afin d'y installer à titre provisoire une école de ré-éducation professionnelle des mutilés. Elle est ouverte et dirigée le 1 er juin par le docteur SOITOUX qui accueille immédiatement plus de trois cents pensionnaires jusqu'en décembre.

Par la suite, les locaux du sanatorium recouvreront leur fonction première. L'Office National devra donc obtenir l'autorisation de l'administration LEDUC, avec un retard accusé et accusateur, de conserver à Tourcoing une telle école, et donc d'élever de nouveaux bâtiments qui seront consacrés à la rééducation, non seulement des infirmes de guerre, mais aussi des victimes civiles du travail<sup>14</sup>.

La loi d'aménagement urbain du 14 mars 1919, liée à la reconstruction, oblige les villes de plus de 10.000 habitants à présenter un plan d'extension et d'embellissement. C'est quelques jours avant la fin de son mandat municipal que DRON remet, le 21 novembre, son rapport au Conseil qui est voté in extremis par son équipe municipale. En voici l'introduction où il se présente lui-même :

« Nous sommes invités par la loi du 14 mars 1919 à présenter à l'approbation de l'autorité supérieure un projet comprenant les plans d'extension et d'aménagement de la ville, un délai de trois ans nous étant imparti pour l'établir.

Personne ne s'étonnera que celui qui dirige l'administration municipale depuis vingt ans, après avoir contribué activement depuis 1884, à titre de conseiller municipal, à faire aboutir les grandes entreprises qui ont amenée la transformation de Tourcoing, (...) ait eu à coeur de mettre à profit son expérience, sa connaissance des besoins présents et futurs pour faire consacrer par un vote définitif les solutions que réclame le développement prévu et certain de la cité. ».

\_

<sup>&</sup>lt;sup>14</sup> La loi du 5 mai 1924 autorise l'admission des accidentés du travail dans les écoles de rééducation créées au lendemain de la guerre.

#### Troisième partie

C'est dans ce rapport que se trouvent les projets concernant le stade olympique de la rue des Orions, Son aménagement intérieur en sera confié à l'Union Post-Scolaire.

Mais il semblerait que le plan d'aménagement ait rencontré quelques difficultés, administratives ou concrètes, ou n'ait pas été suffisamment pris en considération par DRON ou son successeur. C'est du moins ce que laisse supposer le rapport daté du 20 mai 1920 de la Commission Départementale de l'Aménagement des Villes, où nous lisons que « le plan d'aménagement de la ville de Tourcoing ne présente que des améliorations partielles sans liaison 15 ».

## Renaissance de la vie politique

C'est en novembre 1919 que la vie politique reprend par une suite rapide d'élections : législatives, municipales puis cantonales. Les premières, les législatives, confirment la position avantageuse des socialistes dans le Nord. Ces derniers recueillent 29,8% des suffrages contre 25% pour les radicaux et républicains de gauche regroupés dans la "Fédération Républicaine", dont les chefs principaux sont les célèbres LOUIS LOUCHEUR et l'abbé LEMIRE. La droite, groupée dans l'"Union Nationale et Républicaine" menée par CONSTANT GROUSSEAU l'inflexible et VICTOR DILIGENT, futur fondateur du "Parti Démocrate Populaire", n'obtient que 16%. DRON, non éligible car déjà sénateur, intervient néanmoins pour soutenir la Fédération Républicaine, en précisant bien que le refus d'enregistrer certains catholiques sur cette liste n'a que pour but de garder la paix religieuse :

# « (...) si nous voulons la paix religieuse, nous ne pouvons admettre qu'on renonce aux lois laïques qui protègent l'État des empiètements de l'Église (...) ».

Ces législatives marquent le premier grand succès des socialistes dans le Nord. Il sont 10 élus, les radicaux et républicains de gauche 8, la droite 5. Mais notre région n'est pas du tout représentative du large glissement à droite de la France du tout début des années vingt. En effet, dans sa large majorité, le pays envoie au palais Bourbon 338 représentants du "Bloc National" qui forment ce qu'on appellera la "Chambre bleu-horizon" du 16 novembre 1919.

## Le docteur LEDUC, un successeur pour DRON

Une semaine plus tard, ce sont les municipales. GUSTAVE DRON fatigué ne se représente pas. Il tient à conserver uniquement la vice-présidence de la Commission administrative des Hospices et de la Sauvegarde des Nourrissons et à se consacrer en outre à son mandat de sénateur. Mais il ne quitte pas la vie publique sans auparavant préparer sa succession. Il compose donc lui-même la liste républicaine qu'il veut voir prendre sa relève. Elle comprend dix membres de la Solidarité Républicaine parmi lesquels JULES BRASSART, GUSTAVE SCALBERT et surtout FRANÇOIS LEDUC, conseillers sortants, vingt radicaux dont ARTHUR NYS, vice-président de la Fédération des Combattants, et finalement, six droitistes comme GEORGES DESURMONT, JACQUES MASUREL, ALPHONSE MOTTE, CHARLES TIBERGHIEN. Ceux-ci ont dû cependant faire allégeance en renonçant à défendre l'enseignement confessionnel et le principe des processions religieuses. Car

<sup>&</sup>lt;sup>15</sup> Arch. Mun. de Tourcoing, extr. de HENRI LORIDANT, compilation.

<sup>&</sup>lt;sup>16</sup> De la couleur des uniformes des poilus de la Grande Guerre.

celles-ci sont revenues dans la vie municipale : en juin 1919, les curés de la ville avaient demandé au maire de lever l'interdiction de 1907. DRON avait évidemment et poliment refusé, mais son conseil municipal avait dû faire une concession alors qu'il était en déplacement à Paris, en faisant représenter la municipalité au Te Deum de Saint-Christophe du 29 juin.

Le 30 novembre, la liste de concentration républicaine menée par FRANÇOIS LEDUC reçoit 9.263 voix et l'emporte sans difficulté sur la liste socialiste d'ALBERT INGHELS qui n'en obtient que 6.469. FRANÇOIS LEDUC est élu maire. Ses adjoints sont JULES BRASSART (Solidarité Républicaine), GEORGES DESURMONT (conservateur), GEORGES MOULIN et PIERRE DELTOMBE (républicains de gauche).

Après avoir été battus par la gauche aux législatives, repris la première place aux municipales, les radicaux débordent leurs adversaires aux cantonales. Pour le canton sud sont élus les radicaux FOUQUET-LELONG, conseiller général et LEVEUGLE, conseiller d'arrondissement, contre les socialistes INGHELS et HUYGE. Dans le canton nord-est on enregistre la victoire de deux radicaux également, FRANÇOIS LEDUC -le nouveau maire- et DÉSIRÉ VANDAMME, face à deux socialistes, ARTHUR PIERPONT et CONSTANT FLAMENT. Le canton nord qui fut toujours tenu par les conservateurs voit arriver au conseil d'arrondissement un radical, ALCIDE MULLET, qui remplace LOUIS SION, partisan et ami de GROUSSEAU. Seul le siège de conseiller général que détenait BARROIS reste aux conservateurs. Mais le vieil ennemi de DRON ne se représente plus et laisse sa place à DELACHERIE, notaire de Linselles.

Le 11 janvier 1920, aux élections sénatoriales, les sept élus de la Fédération Républicaine dont fait partie DRON, sont élus au premier tour de scrutin, au suffrage indirect des parlementaires, conseillers généraux et délégués des conseils municipaux. Pour interdire l'accès de la Haute Assemblée aux socialistes, les républicains et radicaux toutes tendances ont fait alliance avec la droite modérée contre la droite dure. Il obtient personnellement 1.598 suffrages sur 2.508 votants, c'est-à-dire qu'il dépasse largement la majorité absolue de 1.255 voix.

#### Le durcissement des conflits sociaux

S'il se retire de la scène politique en douceur, il n'en considère pas moins que cette équipe municipale qui est son choix doit être sa chose et conserver la ligne politique qu'il a tracée durant tant d'années : « travailler au bien de la cité avec la préoccupation constante d'améliorer le sort des petits et des humbles, dans un respect de leur dignité et de la liberté de leur conscience ».

N'espère-t-il pas secrètement rester dans les coulisses du pouvoir et conserver un rôle de décideur majeur? N'aurait-il pas choisi le jeune LEDUC comme successeur en raison même de sa jeunesse, qui devait l'inciter, en plus de la reconnaissance qu'il lui doit pour sa promotion, à demander conseil à l'homme d'expérience qu'il est? En tout cas, tout dans son comportement semblerait confirmer cette hypothèse. En outre, une telle manoeuvre ne porte-t-elle pas en elle les germes de la discorde? Comment pouvait-on imaginer que le vieux médecin pût renoncer au pouvoir après un "règne" aussi "absolutiste" que solide? D'autre part, pouvait-on imaginer qu'un jeune homme pût accepter cette tutelle écrasante sans qu'un jour il ne se révoltât?

La tâche de ce dernier n'est du reste guère aisée. La montée incessante des prix oblige les patrons regroupés dans le Consortium à instaurer une prime sur la "vie chère" dès le mois de janvier 1920,

#### Troisième partie

suivie en mars d'un système d'allocations familiales aidant les familles les plus nombreuses. Mais les syndicats ouvriers ne s'estiment pas satisfaits de ces miettes qu'on leur jette. Une grève de vingt-cing jours secoue la ville du 10 mars au 6 avril. Le nombre des grévistes est impressionnant : 60.000 dont 25.000 à Tourcoing. Devant cette manifestation de force, le Consortium accepte de quadrupler le prime de "vie chère", tout en attendant son heure pour retirer d'une main ce qu'il semble accorder de l'autre. Ainsi en février 1921, les patrons réduisent de 25% cette prime. Une seconde baisse en juin fait monter la tension, et une troisième annoncée pour le 1 er août déclenche la grève. Commencée le 16 août, elle touche cette fois 70.000 ouvriers dont 33.000 à Tourcoing malgré le chômage qui rend la condition ouvrière encore plus délicate. Chiffres jamais atteints à Tourcoing, qui pourtant ne forcent pas encore les industriels du Consortium à lâcher prise. Les ouvriers retournent au travail avec de maigres satisfactions, après deux mois de luttes.

## Cinq années pour les Hospices et le Sénat

Durant ces cinq années d'affermissement et d'agitation des mouvements ouvriers, socialiste et surtout communiste qui mèneront à la victoire du Cartel des Gauches en 1924, DRON ne participe plus à la vie politique de Tourcoing. Tout au moins plus de façon directe en tant qu'acteur principal. Il n'est plus l'interlocuteur dans ces luttes difficiles et âpres. Il gère les Hospices et la Sauvegarde des Nourrissons et garde un oeil sur le réseau des oeuvres sociales qu'il a contribué à mettre en place.

Parallèlement à son action municipale, il n'oublie pas de prendre la place qui lui revient au Sénat pour défendre ses projet et ses conceptions. Mais nous le voyons plus rarement et moins passionné qu'autrefois à la chambre des députés.

EN 1920, il dépose un projet de loi tendant à reconnaître et à encourager les consultations des nourrissons. Cette question, l'enfance du premier âge, avec celle de l'enseignement technique sont les deux seules qui le feront disserter longuement et minutieusement comme il le faisait souvent au Palais Bourbon. L'une de ses plus longues interventions de cette période se déroule le 25 juillet 1920 lors des débats budgétaires de l'exercice 1921. Il dénonce le peu d'intérêt porté par la grande industrie et par l'État pour l'enseignement technique, et tente de mettre en valeur son importance primordiale pour une société technologique tournée vers l'industrialisation et le progrès technique. Il déplore également la querelle des ministères de l'Instruction Publique et celui du Commerce qui se disputent le contrôle de l'enseignement professionnel. De vaines querelles de bureaux retardent en effet le développement de cet enseignement que beaucoup ne parviennent pas encore à considérer comme primordial. Ce retard se conjugue à la mauvaise volonté des industriels, qui, comme dans le Nord, sont opposés à cet enseignement non confessionnel qui concurrence le leur et pour lequel il refusent de payer<sup>17</sup>. Ces problèmes expliquent les trop fréquentes réductions des Écoles Primaires et Supérieures Professionnelles et des Écoles Pratiques de Commerce et d'Industrie à de simple écoles d'enseignement général avec une "option technique" tout à fait accessoire. DRON rend hommage au passage à son ami EDMOND LABBÉ dont le travail remarquable dans le Nord sert de référence pour la France entière, avant de conclure, trop optimiste en regard des difficultés qui s'amoncelèrent contre la cause de l'enseignement technique :

« Je vous remercie, mes chers collègues, de m'avoir permis d'apporter cette mise au point, et je veux espérer qu'elle hâtera le moment où les efforts de tous ceux qui s'intéressent à l'éducation professionnelle s'harmoniseront, à la grande satisfaction et pour le plus grand profit de notre pays ».

<sup>. -</sup>

<sup>&</sup>lt;sup>17</sup> Mais ce n'est qu'en 1925 que sera instituée la fameuse taxe professionnelle d'apprentissage qui aggravera le conflit entre le privé et le public.

## Premier signe de rupture DRON - LEDUC

C'est au sujet de la subvention annuelle accordée par la municipalité à la Sauvegarde des Nourrissons que le premier signe de rupture entre les deux hommes apparaît. FRANÇOIS LEDUC, face aux difficultés budgétaires, décide pour l'année 1921 une réduction de 120.000 à 100.000 francs. DRON le prend-il pour une attaque personnelle ? En tous cas, il réagit vivement et sans retard par une lettre présentée au Conseil municipal le 28 février. On lui rétorque -les conservateurs- qu'il dirige les Hospices comme il dirigeait la mairie, seul et sans laisser aux conseillers délégués aux Hospices, ALBERT DESCHAMPS et EDMOND SALEMBIEN, le soin d'en apprécier les besoins financiers. Feu de paille, l'incident retombe vite dans l'oubli. LEDUC, sur le conseil des délégués, rétablie la subvention à 120.000 francs.

Du côté du Luxembourg, GUSTAVE DRON entre en 1921 à la Commission de l'Assistance et Prévoyance Sociales et à celle de l'Enseignement et de l'Hygiène. Dans le cadre de l'enseignement technique, il interpelle le 6 avril , au cours du vote du budget de l'agriculture, le ministre concerné par quatre fois., voulant une réponse précises à sa question et non de floues promesses. Le problème porte sur l'intervention de l'État pour faire fonctionner les 35 écoles ménagères de France, et en ouvrir quatre nouvelles. DRON se bat ici pour ses propres intérêts, pour son Institut Sévigné, équivalent au féminin de l'Institut Colbert :

« Je demande à M. le ministre de l'agriculture s'il est en mesure d'assurer l'application de la loi et de tenir les engagements pris. On a dit aux départements et aux communes que, s'ils votaient les crédits dont le montant leur était indiqué, l'État interviendrait à son tour pour permettre l'organisation immédiate de ces cours. L'État est-il en mesure de le faire ? ».

N'obtenant que des réponses évasives, il insiste. On le reconnaît bien là :

« Je répète que je demande à M. le ministre de l'agriculture s'il est en mesure de tenir les engagements qu'il a pris. Toute la question est là. ».

Avant de lâcher, ayant obtenu une réponse affirmative et tranchée de son interlocuteur, « alors tout va bien, je me déclare satisfait et je vous en remercie. ».

## Le Dispensaire d'Hygiène Sociale

Parmi ses créations principales de ces cinq années de repos relatif, le dispensaire d'hygiène sociale reste l'une de ses plus importantes. C'est la loi du 15 avril 1916 qui imposa pour les villes l'institution des dispensaires d'hygiène sociale chargés de lutter contre la tuberculose et aussi le manque d'hygiène, en particulier en limitant les effets de la contagion par désinfection des linges, matériels et locaux. Le 17 mai 1921, DRON présente son rapport :

« La Sauvegarde des Nourrissons de Tourcoing ne pouvait pas manquer de vouloir prolonger son action au delà du premier âge, dès qu'elle eu aurait acquis les moyens. L'épuisement des privations subies durant l'occupation, autant que la nécessité de régénérer une population qui ressentira longtemps les effets

funestes de la guerre, par la disparition de tant d'éléments jeunes, sains et vigoureux, rendent ce devoir tout à fait urgent et impérieux (...)

Elle prend donc l'initiative de créer un dispensaire d'hygiène sociale, auquel elle fournira, d'accord avec les administrations du Bureau de Bienfaisance et des Hospices, avec le concours des communes du Département et de l'État, les moyens de réaliser, dans la mesure la plus efficace, la plus pratique et la moins dispendieuse, l'objectif défini par la loi du 15 avril 1916 sur les dispensaires d'hygiène sociale et la préservation antituberculeuse (...) ».

Les principaux moyens d'action de ce nouveau service dont il est président, sont consultations médicales, distributions utilitaires et examens ou traitements spéciaux.

Les consultations médicales se font sur place et, de plus, sont organisées dans toutes les écoles de la ville des visites périodiques. La querelle scolaire n'est déjà plus qu'un souvenir pénible ; les enfants des écoles privées ne sont pas oubliés. À cela s'ajoutent des enquêtes auprès des familles qui ont recours au service du Dispensaire, afin non seulement de guérir mais aussi de prévenir.

Sont distribués des produits pharmaceutiques par l'Assistance Médicale Gratuite, des vivres de première nécessité par le Bureau de Bienfaisance, et divers matériels (crachoirs, literies, vêtements, lingeries) par les Hospices et l'Hôpital.

Les Hospices assurent en outre les examens bactériologiques, la radioscopie, la radiothérapie et l'hydrothérapie. L'utilisation d'un inhalatorium la désinfection des effets ou des locaux, ainsi que l'admission en locaux d'isolement sont également décidés par les Hospices.

Mais l'action du Dispensaire sera limitée par l'intervention du maire de Tourcoing. S'agit-il là d'une petite revanche passionnelle ou de la conclusion logique de l'étude du dossier dont les exigences sont coûteuses ?

## Président du Conseil de L'Assistance Publique

Le 25 janvier 1922, GUSTAVE DRON remplace PAUL STRAUSS, nouveau ministre de l'hygiène, de l'assistance et de la prévoyance sociales, à la présidence du Conseil Supérieur de l'Assistance Publique et le restera jusqu'à sa mort. Cette nomination couronne une vie de travail en faveur du bien-être général et de l'assistance sociale. C'est pour défendre une proposition de loi de PAUL STRAUSS, sur la protection des enfants du premier âge, qu'il monopolise la tribune du Sénat un long moment. Après avoir disserté sur la mortalité infantile qui stagne à 10% ou 12% en France, il dénonce des chiffres sur le nombre d'enfants et de mères assistés, se référant à un rapport de CHARLES DEBIERRE. Il rappelle qu'au delà des 45.000 pupilles de l'Assistance, ce sont au total 400.000 nourrissons de familles défavorisées ou pauvres sur lesquels il faudrait élargir la tutelle. Et pourquoi pas, comme le veut PAUL STRAUSS, exercer la surveillance et le contrôle sur tous les nourrissons sans exception, même ceux des familles modestes et aisées qui ne demandent rien ? Cette proposition est une grande nouveauté, et l'on peut craindre les réactions hostiles des parents qui y verraient une sujétion désagréable et des maires qui, chargés du contrôle des carnets de vaccination, y verraient une charge de plus. Il conclue cependant en affirmant son désir de voir cette loi déboucher sur des réalisations concrètes :

\_

<sup>&</sup>lt;sup>18</sup> La création de cet inhalatorium sera source de conflit non seulement avec l'administration LEDUC, mais aussi avec INGHELS, l'un de ses adjoints après son retour à la mairie en 1925.

« Les consultations de nourrissons apprennent aux mères à soigner leurs enfants ; en même temps que l'école des mères, elles sont aussi l'école des médecins : c'est grâce à elles que la puériculture a été rénovée et est parvenue à un degré de sûreté et de perfection qu'on ne soupçonnait par autrefois.

Tous ceux qui sont au courant des progrès accomplis dans l'art d'élever les enfants savent la part qui revient à cette institution dans la réduction du taux de mortalité infantile. Ils n'hésiteront pas à nous suivre et à dire avec nous : qu'importent les difficultés d'application que la création des consultations de nourrissons peut rencontrer dans telle ou telle circonstance exceptionnelle, si, dans l'ensemble du pays, leur généralisation est aisée à obtenir et permet de sauver chaque année plusieurs dizaines de milliers de vies humaines ».

Quel plus bel exemple d'adéquation entre son action municipale et sa démarche parlementaire pouvons-nous trouver ? Ce n'est rien de plus que le principe de la Sauvegarde des Nourrissons, l'une des ses plus grandes réussites dans sa ville, qu'il entend faire admettre par le pays tout entier.

Il est par ailleurs chargé de rapporter deux projets de loi concernant les mines. Le premier est relatif à l'éligibilité des anciens des Caisses Minières de Secours, le second à la législation sur les assurances sociales des mineurs d'Alsace-Lorraine. Le domaine des mines peut a priori paraître étranger à ses compétences si nous ne nous souvenions pas qu'il fut président de la Commission des Mines de 1906 à 1914.

Le 18 juin 1922, un incident à Tourcoing accentue le malentendu en DRON et LEDUC. La querelle religieuse en est la cause. On se souvient de l'arrêté municipal de 1907 que DRON avait décidé contre les processions de la Fête-Dieu de Juin. Or le dimanche 18, le curé de Saint-Jean-Baptiste fait sortir sa procession dans les rues avoisinant la place de la République. Au Conseil Municipal, les dronistes reprochent aux anti-dronistes de ne pas respecter la paix religieuse, qui eux se gaussent de vouloir respecter la liberté. Quatre mois plus tard, en octobre, ce sont les élections cantonales qui permettent à DRON de manifester son mécontentement à l'égard de LEDUC qu'il voit pencher à droite du côté des radicaux de la Fédération Républicaine du Nord. Il soutient donc, contre le Conseiller Général sortant FOUQUET-LELONG de la Fédération, un candidat radical de la Solidarité Républicaine, Laïque et Sociale, son jeune ami HENRI ROBBE, petit-fils du docteur DEWYN. Celui-ci récoltera à peine cent voix de plus que le socialiste SFIO INGHELS et mille de moins que BOUDÈRE, candidat communiste. DRON en est pour sa fierté.

## La Maison de Retraite de la rue Soufflot

En 1922 toujours, le 5 novembre, il dépose à la Commission Administrative des Hospices, dont il est toujours le vice-président, un lourd rapport sur la précarité des retraités et la nécessité de bâtir une maison de retraite. Le projet donnera corps quelques années plus tard à la Maison de Retraite de la rue Soufflot, dans le quartier de la gare. En attendant, le projet ne trouve pas l'accord e LEDUC qui ne pense pas pouvoir trouver les crédits nécessaires. Veut-il par ce refus manifester son irritation à l'égard de celui qui l'éclipse ? Quelques extraits du rapport de DRON laissent malgré tout imaginer les coûts de l'opération envisagée :

« Seule dans l'ensemble de la population, une catégorie d'habitants crie particulièrement détresse ; c'est celle des personnes déjà âgées ou infirmes, exclues de l'activité sociale, qui ne sont pas assez dénuées de ressources pour être prises en charge par l'Assistance Publique (...)

Avant la guerre, en raison de l'esprit de solidarité familiale et de la facilité à se loger, le problème ne s'était pas posé dans cette région, (...) aujourd'hui, il devient angoissant ; les cas se multiplient où (...) l'Administration des Hospices est impuissante à leur donner satisfaction.

Elle ne le pourra qu'en fondant une institution susceptible de recueillir les ménages ou les isolés et de les entretenir pour un prix réduit à sa plus simple expression, de telle sorte qu'il n'en résulta pas une charge sensible pour son budget. Il y aurait donc un important immeuble à construire dans des conditions telles que l'amortissement annuel ne nous oblige pas à majorer le prix de pension au point de la rendre inabordable. L'établissement comprend un pavillon pour 80 appartements destinés aux futurs bénéficiaires de l'oeuvre (...)

Ce pavillon, divisé en deux parties pour la commodité du service et des accès, est composé d'appartements de type uniforme comportant trois pièces (...) Les personnes admises pourront y amener leur mobilier ou utiliser celui qu'y installera l'Administration des Hospices. Les literies seront fournies par celle-ci. L'alimentation sera assurée par un service central et la distribution des repas se fera par mont-charges. ».

## La rupture se précise

En février 1923, la mort subite du Conseiller général FOUQUET-LELONG entraîne de nouvelles élections cantonales. Les dronistes majoritaires à la "Solidarité Républicaine" continuent de soutenir HENRI ROBBE, alors que la droite, les radicaux de la Fédération et une minorité de la Solidarité suivent LEDUC qui soutient PAUL MARÉCHAL, président de l'Union des Commerçants. Du côté communiste se présente ANDRÉ MARTY, inéligible 19. ROBBE, en troisième et dernière position doit se désister pour MARÉCHAL qui ne l'emporte sur MARTY que de 800 voix, tant est grande désormais l'influence communiste dans la métropole. La rupture entre le maire de Tourcoing et le sénateur du Nord se précise.

Durant l'été, DRON dépose à la mairie un rapport visant à l'aménagement d'un centre de soins pour tuberculeux à l'hôpital de la rue de l'Yser. Nous avions déjà vu auparavant la volonté de DRON d'ouvrir un tel service à Tourcoing. Simple affaire de conceptions scientifiques divergentes, ou au contraire refus de principe politique, le 3 juillet LEDUC fait repousser le projet pas le Conseil municipal.

En 1924 DRON est réélu pour son dernier mandat sénatorial au premier tour de scrutin, avec 1.138 voix sur les 2.516 grands électeurs, soit treize voix en dessous de la majorité absolue. Ce qui le place septième d'une liste qui comprend trente noms et dont les huit premiers seulement sont élus...

Il est indéniable que sa côte de popularité est tombée, si l'on se souvient qu'aux deux élections précédentes de 1914 et 1920, il avait dépassé la majorité absolue. Il entre néanmoins à la Commission des Chemins de Fer et à celle des Postes. Son activité sénatoriale accuse à partir de cette date les premières faiblesses ; on ne le voit plus guère soutenir de longs discours devant ses pairs.

Les élections législatives du 11 mai 1924 ont amené la victoire du Cartel des Gauche et ÉDOUARD HERRIOT à la tête du gouvernement.

-

<sup>&</sup>lt;sup>19</sup> ANDRÉ MARTY (1886-1956) le "mutin de la Mer Noire" sera l'un des grandes figures du PCF après la seconde guerre mondiale. En 1919, il avait été condamné à vingt ans de travaux forcés pour son instigation de la "mutinerie rouge" en rade d'Odessa. Juste gracié en 1923, il reste encore inéligible.

À Tourcoing, la guerre larvée entre les deux hommes est dorénavant ouverte et les oblige à choisir leur camp. DRON bouscule en effet LEDUC dans les rangs de la droite. En mars, le maire réduit le budget accordé aux hôpitaux, visant DRON au travers de cette mesure et espérant peut-être faire le plein des voix des adversaires du sénateur. DRON lui répond par un tract ironique et direct le 1 er mai. La municipalité contre-attaque comme elle l'avait déjà fait : les comptes tenus par DRON ne sont ni clairs ni étalés au grand jour. Si LEDUC semble hésiter entre gauche et droite, le pas semble franchi quand son ami et candidat heureux des dernières cantonales, PAUL MARÉCHAL, également conseiller municipal, vote contre la politique de laïcisation des radicaux-socialistes du Conseil avec l'ensemble des conservateurs, lors de la séance du 3 octobre. La position de LEDUC est bien inconfortable. Ainsi le voit-on assister au banquet des Amicales Laïques du Nord, aux côtés de GUSTAVE DRON, LOUIS LOUCHEUR, DANIEL VINCENT, sans compter les élus socialistes et communistes et une bonne part des radicaux de la Fédération. Banquet présidé par HERRIOT lui-même, organisé pour fêter la victoire du Cartel des Gauche à Roubaix-Tourcoing.

Ce sont là les événements marquants de cette période de cinq années de "repos" pour l'ancien maire, qui s'achève dans la discorde. Le pouvoir n'est pas une chose facile à partager, surtout pour des hommes comme lui, habitués à travailler et à décider en solitaire, sans concession. C'est sur ces scènes pénibles que tombe le rideau. Le prochain acte s'annonce orageux. L'union des radicaux de 1919 a volé en éclats : radicaux de la Fédération, radicaux-socialistes, républicains de gauche ou plutôt dronistes et anti-dronistes vont pouvoir bientôt compter leur voix. Les prochaines élections municipales, six mois plus tard, vont permettre de régler des comptes...

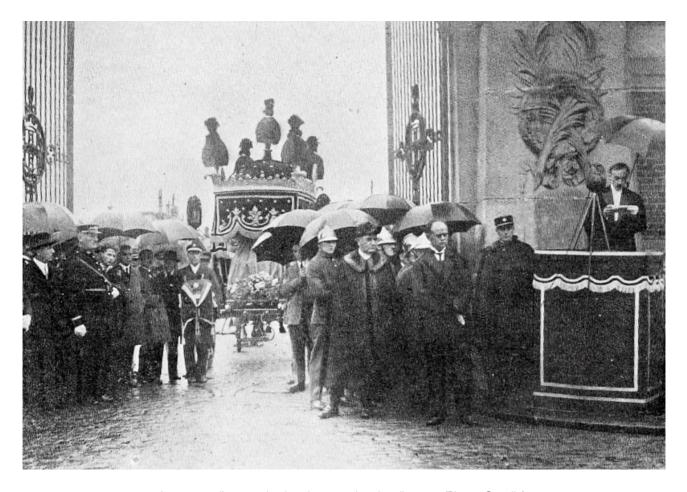
## Vingt croix de Chevalier

Dans l'intervalle, DRON prend encore une fois la parole au Sénat, au début du mois de février 1925. Son intervention est brève, quelques phrases, mais cependant intéressante à relever. Il ne demande la parole que pour poser une question au rapporteur de la Commission pour les Croix de Chevalier, qui propose vingt croix au total annuel pour récompenser l'ensemble des sociétés de préparation militaires. DRON, que nous n'avons jamais vu "revanchard", accorde quand même une place prépondérante au développement physique de l'individu et à sa formation militaire. Les sociétés de gymnastique du Nord et le Tir National de Tourcoing font aussi partie de ses oeuvres. Il ne l'oublie pas :

« Qu'entendez-vous par préparation militaire ? Il y a les sociétés de gymnastique par exemple ; il y a aussi les sociétés de tir et les sociétés de préparations militaires proprement dites (...) Vous auriez donc à récompenser 40.000 ou 50.000 sociétés en France ayant à leur tête des dirigeants qui payent de leur personne avec un enthousiasme que tout le monde ici devrait encourager (...) et vous auriez, je le répète, vingt croix pour les récompenser ? ».

À ce propos, DRON a parmi ses nombreux titres celui de membre du Conseil Supérieur de l'Union des Sociétés de Tir de France. Union qui choisit Tourcoing à partir de 1924 pour être la ville du concours national annuel de tir.

Le chiffre de vingt croix sera néanmoins maintenu, malgré l'intervention d'autres membres de la Haute Assemblée, au zèle patriotique tout aussi affirmé. N'est-il pas amusant de constater cet engouement pour les décorations honorifiques et l'amalgame entre éducation physique et préparation militaire des hommes de la Illème République ?



Le corps à l'entrée du cimetière pendant les discours. (Photo Capelle).

« Ce programme d'il y a quarante ans est resté le sien jusqu'à la dernière heure. Il donne l'impression de ses vues persistantes et de la généreuse unité de sa vie. La mémoire de GUSTAVE DRON restera présente à nos esprits et chères à nos coeurs. Elle ne d'effacera pas tant qu'il y aura des misères imméritées à secourir et des injustices sociales à réparer. »

Paul DOUMER, Président du Sénat. Éloge de Gustave DRON au Sénat, 4 novembre 1930.

# 9. LES DERNIÈRES ANNÉES DU DRONISME

#### Le retour de "l'ancien"

La campagne électorale qui débute en avril 1925 est envenimée par la querelle des deux hommes dorénavant irréconciliables. DRON avait tracé lors de son départ de la mairie en 1919 la voie qu'il voulait voir suivre par son favori, le docteur FRANÇOIS LEDUC. Estimant, à tort ou à raison, qu'il s'est écarté de cette voie, et que de plus il s'est permis à plusieurs reprises « d'injurier celui à qui il doit tout, y compris les cinq années de griserie qu'il a passé à la mairie », DRON, que l'on sent blessé dans son amour propre, s'en prend à son adversaire sans ménagement :

« (...) je l'accuse d'avoir retardé la construction de la maison de retraite en refusant pendant treize mois la signature sanctionnant la délibération du Conseil Municipal qui nous cédait le terrain (...) Je l'accuse encore d'avoir essayé de nous acculer à la fermeture de l'École des Mutilés de Guerre (...) Je l'accuse enfin (...) d'avoir privé les enfants des écoles communales de Tourcoing des bienfaits notoires du Dispensaire d'Hygiène Sociale (...)<sup>20</sup> »,

Ces accusations sont fondées, mais encore faut-il s'interroger au delà de leur simple énumération. Si LEDUC a effectivement empêché la construction de la maison de retraite de la rue Soufflot, celle de l'École des Mutilés de Guerre et entravé l'action du Dispensaire, ne pouvait-il pas avoir d'autre raison que celle de vouloir porter des coups à son encombrant "maître"? Sans doute craignait-il plus de sombrer sous les dépenses que ces oeuvres réclamaient que de s'opposer à DRON. Certainement était-il plus préoccupé par les caisses de la ville que par l'envie de s'affirmer, malgré sa jeunesse, face à l'homme d'expérience. Et ce dernier qui n'avait jamais craint d'engager la cité dans des crédits, ne voulut-il pas voir dans cette différence de politique une attaque personnelle, une atteinte à son oeuvre d'une vie ? L'amertume et la susceptibilité, rendues plus aigües par la vieillesse, la volonté de gouverner sans partage ni résistance, n'étaient-elles pas mauvaises conseillères ?

Les passions obscurcissent le jugement. Mais DRON n'est pas le seul à pêcher. Les hommes des deux camps passionnent le débat. Ainsi son ami HENRI LORIDANT, président de la Solidarité Républicaine, n'hésite-t-il pas, dans un tract affiché symboliquement le ler mai, à dénoncer « l'homme sans conscience et sans coeur », cet « homme triste » dont il faut « débarrasser l'Hôtel de Ville ». Il veut rallier les contemporains de DRON, tout comme les jeunes, derrière non une ligne politique mais un homme populaire :

« Ceux qui sont fiers d'avoir lutté avec lui durant les quarante dernières années vont voter avec enthousiasme pour sa liste. Vous autres, les jeunes, allez-vous tourner le dos à vos ainés, à vos pères ? Il ne s'agit pas de marquer une préférence pour telle ou telle nuance des partis, il s'agit de réapproprier la maison commune, d'en refaire la maison du peuple ».

En face, on ne tarit pas non plus d''éloges' comme en témoignent les mots d'une affiche satyrique qui passe en revue toutes les « exactions » de DRON lors de ces « 40 années de service » :

« Réponse d'un jeune aux réflexions de GUSTAVE DRON dit l'Ancien :

(...) je n'ai pu retenir une larme à l'évocation de tes 40 années de services. En somme, en 1919, tu étais BON POUR LA RETRAITE, comme tu l'as si bien dit pour FOUQUET-LELONG ; et puis, entre nous, si tu ne

<sup>&</sup>lt;sup>20</sup> Extraits d'une affiche électorale datée du 30 avril 1925 et signée GUSTAVE DRON.

t'es pas représenté, c'est que TU CRAIGNAIS LA VESTE ; ta mollesse vis-à-vis des Boches, l'affaire des cuivres, des matelas (...) tu prétends que la municipalité LEDUC a dépensé beaucoup d'argent. Mais, entre nous, vieux frère, tu sais bien qu'en installant tes copains à la mairie, tu leur avais laissé près d'un million à payer pour les propriétés que tu avais achetées. Ils ont eu à débourser chaque année 1.500.000 francs pour AMORTISSEMENTS DETES EMPRUNTS (...)

Tu dis : ils ont vendu les terrains de la ville pour deux fois rien. Si c'est vrai, c'est dégoûtant ! Mais on m'a affirmé que les prix doux avaient été réservés, sur ta demande, aux Hospices pour leur permettre de construire la maison de retraite... (...)

Tu t'en fais pas, toi pour la crise du logement : t'as une maison à Tourcoing, un petit château à Marcoing et un appartement à Paris. (...) ».

Passent ensuite successivement en revue le plan d'aménagement de Tourcoing, l'usine d'électricité, l'usine à gaz, le service des eaux, l'instruction publique, les assurances sociales, et les habitations à bon marché, soit tout l'éventail de ses derniers travaux, férocement critiqués. Et pour conclure :

« Veux-tu que je te dise ce que pensent les jeunes de ton attitude ? Ils pensent que tu fais tout ce qu'il faut pour perdre les dernières sympathies qui te restaient. Pour satisfaire ton orgueil, pour assouvir tes rancunes personnelles, tu ne crains pas de semer la division parmi les républicains. Tu as passé ta vie à combattre les socialistes et tu prépares dans l'ombre l'alliance avec les internationalistes, au moment ou l'Allemagne est plus arrogante que jamais ! (...)

Un Jeune.

Vu : un des candidats : Dr. F. LEDUC ».

Ces élections furent certainement parmi les plus dures que DRON ait eu à mener à bien, même si son prestige est loin d'être flétri comme le voudraient les rédacteurs de cette affiche. Malgré ses défauts et ses échecs, il est difficile de trouver de solides critiques à lui opposer. Mais les dernières années de sa vie ne sont guère marquées par un apaisement des attaques que lui destinent ses adversaires, bien au contraire. Remarquons cependant qu'il ressort plus souvent acquitté que condamné par le verdict populaire que rendent les élections.

#### Victoire de la Solidarité Républicaine

À l'approche des municipales, la rupture entre radicaux dronistes et antidronistes se matérialise : deux camps se font face : celui des dissidents de la vieille Solidarité qui se regroupent derrière FRANÇOIS LEDUC, tels ABEL LEVEUGLE, DÉSIRÉ VANDAMME, VICTOR TAREL et celui de ceux qui demeurent fidèles au parti et à DRON. Parmi eux nous comptons beaucoup de ses amis personnels : URBAIN ROBBE, JULES BRASSART, ARTHUR NYS, EDMON SALEMBIEN, ALEXIS PARSY, DÉSIRÉ PARSY fils, HENRI QUIVRON, PIERRE DEBORGHER.

Cette division des radicaux devrait pouvoir favoriser les partis de gauche s'ils n'étaient aux-mêmes divisés. Depuis la scission du Congrès de Tour en 1921, la gauche française est déchirée entre socialistes SFIO et communistes ralliés à la Illème Internationale. Ces derniers ont largement percé en cinq ans à Tourcoing et dans ses faubourgs, détournant vers eux bon nombre de voix ouvrières. Pour ces municipales, le secrétaire de la Fédération du Nord du Parti Communiste, MAURICE THOREZ,

présente une liste de noms déjà connus par la population tourquennoise dont ARTHUR PIERPONT, ancien conseiller d'arrondissement, CONSTANT FLAMENT, secrétaire de la Coopérative "Solidarité Ouvrière", ÉDOUARD TIEVERS, secrétaire du Syndicat des Tapisseurs. ALBERT INGHELS, qui avait été le seul socialiste SFIO de Tourcoing à ne pas rallier l'Internationale communiste, propose sur sa liste les noms de HENRI ROBERT, ALEXANDRE VANDERMARLIÈRE, ERNEST DELOBELLE, ÉMILE LAGACHE, LOUIS PARIS, entre autres militants et syndicalistes.

Au soir du premier tour, le 3 mai 1925, les résultats sont significatifs de l'électorat tourquennois. Le retour de DRON arrache aux partis de gauche deux, voire trois bons milliers de voix. Si la droite, ici englobée dans le centre (républicains de gauche, radicaux fédérés ou dissidents), est première en nombre de suffrages, elle apparaît bien faible face à la coalition des gauches (7.500 voix contre 12.599) :

	LEDUC	DRON	INGHELS	THOREZ
Suffrages	7.500	5.101	4.774	2.724

Pour le second tour, les radicaux-socialistes et socialistes s'entendent pour former une liste commune, "Union des Gauches", soutenue par les communistes mais qui refusent d'y entrer. Réplique à l'échelle communale des stratégies du Cartel, avec cette particularité essentielle ici que le succès redevable à la personnalité de DRON ne traduit pas l'irréversible perte de vitalité et le lent glissement à droite du radicalisme à l'échelle nationale.

Au second tour, le 10 mai, la liste de LEDUC est battue avec 8.365 voix, alors que les candidats de L'Union des Gauches tournent aux alentours de 11.000 voix. Exactement 10.571 pour GUSTAVE DRON, devancé par ses lieutenants ALEXIS PARSY, 11.095 et JULES BRASSART, 11.059, talonné par ses frères ennemis, ALBERT INGHELS et ALEXANDRE VANDERMARLIÈRE, 10.623 suffrages.

Le dimanche suivant, le vieux sénateur retrouve "sa" mairie et "son" écharpe tricolore, après cinq années d'absence mais non d'inaction, et choisit pour adjoints les quatre hommes ci-dessus. Le Conseil Municipal se partage pour la première fois entre vingt radicaux et seize socialistes. Dans l'allocution d'installation, il reconnaît le bon état des finances municipales mais tout en avançant que les projets lancés par l'ancienne équipe vont nécessiter des demandes de crédits :

« Nous prenons acte de l'affirmation de nos prédécesseurs qu'ils laissent une situation financière brillante et inattaquable (...) Nous craignons toutefois de rencontrer des difficultés résultant d'imprudentes avances consenties pour des travaux dont le coût a dépassé toute mesure, en sorte que, (...) nous ne pouvons même pas faire face à des dépenses de première nécessité. (...) Citoyens de Tourcoing, nous vous demandons de nous faire crédit -un crédit à court terme- et une confiance que justifie le passé de celui qui vous parle au nom de l'assemblée communale. ».

Il se justifie vis-à-vis des électeurs qui l'ont élu en raison de la politique de rigueur que LEDUC avait tentée à l'égard de l'administration des Hospices : s'il est vrai que ce dernier y ait été acculé sans enthousiasme, il se pourrait que DRON lui-même ne puisse faire autrement. Mais si difficultés pécuniaires il y a, il estime bien que ses promesses peuvent être prises comme argent comptant, au vu de sa réputation, de son expérience et des ses efforts véritables.

## Ses derniers projets et travaux

De retour aux commandes de la cité, son activité de parlementaire faiblira sensiblement. Mais à Tourcoing, il redevient ce qu'il a toujours été, un premier magistrat certes compétent mais aux décisions indiscutées. En particulier, dans l'immédiat, il lui porte à coeur de voir réaliser son projet de la Maison de Retraite, sans en référer à quiconque. Mais cette fois la situation n'est plus la même. Il a dû admettre la présence de deux adjoints socialistes qui lui reprochent cette opiniâtreté solitaire. Les premières récriminations de ceux-là ne se font pas attendre. Le 13 août, INGHELS fait savoir au cours de la séance qu'il juge anormal que les socialistes soient tenus à l'écart des Commissions administratives des Hospices et du Bureau de Bienfaisance. Il les écoute mais ne les entend pas. Il poursuit son action solitaire.

## Une création inédite : l'École Orthopédique

Le 12 décembre 1925, il expose devant l'assemblée municipale le projet de création d'une "école de complément" ou de "plein air" pour enfants inadaptés :

« L'Inspection Médicale Scolaire a établi qu'il existe dans les établissements primaires, tant publics que privés, un grand nombre d'enfants dont le développement physique est anormal. D'aucuns sont chétifs, malingres, (...) d'autres (...) sont atteints d'une déviation du squelette, particulièrement de la colonne vertébrale.

Tous ces enfants ne sont pas à proprement parler malades mais ils sont, par leur faiblesse même, sujets à le devenir (...) ».

Constatant que les exhortations des inspectrices ou des médecins restent sans réponse, il ajoute :

« Quoi d'étonnant ? Les enfants dont la santé nous préoccupe appartiennent en grande majorité à la population ouvrière. Les soins médicaux coûtent cher, l'alimentation, qui doit être à la base de toute régénérescence, est incomplète parce qu'onéreuse (...) ».

Cette école ouverte un peu plus tard sous le nom d'"École Orthopédique" est non seulement une innovation pour la ville mais pour le pays tout entier.

### L'enseignement technique post-scolaire

Dans la poursuite du combat pour l'enseignement technique, institué dorénavant par la Loi ASTIER du 25 juillet 1919, il propose l'institution de l''enseignement professionnel post-scolaire'. Lors de la séance du 13 février 1926, il présente un volumineux rapport sur les limites de l'enseignement technique à Tourcoing et les remèdes à y apporter :

« (...) Tous les jours, nous constatons avec inquiétude que cette brusque interruption, entre 13 et 18 ans, de l'effort pour s'instruire (...) aboutit à créer une indifférence regrettable pour le perfectionnement intellectuel et moral de la jeunesse qui a déjà pris contact avec l'atelier ou l'usine (...)

Les cours professionnels retiennent, tant à l'Institut Colbert qu'à l'Institut Sévigné et à l'École du Bâtiment,

une population de 1.543 élèves dont 1.008 ont moins de 18 ans (...). Récemment on a pu constater à l'Institut Colbert que 81% des élèves inscrits étaient présents, pendant la semaine du 24 au 31 janvier 1926 (...)

Est-ce à dire que le fonctionnement des cours professionnels donne entière satisfaction ? On peut leur reprocher :

 $l^{\circ}$  - de baser l'enseignement professionnel théorique sur des notions d'enseignement général insuffisamment consistantes ;

2° - de n'accueillir qu'une partie de la population astreinte à les fréquenter, en application de la loi du 25 juillet 1919 (...) ».

Après avoir décrit par le détail le contenu des cours qu'il souhaite voir imposés, il aborde l'enseignement post-scolaire qu'il voit et définit comme des cours de perfectionnement.

« Ces cours continueront à se faire à l'Institut Colbert où ils reçoivent des jeunes gens titulaires du certificat d'aptitude professionnel, du certificat d'études pratiques, du brevet d'enseignement primaire supérieur, quelques anciens élèves du Lycée, des employés, des ouvriers qui pensent qu'il n'est point de limite d'âge pour se perfectionner. Ils fonctionneront de même à l'Institut Sévigné dans la mesure du possible (...) ».

Pour les nombreuses jeunes filles qui travaillent en fabrique textile<sup>21</sup> et n'ont pas la chance d'aller à l'Institut Sévigné, il prévoit d'y ouvrir des cours d'enseignement ménager :

« Là encore, aucune hésitation n'est possible. C'est vers l'éducation ménagère que doivent s'orienter les efforts à entreprendre, sans sortir d'ailleurs du cadre même de la loi du 25 juillet 1919. (...) La réalisation de ce projet sera facile en ce qui concerne les rudiments d'enseignement général, le raccommodage et la couture usuelle. Quelques difficultés pourront surgir pour la cuisine, l'entretien ménager (...). Il s'agit donc ici d'une réorganisation des cours de quartiers en liaison avec les cours d'adultes et ceux de l'Institut Sévigné. ».

#### 1926 : la grande grève des ouvriers tapisseurs

L'année 1926 marque une reprise de l'activité sénatoriale de DRON qui cessera quasiment totalement au début de l'été 1927. Au Sénat, il intervient surtout dans la discussion d'une demidouzaine de budgets ; ceux de l'Intérieur, de l'Agriculture et du Travail pour l'exercice 1926. Ceux de l'Instruction Publique, des Travaux Publics et encore celui de l'Agriculture pour l'exercice 1927. Il débat également sur la question des accidents du travail, proposition de loi qui lui fera prendre la parole une en 1927 et une dernière fois en 1930. Rappelons que c'est du ministère de l'Agriculture que dépend en partie l'enseignement professionnel, ce qui motive ses interventions dans la composition de ce budget.

Mais l'année 1926 est aussi celle du début de la plus longue grève qu'ait connue Tourcoing. Le conflit naît de la volonté du Consortium de DÉSIRÉ LEY de vouloir étouffer le syndicat des ouvriers tapisseurs, affilié à la CGT Unitaire (branche révolutionnaire de la CGT) et dont le secrétaire ÉDOUARD TIEVERS a eu le malheur de se présenter sur une liste communiste aux fameuses

<sup>&</sup>lt;sup>21</sup> 816 carnets de travail pour cette branche d'activité sur un total de 1.027 carnets féminins délivrés à Tourcoing cette année-là.

#### Troisième partie

municipales de 1925. Nous nous souvenons de la lutte de ceux-ci en 1904, pour les mêmes raisons de défense de leur organisation syndicale. Ils ne faibliront pas davantage cette fois. Le conflit dure un an, jusqu'en février 1927, où 600 ouvriers reprenant le travail, les deux camps épuisés abandonnent la partie sans que rien ne soit changé. La médiation de DRON ne sera d'aucune utilité dans cette lutte acharnée, car le Consortium refuse la discussion avec une «grève politique subventionnée par le gouvernement soviétique qui verse 2.000 roubles, soit 20.000 francs par semaine<sup>22</sup> ».

## Une activité parlementaire faiblissante

C'est dans la seconde moitié du mois de juin 1927 qu'il prend part pour la dernière fois de manière conséquente aux débats de la Haute Assemblée, sur un sujet répondant très précisément à ses compétences, les assurances sociales. Il retrace brièvement la longue et difficile naissance du droit des citoyens à l'assistance sociale : la loi d'avril 1893 qui instaure l'assistance médicale gratuite, à domicile ou en centre hospitalier, aux personnes dénuées et inscrites sur les listes des Bureaux de Bienfaisance a été étendue en 1905 aux vieillards, infirmes, et incurables.

Il remet en mémoire les causes de l'échec relatif de la loi de 1910 sur les retraites ouvrières, à savoir le mécontentement des patrons qui n'y virent que bien des tracasseries administratives et bureaucratiques supplémentaires, et celui des ouvriers qui n'admirent pas le principe du prélèvement sur les salaires. Faisant remarquer que la Belgique y a eu recours deux ans auparavant, il avance que la fusion des oeuvres d'assistance publique sociale des hospices et des bureaux de bienfaisance s'impose d'elle-même.

La question de l'assurance médicale partage la Fédération des Syndicats Médicaux entre ceux qui acceptent le principe du tiers payant pour les assurés (par les caisses mutualistes) et ceux qui préfèrent recevoir les honoraires des malades eux-mêmes. Car la légifération sur l'assistance sociale et médicale inquiète bon nombre de praticiens du corps médical, en particulier dans le Nord, qui refusent une « médecine administrative, superficielle, médiocre » qui serait « la fin d'une profession libérale » :

« Nous voulons le libre choix du médecin par l'assuré, le respect du secret professionnel, le rejet de tout forfait, l'entente directe du médecin et de l'assuré sans interposition du tiers payant, et le paiement des honoraires à la visite. »

#### DRON leur répond :

« Tout cela, tout ce qu'ils demandent, nous leur accordons, sauf que nous ne prenons pas l'initiative qu'ils voudraient nous voir prendre, d'interdire le tiers payant ».

Médecin, il est à même de convaincre ses pairs du corps médical interparlementaire de ses bonnes intentions :

« (...) le système proposé par la Fédération Nationale réunit dans une synthèse harmonieuse les intérêts légitimes des assujettis, les possibilités pécuniaires des caisses et le respect de la charte professionnelle hors de laquelle il ne saurait y avoir de sécurité pour les malades ni de dignité pour les médecins (...) l'ai peut-être occupé la tribune pendant trop longtemps ... (dénégations)... mais il importait de sortir des

<sup>&</sup>lt;sup>22</sup> In "Le Journal de Roubaix", 4 janvier 1927.

généralités pour éclairer dès maintenant les discussions qui vont se produire à propos des articles sur des points de première importance. Ce sont des jalons qui nous feront découvrir la voie à suivre ; et je vous remercie de votre bienveillante attention. (Vifs applaudissements. - L'orateur, en regagnant sa place, reçoit les félicitations d'un grand nombre de ses collègues) ».

#### Relations tendues avec les socialistes du Conseil

À Tourcoing, les choses ne vont pas aussi bien. Les frictions avec les socialistes du Conseil Municipal se font de plus en plus fréquentes. Le 7 octobre, INGHELS se déclare, lui est les siens, « las de voir un seul homme penser pour tout le Conseil Municipal ».

Le 23 décembre, DRON fait voter de justesse, 19 voix contre 16, le huis-clos et le débat en comité restreint de son rapport sur le statut des fonctionnaires municipaux. Les seize socialistes, adjoints et conseillers, quittent la salle des séances en claquant la porte.

Le même mois, il se voit entraîné dans la querelle du cimetière militaire, par un son adjoint socialiste VANDERMARLIÈRE. Ce dernier, chargé des cimetières, avait en effet décidé en juin dernier, et d'accord avec l'assemblée municipale, d'uniformiser toutes les stèles. L'Union Nationale des Combattants déplore l'absence de symboles religieux, même de la plus simple croix. Le 30 décembre, le maire -qui pour une fois soutient les socialistes- et le Conseil Municipal votent favorablement le projet de VANDERMARLIÈRE.

L'affaire rebondit le 10 janvier 1928 au matin quand la population découvre sur ses murs des affiches de la Fédération des Combattants :

« Le Maire et son Conseil Municipal ont décidé de placer des stèles au cimetière militaire. C'est bien, mais ils ont aussi voté :

- $l^{\circ}$  de supprimer les croix et témoignages d'affection déposés devant les tombes ;
- $2^{\circ}$  de faire enlever, à l'avenir, les insignes que les familles placeront sur les tombes des combattants au cimetière militaire ;

Ceci pour le mauvais prétexte que ces insignes nuisent à l'esthétique du cimetière. Les combattants, au nom de la justice, de la tolérance, du respect dû à toutes les convictions, protestent et avertissent le maire qu'ils lui interdisent de mettre la main sur ces insignes (...) ».

Appelant toutes les bonnes volontés à s'opposer à la décision de DRON et ses conseillers, certains parmi les plus passionnés se sentent autorisés à revêtir de goudron, durant la nuit, la façade de sa maison, 18 rue des Piats. La Fédération des Combattants, cependant, loin de revendiquer cet acte, le désapprouve publiquement. Par la suite, ce sont les veuves et orphelins regroupés qui écrivent à DRON pour lui proposer un compromis ; auront des croix de pierre uniformisées celles des tombes dont les familles en auront fait le voeux. Puis l'abbé ACHILLE LIÉNART, nouveau curé-doyen de Saint-Christophe depuis 1926, et qui n'a rien de commun avec ses prédécesseurs combatifs et intransigeants, écrit à son tour à l'intention du maire. DRON, qui observait depuis le début de cette affaire un mutisme significatif, ne peut plus refuser la conciliation raisonnable avec de tels partenaires qui refusent le fanatisme. À la séance du 13 mars, il déclare :

« Dans cette affaire exagérément grossie à des fins politiques, un accord est certainement possible. Les modalités pourront en être fixées lorsque le modèle définitif des stèles aura été soumis à l'administration ».

Le même jour, il dit avoir pris la décision d'achever la construction du monument aux morts de Tourcoing, qu'un comité privé a commencé quelques années plus tôt et n'a pu réaliser. Et il décide de crédits supplémentaires pour l'installation de l'inhalatorium à l'hôpital de la rue de l'Yser, un de ses vieux projets de 1921 dans le cadre du Dispensaire d'Hygiène Sociale. C'en est trop pour INGHELS qui apostrophe le sénateur-maire :

« (...) les Hospices sont un gouffre, la Commission administrative des Hospices, c'est vous ! On veut du nouveau pour la visite d'HERRIOT en octobre (...) l'argent des contribuables doit être ménagé ! (...) ».

Mais les vingt radicaux votent le budget contre les seize socialistes. En signe de mécontentement, ces derniers refusent leur participation à la remise des médailles du Travail du 1er mai. À la grande désapprobation du vieux radical, que nous savons désormais attaché à ce genre de manifestation.

Lors de la séance du 8 juin, il parvient à faire voter son projet d'emprunts pour la réalisation du plan d'aménagement de Tourcoing. Cette fois son collègue radical, EDMOND SALEMBIEN, ne le suit pas et se joint à l'opposition des socialistes qui veulent donner priorité aux écoles en général et au boulevard industriel en particulier, dont les travaux ont été entamés bien des années auparavant et semblent bloqués. Mais une fois de plus, le Conseil se scinde en deux clans opposés qui font bloc. Et les radicaux ont toujours une, deux ou trois voix d'avance...

#### La dernière victoire électorale

S'il est admis que les électeurs ne se comportent pas aux élections législatives comme aux élections locales, il peut être malgré tout révélateur d'énumérer les chiffres des dernières législatives partiele de 1926 et générales de 1928. Elles sont parfaitement significatives de la considérable perte d'audience du radicalisme, dont les beaux jours sont désormais un souvenir de la "Belle Époque" du début du siècle.

Élections partielles du 12 décembre 1926 :

	Département du Nord	Tourcoing		
Droite et Centre	193.000	8.100		
Socialistes	141.000	6.200		
Communistes	60.000	3.000		
Radicaux	30.500	1.450		

Second tout des législatives du 29 avril 1928 :

	Département du Nord	9ème circonscription
--	---------------------	----------------------

Droite et Centre	37%	48%
Socialistes	27%	23%
Communistes	16%	14%
Radicaux	8%	15%

Ces quelques chiffres témoignent de l'effritement du radicalisme, débordé sur sa gauche par les socialistes, eux-mêmes commençant à se débattre avec difficulté contre les communistes. Si les résultats des municipales du printemps 1929 devaient se calquer sur ceux-ci, les chances de GUSTAVE DRON de garder son siège pour un nouveau mandat seraient nulles. Pourtant celui-ci, portant l'étiquette d'un parti en pleine décomposition, humilié par la faillite du Cartel, en fera triompher la cause une dernière fois à Tourcoing, avant de disparaître.

Pour se prémunir contre le groupement des partis de gauche, les radicaux dissidents, antidronistes qui forment la liste "Alliance Démocratique", proposent aux conservateurs de Tourcoing qui se présentent sous la coalition "Entente Républicaine", ainsi qu'aux modérés du nouveau "Parti Démocrate Populaire" et même à la "Solidarité", une alliance au second tour.

L'Entente Républicaine, menée par JACQUES MASUREL et ALPHONSE MOTTE accepte la proposition, tout comme les "démocrates populaires" comprenant entre autres CLÉMENT VANHOUTTE, ARTHUR THIRY. Seule la liste de DRON refuse cet engagement à droite, comme nous pouvions nous en douter, et se présente seule face à cette "Union Républicaine" des trois listes de centre et de droite et face aux listes socialiste (INGHELS) et communiste (THOREZ). Parmi les noms de la "Solidarité", nous retrouvons les fidèles de 1925.

Le premier tour du 5 mai est sans surprise. L'Entente recueille pour LEDUC, tête de liste, 7.588 voix, suivie par la Soildarité, avec 6.279 voix pour DRON. Loin derrière sont les socialistes et les communistes, avec INGHELS 3.843 voix et THOREZ 2.976. L'extrême popularité de DRON lui attire de nombreuses voix qui se porteraient en masse à gauche s'il n'était pas là. Les rédacteurs du "Journal de Roubaix" ont décidément bien raison d'écrire :

« Un maire socialiste à Tourcoing ? Quelle honte pour notre ville, qui jusqu'à présent, pouvait être considérée par ses magnifiques initiatives comme une ville lumière (...) il a dépendu de M. DRON d'écarter définitivement et sûrement tout péril révolutionnaire (...)<sup>23</sup>».

Pour le second tour, l'"Entente" propose son alliance à la "Solidarité", en faisant à DRON l'immense concession d'accepter certains socialistes qu'il lui plaira de choisir. Mais il refuse et fait cause commune avec INGHELS, peut-être par préférence sentimentale pour la gauche, peut-être par tactique politique : avec le report des voix socialistes, il est certain de l'emporter, mais celles-ci ayant accusé un net fléchissement, les hommes d'INGHELS ne pourront plus être en proportion aussi élevée au Conseil Municipal. Les communistes se représentent encore seuls. DRON est réélu maire à l'issue du second tour, le 12 mai, comme il l'avait prévu :

. .

<sup>&</sup>lt;sup>23</sup> In "Le Journal de Roubaix", 1er mai 1930.

#### Troisième partie

DRON / INGHELS	9.968
LEDUC / MASUREL / VANHOUTTE	7.988
THOREZ	2.275

Et comme il l'avait également prévu, les socialistes ne sont plus que douze, face à vingt-quatre radicaux. Les mêmes adjoints sont nommés, mais on décide de leur donner plus de liberté et de poids afin d'éviter les heurts des quatre années précédentes. De plus, on s'empresse immédiatement de bien distribuer les différents rôles. DRON conserve outre la direction générale, les Hospices et les Bains. BRASSART reçoit l'État-Civil, les Affaires Militaires, les Sapeurs-Pompiers et la Voirie, SALEMBIEN reçoit les Finances, la Condition Publique et le Théâtre. INGHELS est doté des Eaux et Électricité, VANDERMARLIÈRE reste aux Abattoirs, Marchés, Squares, Jardins et Cimetières.

Cette volonté de collaboration plus souple et plus équilibrée porte ses fruits. Nous savons que GUSTAVE DRON vit ses quinze dernier mois. Jusqu'au jour de son brutal décès, le Conseil Municipal ne connut plus ces pénibles querelles entre radicaux et socialistes qui ne pouvaient apporter rien de bon à la cité.

#### La dernière intervention au Sénat

C'est le 13 mars 1930 que la voix de DRON se fait entendre pour la dernière fois au Sénat. Encore cette intervention n'est-elle ni longue ni capitale. Il demande la parole pour soutenir un amendement à l'article premier de la loi sur les assurés sociaux de son collègue ALEXANDRE BACHELET. Ce dernier propose d'élever le plafond du salaire annuel de 15.000 à 22.000 francs. La CGT souhaite cette élévation car bon nombre d'ouvriers d'élite de la région parisienne gagnent un peu plus que ce plafond et ne peuvent donc bénéficier de la loi qui limitait l'assurance aux salariés gagnant moins.

C'est durant ce déplacement à Paris qu'il reçut le premier avertissement dont il n'a pas voulu tenir compte. Alors qu'il allait prendre le métro, il fut frappé d'un malaise passager mais néanmoins troublant. Le coeur était usé, il savait quel mal risquait de l'emporter. Mais cette première syncope ne le détourna pas de sont travail. Il se dépensa à nouveau sans compter.

#### La grève générale du textile d'août 1930

La grève générale textile du 4 août au 15 septembre 1930 fut la seule qui secoua la ville sous sa dernière magistrature. Le climat social tendu des villes environnantes, conséquence de la politique sociale et syndicale dictatoriale du Consortium, gagnait Tourcoing. Ses leaders, MATHON et LEY, avaient déjà conduit les ouvriers tapissiers au conflit en voulant détruire leur syndicat libre. Cette fois, c'est la loi sur les assurances sociales qui déclenche le mouvement. Les cotisations obligatoires poussent les ouvriers à exiger une augmentation de salaire. DÉSIRÉ LEY, autoritairement, institue une prime dite de "fidélité". Cadeau empoisonné car il s'agit bien là d'une arme antigrève. Au plus fort du mouvement, le 5 août, on compte 29.500 ouvriers grévistes à Tourcoing, autant à Roubaix.

Le samedi 16, DRON confiait à son ami LENFANT son inquiétude à ce sujet au cours d'une longue discussion<sup>24</sup>. Et pour cause ; le Consortium refusant systématiquement et catégoriquement toute discussion avec les syndicats ouvriers, sa médiation reste impuissante.

La prolongation du conflit, malgré une légère reprise le lundi 18, inquiéta les autorités supérieures. Il faudra attendre l'intervention du gouvernement, en la personne de PIERRE LAVAL Président du Conseil, pour trouver un compromis le 6 septembre 1930. Mais pour DRON, la mort était passée.

#### La mort est passée...

Le dimanche 17 août, vers dix heures du matin, Mme LOUISE BRUN, attachée à son service depuis trente-cinq ans, entendit un bruit de chute dans la salle de bain. S'y étant précipité, elle trouva le vieux docteur étendu, une blessure à la tempe droite. Pris d'une syncope, il était tombé et sa tête avait heurté le rebord de la baignoire. Il respirait encore. La servante courut alors chercher de l'aide chez le voisin, M. HAQUETTE, chez qui se trouvait une infirmière, Mme VERHELTS. Les soins prodigués en toute hâte ne furent d'aucune utilité, la mort l'emporta rapidement et le docteur GEORGES DESMET que l'on avait fait appelé n'arriva que pour constater le décès.

Tandis que son ami le commissaire LENFANT, assisté de l'inspecteur de police BOUSSEMART, se chargeait de prévenir l'ensemble de ses connaissances, on descendait le corps au rez-de-chaussée. Rapidement les premiers prévenus vinrent le voir, et avant midi commença le défilé des visiteurs. Beaucoup d'entre eux étaient de condition modeste. Dans l'après-midi, on voit parmi ceux-ci LANGERON, préfet du Nord et BOUJARD son secrétaire préfectoral, THAUNE consul général de Belgique, LEBAS maire de Roubaix, aussi LECLERCQ, l'ancien curé de Saint-Christophe qui vient rendre hommage à son adversaire de toujours. Et tant d'autres personnalités, petites et grandes, tant d'autres inconnus, modestes ou pauvres défilèrent devant son corps revêtu de sa redingote noire et ceint de cette écharpe tricolore qu'il avait si longtemps conservée, reposant tranquillement parmi les fleurs, sous les drapeaux français.

Puis la nouvelle parvint à Liège où se trouvait la plupart des membres du Conseil Municipal, car Tourcoing avait été désignée pour représenter la France dans les oeuvres sociales. Curieuse coïncidence : DRON mourait le jour où se tenait l'Exposition Internationale de Liège dont une manifestation au pavillon français présentait la synthèse de son oeuvre.

Le mardi 19, son corps est transporté dans la salle d'honneur de l'Hôtel de Ville, où les sapeurs de Tourcoing en grande tenue le veillent. Pendant deux jours, la foule se recueille autour du lit funèbre. Les fleurs, en gerbes somptueuses ou en humbles bouquets, comme autant de tâches de couleurs vives, débordaient de partout le décor de crêpe et de velours sombre, pour témoigner de l'affection de ceux qui l'aimaient.

Entre le 17 et le 18, ce sont une centaine de lettre et une quarantaine de télégramme qui arrivent au 18 rue des Piats. Parmi les télégrammes remarqués, celui d'ANDRÉ TARDIEU, Président du Conseil et de PAUL ROQUÈRE, son chef de cabinet, aussi ceux de LOUIS LOUCHEUR, ancien ministre de la Reconstruction, ÉDOUARD HERRIOT, chef du Parti Radical, ancien Président du Conseil du Cartel. Trois cent cinquante personnalités, locales ou nationales, se présentent personnellement au chevet du défunt. Ce sont plus de quatre mille cinq cents cartes de condoléances que l'on dénombrera.

\_

<sup>&</sup>lt;sup>24</sup> In "Le Grand Écho", 18 août 1930.

#### Des funérailles grandioses

Les funérailles sont prises en charge par la ville et c'est un cérémonial magistral qui se prépare pour le jeudi 21 août 1930. Aucun de ceux qui lui devait tant n'était oublié ; les délégations de plus de quarante sociétés, les Pompiers, les Douaniers, les Mutilés de la Grande Guerre, les Médaillés Militaires, l'Harmonie de la Croix-Rouge, l'Orphéon Tourquennois, le Tir National, les Brassards Rouges, les Médaillés du Travail, la Prévoyance, les Mutuelles Masurel, du Blanc-Seau, Saint-Louis, les Anciens Combattants, les harmonies de quartier et bien d'autres ont leurs emplacements bien délimités. Il en est de même pour les membres du Tribunal de Commerce, de la Chambre de Commerce, des Conseils de Prud'hommes, du Personnel Municipal, de l'Enseignement, les Délégués Cantonaux, les Administrateurs de l'Hospice, de l'Hôpital, les Comités des Dames Charitables, du Dispensaire d'Hygiène Sociale, de l'Union Post-Scolaire, des Amicales Laïques. Et bien d'autres, maires, juges de paix, conseillers généraux, membres du Corps Consulaire...

Pour tenir les huit cordons du poêle, outre le préfet du Nord ROGER LANGERON, ce sont ses plus vieux amis et collaborateur qui sont choisis : JULES BRASSART et URBAIN ROBBE, adjoints et conseillers municipaux, JULES PARSY président de la Solidarité, DÉSIRÉ PARSY, administrateur du Bureau de Bienfaisance, AUGUSTE POTIÉ, sénateur du Nord, EDMOND LABBE, directeur général de l'Enseignement Technique et ami intime, sans oublier LOUIS THAUNE, consul général de Belgique.

Les habitants sont invités « à mettre leur drapeau en berne à leur habitation » par un communiqué municipal du 18 août, et sont remerciés d'avance les industriels et employeurs qui « voudront bien donner toutes les facilités à leur personnel pour lui permettre d'assister aux obsèques ». Le directeur de l'usine à gaz reçoit de la municipalité, le 19, cette lettre :

« L'Administration Municipale ayant décidé de donner un caractère officiel aux funérailles de Monsieur DRON, Sénateur Maire de Tourcoing, je vous serai reconnaissant de vouloir bien faire procéder à l'allumage des réverbères sur le parcours du cortège funèbre. La levée du corps a lieu à l'Hôtel de Ville. Le cortège se rendra au cimetière par les rues de la Paix, de L'Industrie, Verte, Condorcet, Boulevard de l'Égalité et quittera la place Victor Hassebroucq à midi <sup>25</sup>».

Ainsi, cette grise et pluvieuse journée du mois d'août sera éclairée par les réverbères de l'usine à gaz, dont nous nous souvenons qu'il avait jadis réprimé une grève avec rudesse...

Et sur le parcours, 40.000 personnes, la moitié du la population de la ville, marchent silencieusement derrière le char funèbre, sous la pluie. Au cimetière, aux alentours de treize heures, les nombreux discours de personnalités rendent le dernier hommage à celui qui fut le plus grand maire de Tourcoing, au service des humbles et des oeuvres sociales.

La presse fut unanime, dans les quelques jours qui suivirent la mort de DRON, à reconnaître les qualités et la grandeur du disparu, aussi de l'émotion qui trouble la ville. Seules quelques timides critiques s'immiscent dans les lignes du "Journal de Roubaix" du 18 août :

« (...) La grande erreur de M. DRON aura été de ne pas envisager nettement, froidement, le péril grave que constitue pour notre pays le socialisme marxiste ou plutôt de croire que lui-même serait toujours assez

-

<sup>&</sup>lt;sup>25</sup> Arch. Mun. de Tourcoing, dos. JIB 513 des funérailles. Les rues de la Paix et Verte sont aujourd'hui les rues Briand et Hentges, respectivement.

puissant pour se servir des révolutionnaires, (...) sans être un jour débordé par eux (...) DRON se laissait aveugler par le dogme jacobin suranné, (...)

En familiarisant le peuple avec les hommes et les idées du collectivisme, en le laissant s'engager dans la voie de la lutte des classes, (...) DRON exposait à un dénouement fatal son oeuvre municipale (...) ».

et aussi dans "L'Ami du Peuple" du 23 août :

« Mais ce diable d'homme, si intelligent, si actif, si probe, avait les défauts de ses qualités. Il était violent et n'admettait aucune contradiction ».

# Un héritage trop lourd

Sa mort est intervenue dans un moment de tension sociale avec la grève générale du textile. Elle déclenche des tensions politiques. Le vieux chef de la Solidarité disparu, celle-ci s'effondre. JACQUES NAERT, lui aussi docteur en médecine, tête de liste n'a ni le charisme ni la popularité de son prédécesseur. La division des radicaux, déjà affirmée est désormais complète. Ce sont sept listes différentes qui se présentent pour la succession.

Quand Alexandre le Grand mourut, les diadoques se querellèrent et se partagèrent son héritage, devait écrire allusivement le "Journal de Roubaix". Le scénario est par trop classique.

DRON ne voulait pas de ces querelle, il les regrettait. Car elles ne pouvaient profiter qu'à ses adversaires. Et ici, la leçon sera payante ; c'est à cause de la déchirure entre les radicaux que la municipalité passera aux mains du socialiste INGHELS. Celui-ci avait été si souvent l'adversaire de DRON au premier tour des élections et son allié au second, son adversaire dans la gestion municipale, son allié dans la lutte pour la classe ouvrière. Ironie de l'histoire ou justice immanente, il lui reviendrait de prendre les rênes de la municipalité qu'il avait sinon de droit, au moins de fait méritées.

DRON, par son testament, pour l'exécution duquel il avait désigné son ami EUGÈNE ROBAEYS <sup>26</sup>, receveur des Hospices et du Bureau de Bienfaisance, désirait ardemment la continuation de son oeuvre :

« Je désire que la maison 18, rue des Piats, devienne un foyer civique où continuera à s'affirmer l'esprit laïque, démocratique et généreux, qui a vivifié la fédération de nos oeuvres : Sauvegarde des Nourrissons, Dames Charitables, Union Post-Scolaire et Dispensaire. Mais comme cette fédération virtuelle n'a pas de caractère juridique lui permettant de recevoir un legs, c'est à l'association des Dames Charitables, (...) dirigée par Mme URBAIN-ROBBE, que je lègue cette maison qu'elle utilisera de son mieux pour affirmer l'esprit, la vitalité et la solidarité de nos oeuvres d'hygiène sociale et en accord avec celles-ci. ».

Et aussi laisser trace de son passage ...:

« (...) 20.000 francs pour mes amis de toujours de l'Hospice dont le viager servirait partie pour chaque année à rappeler par l'organisation d'un régal ou d'une petite fête, le souvenir de la famille DRON-LELOIR. ».

<sup>&</sup>lt;sup>26</sup> En cas de carence de celui-ci, ses amis PIERRE DEBORGHER et Mme URBAIN-ROBBE étaient désignés pour choisir un autre exécuteur testamentaire.

## Une statue pour le plus grand maire de Tourcoing

C'est à l'initiative de son ami PIERRE DEBORGHER, adjoint au maire et membre de la Solidarité, que fut organisé un comité pour l'érection d'un monument à DRON. La première réunion se tint dans sa maison au 18 rue des Piats, le 16 août 1931, à la veille du premier anniversaire de sa mort. AUGUSTE POTIÉ fut nommé président de ce comité, avec pour vice-présidents EDMOND LABBÉ, Mme URBAIN-ROBBE et EUGÈNE ROBAEYS.

C'est suite aux démarches en hauts-lieux du sénateur POTIÉ et aux souscriptions de fonds que le projet aboutit le dimanche 17 mars 1935. Ce jour-là en effet, Tourcoing accueillait une grande figure du monde politique français en général et du radicalisme en particulier, pour l'inauguration du monument. On avait choisi originellement de le situer dans la perspective de l'avenue de la gare, qui prendra plus tard le nom du député-maire et sénateur du Nord<sup>27</sup>.

Ce grand personnage qui devait inaugurer le monument, dont la statue du bienfaiteur semble encore aujourd'hui veiller sur la ville, était ÉDOUARD HERRIOT, maire de Lyon, député, sénateur, alors ministre d'État, chef rénovateur du parti Radical et ancien chef du Cartel des Gauches. Mais cela, c'est déjà une autre histoire...

<sup>&</sup>lt;sup>27</sup> De récents aménagements ont obligé le déplacement du monument (ndlr).

## CONCLUSION

Avant de tourner la dernière page de cette étude, nous devons tirer quelques conclusions sur l'homme et son action.

Nous remarquons tout d'abord un jeune homme vif et ambitieux, à qui il ne faut pas beaucoup de temps pour s'attacher une popularité méritée. Un médecin dévoué, sensible aux misères du peuple, qui gravit peu à peu les échelons du pouvoir local et national. Élu député puis maire, il impose à Tourcoing sa marque personnelle, et son oeuvre de bienfaisance en fait un homme aimé et adulé quand sa politique radicale fait de lui un homme détesté et condamné.

Nous ne voyons sans cesse en butte aux attaques de ses adversaires qui l'accusent, mais sans que jamais aucun scandale n'éclaboussât sa réputation et son honneur. Nous le voyons sans cesse instigateur, exécuteur infatigable de nombreuses tâches, de nombreuses réalisations qui répondent toutes d'une grande générosité. Nous le voyons aussi portant des coups, répondant avec une véhémence qui trahit bien souvent son caractère passionné et la douleur des blessures infligées à son amour-propre et à sa fierté.

Nous remarquons ensuite qu'à Tourcoing, à l'inverse de ce qui se passe dans le reste de l'agglomération et de la France entière, le radicalisme se maintient au delà des années 1901-1906, son âge d'or, jusqu'à la première guerre mondiale. En fait, il faut dire plutôt le "dronisme", car c'est à sa forte personnalité et à sa grande habileté qu'il doit d'être constamment sollicité par le suffrage universel.

Car sa gestion municipale rencontre l'approbation de la population tourquennoise dans son aspect de protection des plus pauvres et de sauvegarde des plus faibles. Il a cette envergure de notable local, cette dimension nationale rapidement acquise qui inspire le respect et l'admiration de ce peuple des Flandres encore très rural dans sa mentalité.

Pour dernier témoignage, cette extrait d'archives personnelles ; une simple lettre d'une contemporaine de DRON, EMMA PATELET, née à Paris en 1848 et décédée à Tourcoing le 18 février 1919 :

« [...] N'oubliez jamais mes chers, que cet homme de bien a été bon pour les vôtres, qui grâce à lui, ont vu leur extrême vieillesse honorée, qui est venu dire un dernier adieu à mon vieux père dans son cercueil : je suis fière de ce souvenir [...] mais pour mon père, pour ma mère, ces deux gens qui avaient vécu et côtoyé tant de personnalités de ce monde qu'on dit grand et fortuné, Monsieur DRON était le premier digne d'occuper le haut rang qu'il tenait ; mes parents sont morts avec la conviction qu'il serait ministre ou peut-être plus haut : je partage leur admiration. [...] »

À la Chambre, il témoigne en effet de dons oratoires peu communs et d'une autorité indéniable. Il se sent investi d'une mission humanitaire, sentiment renforcée par sa profession. Membre de la bourgeoisie moyenne urbaine, il pourrait s'orienter plutôt vers la défense des intérêts économiques, mais il a choisi, dès le début de sa carrière de s'engager dans la voie du réformise social, voie plus hasardeuse et plus risquée.

Si l'on se pose maintenant la question : pourquoi n'occupa-t-il jamais de poste ministériel malgré ses interventions remarquées et ses qualités certaines ? Par manque d'autorité ou de compétences ? Ou tout simplement parce que son ambition ne se résumait pas à la simple conquête du pouvoir, mais se trouvait au delà, dans la satisfaction de soulager les malheurs du plus grand nombre. Et comme l'écrit ROBERT VANDENBUSSCHE, parce que « constamment, il se présentait en technicien par ses projets et que ce rôle technique le tenait à l'écart des désignations gouvernementales ».

S'il perd son siège de député, suite à une manoeuvre des conservateurs, il entre au Sénat quelques semaines plus tard, juste avant le début du premier conflit mondial. Nous l'avons vu patriote mais non revanchard. Durant le Grande Guerre, il reste à son poste, et si son rôle n'a rien d'héroïque, son action toute de patience et d'obstination permet de "sauver les meubles".

Délaissant sa place de premier magistrat au lendemain du conflit, il se retire en veillant à ce que ses remplaçants veillent à son oeuvre et gardent la ligne qu'il s'était imposé. Déçu par cette expérience, il reprend la mairie de haute main, quand l'étiquette de "radical" ne suffit plus à emmener l'opinion publique et à triompher aux élections. Car les socialistes, puis les communistes, le débordent sur sa gauche. Il s'en sert, il les heurte, mais doit désormais accepter le partage du pouvoir avec eux. Indéniablement, il a retardé considérablement le développement du socialisme à Tourcoing, mais sa politique sociale en avait les mêmes résultats généreux.

Le vieux chef disparu, c'est la discorde parmi ses continuateurs, et le déclin irrémédiable du radicalisme à Tourcoing. Quand il meurt, c'est son parti qui s'étiole et le socialisme qui triomphe.

Dans les dernières années de sa vie, il prend encore part aux débats de la Haute Assemblée, mais son activité parlementaire faiblit rapidement.

Il était médecin et sa tâche était de guérir, soigner, prévenir. Il aurait pu se contenter comme tant d'autres de ses collègues de ce rôle humanitaire déjà formidable. Mais il a choisi d'entrer en politique. Parce qu'il était ambitieux, certes, mais non par soif de pouvoir ou par attrait de l'argent. Non, son ambition était d'une autre nature, bien plus élevée et la politique n'était pour lui qu'un moyen, que l'outil de cette ambition, qui était de porter à un niveau supérieur son action bienfaisante. De dépasser le cadre du quartier pour atteindre celui de la municipalité, de la région, de la nation même.

Comment pourrions-nous conclure cet écrit sans saluer respectueusement la mémoire de cet homme, qui dépensa sans compter tant d'énergie au travail et qui s'attela à une tâche aussi lourde de responsabilités? D'un homme qui offrit généreusement aux exclus d'un monde qui vivait des derniers beaux jours du capitalisme fleurissant, le soulagement physique, les moyens de subsistance matérielle, et la dignité humaine?

Quand la mort frappe, les dernières paroles d'un ami valent plus que tous les discours officiels. Alors nous terminerons sur ces quelques mots d'EDMOND LABBE, prononcés sous la pluie, ce jeudi 21 août 1930 :

« Je dis un dernier adieu à l'homme qui m'était cher, à mon ami. Nous enterrons ici un grand coeur dont l'affection m'était précieuse, dont l'ardeur est restée vivante en ceux qui l'ont aimé. En cette heure, je n'ai qu'une seule pensée, l'image de l'ami que j'avais et que j'ai perdu. Elle ne me quittera point. Adieu, mon cher DRON, mon ami, adieu, ».



## BIBLIOGRAPHIE

## Ouvrages généraux sur la période

- MAYEUR (Jean-Marie). <u>La vie politique sous la Ille République : 1870-1940</u>. Paris : Seuil, 1984. 445 p.: couv. ill. en coul. : 18 cm. (Points Histoire)
- WINOCH (Michel), AZEMA (Jean-Pierre). <u>La Ille République</u>. Paris : Calman-Levy, 1970. 510 p.: couv. ill. en coul.: 18 cm. (Pluriel)
- BOULU (P), DUBOIS (H). La Ille République. Paris : PUF 1952. 126 p. : 18 cm. (Que sais-je?)
- JEANNENEY (Jean-Noël). <u>La faillite du Cartel 1924-1926 : Leçon d'histoire pour une gauche au pouvoir</u>. Paris : Seuil, 1977. 155 p. : couv. ill. en coul. (Points Histoire)
- BLANCPAIN (André). <u>La vie Quotidienne dans la France du Nord sous les ocupations :</u> <u>1814-1914</u>. Paris : Hachette, 1983. 450 p.: couv. ill. en coul. : 18 cm. (Littérature Générale)
- GUERIN (André). <u>La vie Quotidienne au Palais Bourbon à la fin de la IIIe République</u>. Paris : Hachette, 1978. 435 p.: couv. ill. en coul. (Points Histoire)
- BERSTEIN (Serge). Histoire du Parti Radical. Paris : Presse de la FNSP, 1982. 2 vol. 23 cm.-
- MITARD (Stanislas). Les origines du Radicalisme. Paris : Rivière, 1952. -
- DANSETTE (Adrien). Histoire religieuse de la France contemporaine Paris : Flammarion, 1952. -
- REMOND (René). Les catholiques, le communisme et les crises. Paris : Armand Colin, 1960. -
- HILAIRE (Yves-Marie). <u>Atlas électoral du Nord Pas-de-Calais 1876-1936</u>. Lille : PUL, 1977. 22 p.: couv. ill. en coul. -

## Ouvrages sur l'histoire de la métropole

- VAN DEN DRIESSCHE (J.-E.). <u>Histoire de Tourcoing</u>. Tourcoing : imprimerie Georges Frères, 1928. 252 p.: 23 cm. -
- TOULEMONDE (Jacques.). <u>Naissance d'une Métropole : Lille Roubaix et Tourcoing</u>. Tourcoing : La Brouette, 1966, 23 cm. -
- <u>Histoire d'une Métropole : Lille Roubaix et Tourcoing</u>. Pierre LEMAN, ... Alain DERVILLE,... Louis TRENARD, ... Felix-Paul CODACCIONI ... ; dir. Louis TRENARD. Toulouse : Édouard Privat 1977. 515 p.: couv. ill. en coul. ; 23 cm. -
- PIERRARD (Pierre). <u>Histoire du Nord</u>. Paris : Hachette, 1978. 500 p.: couv. ill. en coul. : 23 cm. (Hachette Littérature)
- <u>Histoire du Nord Pas-de-Calais de 1900 à nos jours</u>. P. BRUYELLE, ... Felix-Paul et M. CODACCIONI .... Yves-Marie HILAIRE, ... Bernard MENAGER, ... Robert VANDENBUSSCHE, ... dir. Yves-Marie HILAIRE. Toulouse : Édouard Privat 1982.
- AMEYE (Jacques). <u>Tourcoing ma ville</u>. Tourcoing : La Brouette, 1968. 115 p.: couv. ill. en coul. : 18 cm. -
- AMEYE (Jacques). <u>La vie politique à Tourcoing sous la Ille République</u>. Lille : CNRS, 1963. 260 p.: 23 cm. -
- LOTTIN (Alain). <u>Histoire de Tourcoing</u>. Dunkerque : Westhoek Éditions, 1986. 363 p.: couv. ill. en coul.: 23 cm. -
- CHRISTOPHE (Jean). <u>Tourcoing mon pays</u>. Tourcoing : Imprimerie DERMAUT, 1977. 75 p.; 18 cm. -
- CHRISTOPHE (Jean). <u>Si les rue de Tourcoing m'étaient contées</u>. Tourcoing : Imprimerie Georges Frères, 1972. 70 p.: couv. ill. en coul. : 23 cm. -
- CHRISTOPHE (Jean). <u>Gens et choses de Tourcoing</u>. Tourcoing : Imprimerie Georges Frères, 1975. 80 p.: 23 cm. -
- MAUCLERE (lean). L'orage sur la ville. Paris : Berger-Levrault,, 1933. 185 p. : 18 cm. -
- LAHOUSSE (Jules). <u>Histoire des hospices de Tourcoing</u>. Tourcoing : Duvivier, 1926. 450 p. : 23 cm. -
- DELACROIX (Gabriel). <u>Le premier acte de la loi maudite à Tourcoing, 5, 6 et 7 mars 1906</u>. Lille : Imprimerie à la Croix du Nord, 1906. 65 p.: 17 cm. -

#### Mémoires et thèses

- VANDENBUSSCHE (Robert). <u>Le radicalisme dans le Nord 1870-1905</u>. DES : Lille 1964. 4 vol.
- VANDENBUSSCHE (Robert). <u>Opinion et vie politique dans le Nord 1910-1914</u>. Thèse 3° cycle : Lille -
- ROETS (François-Xavier). <u>Le mouvement ouvrier à Roubais-Tourcoing de 1914 à 1958</u>. Maîtrise : Lille 1968. -
- FOREAUX (C.), MARTEL (M.L.). <u>Les grèves à Lille, Roubaix, Tourcoing : 1919-1935.</u> DES : Lille 1970. -
- DENOUVEAU (M), SAVOYE (J.). La scission, du Parti Socialiste 1918-1921. DES : Lille 1967. -
- MAYEUR (P.). <u>L'évolution socio-professionnelle du Conseil municipal de Tourcoing 1848-1983</u>. Maîtrise : Lille 1961. -
- PIERREUSE (Pierre.). <u>La situation économique et sociale à Roubaix Tourcoing de 1900 à 1914</u>. Thèse 3° cycle : Lille 1972. -
- CLAY (R.). <u>Structure économique et financière d'une filature de laines peignées : les Établissements François Masurel Frères</u>. Maîtrise : Lille 1967. -
- VANACKER-DHORME (Catherine.). <u>Les débuts de l'enseignement professionnel dans le Nord</u>. Maîtrise : Lille 1984
- MENAGER (Bernard.). <u>La laïcisation des écoles communales dans le Nord 1879-1899</u>. Thèse 3° cycle : Lille 1971. -
- WANQUET (Claude). <u>L'évolution sociale et politique d'Halluin des environs de 1900 à 1930</u>. DES : Lille 1961. -

#### Articles de revues

- FLORIN (Jean-Pierre). <u>Le Radical-Socialisme dans le Nord 1914-1936</u>. (La Revue Française de Sciences Politiques, avril 1974). -
- VANACKER-DHORME (Catherine.). <u>Les débuts de l'enseignement professionnel dans le Nord</u>. Lille : PUL, 1985. (La Revue du Nord, juillet-septembre 1985). -
- AMEYE (Jacques). <u>Tourcoing en 1906</u>. Tourcoing : Imprimerie Georges Frères, 1986. (Tourcoing 1906 : l'âge d'or...). -
- LECOMPTE (A.). <u>Visite du Président Fallières</u>. Tourcoing : Imprimerie Georges Frères, 1986. (Tourcoing 1906 : l'âge d'or...). -
- KUHN (Charles). <u>La revue de presse</u>. Tourcoing : Imprimerie Georges Frères, 1986. (Tourcoing 1906 : l'âge d'or...). -

# Les journaux de l'époque

- L'Indicateur de Roubaix-Tourcoing, hebdomadaire conservateur, paru de 1840 à 1913.
- Le Journal de Roubaix, quotidien roubaisien, républicain modéré.
- L'écho du Nord, quotidien lillois, républicain modéré, paru de 1857 à 1939.
- L'écho de Tourcoing, quotidien catholique conservateur, paru du 16-02 au 15-08 1888.
- Le Grand Écho, quotidien lillois, républicain, paru de 1924 à 1944.
- La Brouette, tourquennois et patoisant, radical, paru de 1889 à 1914.
- L'avenir, (Journal de GUSTAVE DRON) quotidien tourquennois, radical, paru de 1889 à 1914.
- Le Courrier de Tourcoing, cf L'écho de Tourcoing.
- L'Égalité, quotidien roubaisien, socialiste, paru de 1894 à 1940.
- Le Progrès du Nord, quotidien lillois, radical, paru de 1870 à 1939.
- Le Réveil du Nord, quotidien lillois, socialiste, paru de 1889 à 1943.
- Le Cri du Nord, quotidien lillois, radical, paru de 1919 à 1921.

## Archives municipales de Tourcoing

- PVDCM 1895 19 février. Page 87, au sujet des inondations du 30 octobre 1894. rappelle les 1.500.000 frs. proposés par la Chambre, attente au Sénat. Si refusé, seuls les plus malheureux seront dédommagés.
- PVDCM 1895 17 mai. Page 262, au sujet des instituteurs et de la loi du 28 juillet 1893 excellente et celle du 19 juillet 1889 (loi de garantie?) qui place les instituteurs en situation d'infériorité.
- PVDCM 1895 17 mai. Page 346, au sujet de la loi du 10 avril 1867 qui fixe le salaire des instituteurs à 200 frs. + % nb. d'élèves (traitement éventuel). "Il est important que des instituteurs ayant mêmes valeurs, mêmes notes, même grade et par conséquent mêmes titres, soient traités de façons différentes".
- PVDCM 1895 30 août. Page 454, sujet : "il existe sur la place de l'est une tinturerie qui est un véritable danger pour le public".
- PVDCM 1895 30 août. Page 454, au sujet de la nécessité d'avoir un commissaire de 2° classe au lieu d'un 3° classe vue l'importance croissante de la ville de Tourcoing.
- PVDCM 1895 30 août. Page 454, sujet : "il serait bien que [...] à tel moment de la journée que l'administration choisirait, l'un de MM les adjoints se tiendra dans une salle de l'Hôtel de Ville pour y recevoir telles observations [...] Une telle mesure serait très appréciée des habitants".
- PVDCM 1895 20 décembre. Page 638, au sujet d'un troisième commissaire, de 2° classe, car il faut un commissaire pour 10.000 habitants selon la législation. Tourcoing atteint alors 30.000 habitants.
- PVDCM 1912 16 juin. Page 268, au sujet du décès de Mme DRON, remerciements de GUSTAVE DRON, au Conseil municipal.
- PVDCM 1912 16 juin. Page 269, au sujet du décès de Mme DRON, condoléances du Conseil municipal.
- PVDCM 1912 16 juin. Page 144, au sujet du décès de Mme DRON, condoléances de l'Assemblée.
- PVDCM 1933. Page 384, par LÉON SALEMBIEN, au sujet du monument à GUSTAVE DRON. Proposition du maire, de MM. PARSY et DEBORGHER que 500 frs. soient attribués aux douze autres artistes du concours pour le monument. M. DELACROIX contre. MM NYS et PROT contre le choix (deux colonnes = guillotine!).
- Q3HA 19 août 1917. Rapport de GUSTAVE DRON sur les aliénés porté devant la Chambre des députés.
- 2F18 et 6Z3 Photographies
- Série D sur les comptes-rendus du Conseil municipal. D1A, D1B, D2C, D1C2.
- Revue Nord Généalogie, juillet 1973, p. 139.
- Revue des maires, p. 23.
- JIB S13 Dossier des funérailles de GUSTAVE DRON.

## Archives départementales du Nord (22 rue Saint Bernard, Lille)

Série M: affaires départementales, élections, décorations, associations, établissements, entreprises.

DRON député en : 1889 M-37-36 3206

1893 M-37-33 3208 1898 M-37-47 3210 1902 M-37-59 3212

Élections:

Conseil Général 1887 N 43-64-4371

Municipales M 89-75 M99.620 M99.621 M99.622 M99.623

Cantonales (tracts) M59.184 (tracts 1904) M59.201 (1907) M59.184 (1913)

464.27

Législatives M86 généralités M87 collectifs M88.4 sectionnement

Sénatoriales M42 généralités M43 collectif

M44.69 (1914) M44.71-73 (1920) M44.74-75 (1924)

Dossier des Légions d'Honneur M 127 32

Fonds DESROUSSEAU 31 J 115-116

Fonds GROUSSEAU 53 J27-48

#### Autres séries :

A : pas dans le Nord.

B: Cours et juridiction.

C: Intendance.

D: Enseignement.

E: Notariat.

F: pas dans le Nord.

G/H: Ecclésiastique, régulier séculier.

L: Révolution.

N : Bâtiments départementaux.

O: Affaires communales.

P: Affaires financières.

Q: Hypothèques.

R: Affaires militaires, reconstruction.

#### Archives nationales

$\Box$	)ict	ionnair	e des	parler	mentaires,	série	F	de	l'admi	inistr	ation	
$\overline{}$	,,,,,,	i Oi ii iaii		parici	i i Ci i can Co,			$\sim$	1 aaiii	11 115 61	acioni	

- Série FIB2 du personnel politique
- Série F7 des rapports des Préfets
- Série FID3 des Légions d'Honneur
- Série F17 de l'instruction publique

## Bibliothèque nationale

Série F:

S Voies de communication,

T enseignement, presse, beaux-arts.

V cultes

X sous-préfectures

Y prisons

Z dons et legs

Bibliothèque de documentation internationale contemporaine

Bibliothèque municipale de Lille

Archives municipales de Lille

Archives historique du Grand Orient

Archives de la Grande Chancellerie

# Bibliothèque inter-universitaire, Lille III

Journal Officiel de la République Française.

 Table 1899-1930
 010.025

 Débats de la Chambre
 010.025

 Débats du Sénat
 010.025

# Mairie de Marcoing

Service de l'état-civil.

## Aérium de Marcoing

Archives détruites durant la première guerre mondiale. Directrice nièce de DRON.

# Château de Marcoing

Liste des centres de vacances.

# TABLES DES NOMS DU JOURNAL OFFICIEL

1889: TAJO 3808 Élu Conseiller général.

TAJO 509 I Élu député du Nord.

TADP 482 Admis à la Chambre.

1890 : TADP 1347 - 1370 Projet de loi su le travail des femmes et des enfants.

1893: TAJO 4370 Élu député du Nord.

TADP 1497 Circonscriptions électorales.

TADP 1579-1669 Les accidents du travail et la protection des ouvriers.

TADP 938 Caisse d'épargne.

TADP 1883 Les pharmaciens

TADP 73 Retrait des candidatures.

1895 : TAJO 5440 Élu conseiller général.

TAJO 1655 Lieutenant d'infanterie?

TAJO 6507 Membre du Conseil supérieur du travail.

TADP 346 Budget de 1895.

TADP 1306 Finances.

TADP 1099 Exposition Internationale d'Anvers.

1896: TADP 648 Impôt sur le revenu.

TADP 948 Le travail des femmes et des enfants.

TADP 1997 Le Budget de 1897.

TADP 2340 La guerre.

TADP 2313 L'exposition Internationale de Bruxelles.

1898: TAJO 5165 Élu conseiller général.

TAJO 8106 Élu député du Nord.

TADP 1025 Interpelle le gouvernement.

1899: TADP 80 Admis à la Chambre.

TADP 2288 Le travail des femmes et des enfants.

1900 : TADP 976 Le commerce avec la Belgique.

TADP 1883 La laine peignée à Roubaix.

TADP 1876 Ordre du jour.

TADP 1860 Réglement.

TADP 1901 Projet de loi local.

1901: TAJO 1846 Nommé médecin-major 2° classe.

1902: TAJO 3607 Nommé député.

1903: TADP 963 Budget de 1903.

1904 : TADP 2886 Le tissage en ateliers de famille.

1905: TADP 2846 Tourcoing et les victimes des orages.

1906: TAJO 3644 Élu député du Nord.

TADP 1635 Les mines de Courrières.

1907: TADP 55 Les aliénés.

TADP 123 Les aliénés.

TADP 820 Les vieux et les infirmes.

TADP 836 La classe 1903 démobilisée.

1908: TADP 1353 Loi sur le travail.

TADP 1628 Loi sur le travail.

TADP 1932 Le budget de 1909.

1909: TDCD 729 La loi de 1897 sur les boissons.

TDCD 3612 Justice.

1910: TDCD 1338 Instruction publique.

TDCD 1543 Les mines.

1911: TDCD 3 Nommé vice-président de la Chambre.

TDCD 3085 Le budget de 1912.

TDCD 4238 Le budget de 1912.

1912: TDCD 3 Nommé vice-président de la Chambre.

TDCD 619 La loi sur le travail, les dix heures.

TDCD 992 Les mines.

TDCD 1068 Les mines.

TDCD 632 L'ordre du jour.

1913 : TDCD 3 Nommé vice-président de la Chambre.

TDCD 687 Apprentissage, enseignement technique.

TDCD 1729 Les femmes.

TDCD 3485 Ordre du jour.

TDCD 3541 Les mines.

1914-1919 : Journal officiel non classé ou inexistant.

1919: TADP 102 Reconstruction et ravitaillement de Tourcoing.

TADP 329 Répartition de dommages de guerre.

TADP 135 Interpellations en zone libre.

1920: TADP 13 Admis au Sénat.

TADP1374 Enseignement technique.

1921: TADP 604 Budget de 1921.

1922 : TADP 1234 Projet de loi sur les nourrissons.

1924: TADP 13 admis au Sénat.

TADP 914 Hygiène et aliénés, projet de loi.

1925 : TADP 104 Projet de loi sur la Caisse d'Épargne.

TADP 105 Légion d'Honneur.

1927: TADP 610-637 Projet de loi sur les assurances sociales.

1930 : TADP 243 Complément à l'aloi du 5 avril 1928.

TADP 249 Les assurances sociales.

TADP 1538 Annonce du décès de DRON.

## LA PRESSE ACTUELLE

# Nord-Éclair, quotidien de Tourcoing, page des "Broutteux" :

- Il y a 50 ans mourait GUSTAVE DRON. Jacques AMEYE, 6-7 juillet 1980.
- 1880, le docteur DRON arrivait à Tourcoing. Charles KUHN, 17-18 août 1980.
- Comment GUSTAVE DRON est entré au Sénat. Jacques AMEYE, 25-26 septembre 1983.
- Les débuts de l'occupation allemande à Tourcoing (1). Jacques AMEYE, 25-26 septembre 1983.
- Les débuts de l'occupation allemande à Tourcoing (2). Jacques AMEYE, 9-10 octobre 1983.
- Il y a 50 ans on inaugurait le monument de GUSTAVE DRON (1). Charles KUHN, 17 mars 1985.
- Il y a 50 ans on inaugurait le monument de GUSTAVE DRON (2). Charles KUHN, 31 mars 1985.
- DRON et l'enseignement professionnel avant 1914. Jacques AMEYE, 17 mars 1985.
- Mai 1894 la ville fête le centenaire de la bataille de Tourcoing. Francis DELANNOY, 17 mars 1985.
- La mort de Victor Hugo et la politique à Tourcoing. Jacques AMEYE, 26-27 mai 1985.
- En 1912, les premières habitations à bon marché. Jacques AMEYE, 28-29 septembre 1986.
- La Grand Place des origines à nos jours Alain PLATEAUX, 28-29 septembre 1986.
- La fonction sociale de l'estaminet. Jacques AMEYE, 24-25 mai 1987.
- Les votes de GUSTAVE DRON à la Chambre des députés. Jacques AMEYE, 17-18 avril 1988.